

d'Lëtzebuerger **Land**

ORIS

Unabhängige Wochenzeitung für Politik,
Wirtschaft und Kultur

#11 65. Jahrgang 16. März 2018



5 453000 174663



4,00€

Think tank, grenzenloser

Die Uni Luxemburg hat einen neuen Vierjahresplan – und erste Ansätze für eine „Langfristvision“ mit Blick aufs Jahr 2040

Bad banks... and their supervisors

Haben die Aufsichtsbehörden die Lage einer Bank unnötig verschlimmert? Das Gerichtsurteil zur ABLV Luxemburg legt dies nahe

Hell's Bakery SA

En rachetant les Pâtisseries Schumacher, Jean-Marie Hoffmann fait son entrée dans la cour des grands, à savoir celle des Muller, Nickels et Oberweis

Photo: Sven Becker

Hell's Bakery SA



Jean-Marie Hoffmann, ce lundi à Wormeldange

Bernard Thomas

Sleepless in Wormeldange Depuis le début de l'année, Jean-Marie Hoffmann aura passé presque toutes ses nuits dans la fabrique à Wormeldange. Le boulanger-pâtissier âgé de 51 ans a installé un petit lit dans un placard à balais sans fenêtres qui jouxte son bureau. Avec pour seul décor un sèche-cheveux traînant par terre. Vers 19 heures, le patron commence sa tournée des ateliers, inspecte la listes des commandes, consulte le maître boulanger. À 20 heures, les ouvriers arrivent pour préparer la pâte. Vers minuit, les premières viennoiseries commencent à sortir des fours. Entre 8 et 11 heures du matin, Hoffmann réussit à attraper quelques heures de sommeil. Puis commence la partie administrative de sa journée : marketing, comptabilité et inspection des magasins.

En début d'année, le « petit » a officiellement avalé le « grand ». Personne n'avait vu venir Jean-Marie Hoffmann. Chez les Nickels (Namur), Muller (Fischer) et Oberweis, on craignait qu'un mastodonte de l'agroalimentaire – comme Paul ou Ladurée, appartenant au Groupe Holder – saute dans la brèche et renforce ainsi

sa présence au pays. Le fait qu'un petit boulanger, qui gérait jusque-là deux magasins – l'un à Bonnevoie, l'autre à Itzig – et employait 35 personnes, rachète la Pâtisserie Schumacher SA les a pris par surprise. Car, Schumacher, c'est une fabrique, seize points de vente et 190 salariés. (Son propriétaire, Henri Schumacher, avait décidé de vendre, puisqu'aucun de ses enfants n'était intéressé à reprendre l'entreprise.)

La fabrique (bâtie en 2003) est située sur les hauteurs de Wormeldange, dans une zone industrielle entourée de vignobles. Les ateliers donnent un sentiment de trop-plein : les pièces sont exiguës, les flux de travail décousus, la surface de stockage insuffisante. Les boîtes s'empilent dans les couloirs, les ouvriers courent dans tous les sens. Ce lundi matin, en entrant dans l'atelier des viennoiseries, Hoffmann lance un « Merci encore pour le boulot ! » Et se réjouit : « Les ventes ont été excellentes... » Au lendemain du *Bretzelsonnden* (dimanche des bretzel), les salariés, qui viennent d'enchaîner les heures supplémentaires, semblaient épuisés.

Comment un petit pâtissier a racheté une fabrique semi-industrielle et seize points de vente

Le nouveau patron dit avoir essayé de passer le plus de temps possible avec les ouvriers lors des pauses café à la cantine pour faire connaissance. « C'était une sorte de *Undercover Boss*, à la différence que je n'étais pas incognito » explique-t-il en se référant à la série de télé-réalité américaine où un manager s'infiltre comme stagiaire dans son entreprise pour sonder les soucis du terrain et des employés.

Le grand bond en avant Hoffmann explique que la reprise lui aura coûté 25 millions d'euros. Un montant qui inclut la fabrique de Wormeldange, les fonds de commerce des seize magasins (où Schumacher était locataire), ainsi que les rénovations des premiers points de vente. Si le boulanger a pu réunir le capital nécessaire, c'est grâce à la Mutualité des PME. La société coopérative des artisans garantit une partie du prêt qu'a contracté Hoffmann auprès de la BGL-BNP Paribas. Une fois le modèle d'affaires passé par le conseil de la mutualité, le boulanger de Bonnevoie avait un allié de taille à ses côtés. (En 2016, la mutualité cautionnait et garantissait ainsi des emprunts à hauteur de 204 millions d'euros.) Mais ce qui aura crédibilisé la reprise, c'est que la prochaine génération est déjà sur la ligne de départ. Les enfants de Jean-Marie Hoffmann travaillent tous les deux dans l'entreprise. Kelly (âgée de vingt ans) a fait son apprentissage chez Oberweis, tandis que Dustin (23 ans) soccupe de la comptabilité et du marketing.

« Le 2 janvier, nous avons déménagé notre stock, le 3 janvier, nous avons attaqué la production », dit Michaël Weyland, le chef-boulangier de Hoffmann. Nous avons mis quelqu'un de chez nous à chaque poste, sinon cela n'aurait pas été gérable. Mais il nous manque des personnes dans tous les corps de métier... ». Hoffmann est impatient, il veut « le maximum le plus vite possible ». En un mois, il aura réussi à élargir la gamme de produits : « Henri Schumacher avait plutôt un sens industriel : peu de produits mais en grand nombre. Les chiffres démontrent qu'il n'avait pas tout à fait tort. Mais je suis toujours convaincu qu'il est possible de produire une grande gamme. » Hoffmann dit vouloir élargir l'équipe : « J'embaucherais directement, du jour au lendemain, cinquante personnes », mais encore faudra-t-il trouver les profils recherchés.

En février 2018, Hoffmann a officiellement renommé la Pâtisserie Schumacher en Hell's Bakery SA. Ce nom, il dit l'avoir choisi en s'inspirant de l'émission de télé-réalité *Hell's Kitchen*, qui fait concourir deux équipes pour le poste de chef dans un restaurant. C'est surtout un hommage à son présentateur Gordon Ramsay, un chef cuisinier *people* connu pour son caractère irascible. « Il est un peu comme moi... Un vrai professionnel, mais explosif par moments », estime Hoffmann. Mais, explique-t-il, « nous n'allons pas marquer 'Hell's Bakery' au-dessus de nos magasins ; sinon les gens penseront qu'il s'agit d'une chaîne gigantesque ».

« Beim Namur geléiert » Hoffmann est venu à la pâtisserie à 19 ans – c'est-à-dire sur le tard –, après avoir passé un diplôme en section paramédicale. (Chirurgien aurait toujours été son « métier de rêve », dit-il.) Comme tant d'autres patrons (dont Pit Oberweis, le fondateur de la maison éponyme), il passera ses années d'apprentissage chez Namur ; « hien huet beim Namur geléiert », comme on dit. En 1991, Hoffmann ouvre une boulangerie dans le quartier de Bonnevoie. Cinq ans plus tard, ses bretzels et croissants lui vaudront une deuxième place à la coupe du monde de la boulangerie organisée à Paris. Depuis, ses sachets portent la mention « vice-champion du monde de la viennoiserie en 1996 » et ses produits sont réputés parmi les meilleurs de la Ville.

Le grand bond en avant, Jean-Marie Hoffmann voulait le faire il y a dix ans déjà. Il gérait une petite entreprise profitable. Sur les cinq dernières années, le bénéfice de ses deux boulangeries se situait ainsi autour de 70 000 euros. Mais un cas de force majeure aura retardé l'expansion. Le 9 novembre 2009, dans la nuit de dimanche à lundi, un feu se déclare au-dessus de sa boulange-

rie à Bonnevoie, détruisant le magasin. À peine 48 heures plus tard, l'activité reprendra quelques centaines de mètres plus loin, sous une grande tente chauffée. Suivra une année de galère, avant que la boutique ne soit remise en état.

Bling-bling Henri Schumacher avait fait repeindre ses magasins en rose bonbon. Couronné de quatre boucles, le « S » du logo rappelait une crotte de chien. *Le rebranding* de tous les points de vente sera onéreux. Rien que pour refaire le magasin avenue de la Porte-Neuve, Hoffmann aura déboursé un million d'euros. Le nouvel intérieur est orné d'une multitude de petits et de grands « H » ondulés, qu'on retrouve sur le papier-peint, les comptoirs et accroché au fond du salon de consommation. Jean-Marie Hoffmann y voit le « flagship » de son réseau : « Le noir brillant, c'est un peu la jet set new-yorkaise ; le doré, c'est Dubai ; les tables rondes, c'est Paris. » Pour le magasin à Mondorf-les-Bains, il est submergé par plusieurs vagues d'idées. Dans l'une des deux salles, il veut décliner le « thème thermal, avec des marbres blancs évoquant des bains turcs » ; dans l'autre, il veut recréer « un feeling de casino de jeu : de longs rideaux et un grand bar, comme dans un hôtel chic. »



Dans les ateliers de Hoffmann/ex-Schumacher

En rachetant les Pâtisseries Schumacher, Jean-Marie Hoffmann fait son entrée dans la cour des grands, c'est-à-dire celle des Muller, Nickels et Oberweis

Namur

Le déclin de la maison



Procurer des sensations proustiennes à une clientèle de plus en plus âgée

Les temps sont durs pour la famille Nickels, qui gère la pâtisserie Namur en sixième génération. La décennie passée aura été une longue saignée. Le registre de commerce et des sociétés en établit l'historique médical. Sur six ans, les pertes se sont cumulées : 304 000 euros en 2006, 1,3 million en 2007, 1,5 million en 2008, 562 000 en 2009, 590 000 en 2010 et 260 000 en 2011. (Pour un chiffre d'affaires annuel qui tourne autour de dix millions d'euros.) Entre 2012 et 2014, Namur sortira un court moment du rouge et renouera avec les bénéfices : 18 000 euros en 2012, 48 000 en 2013 et 65 000 en 2014. En 2015 et 2016, l'entreprise replongera, affichant des pertes de 184 000, respectivement 12 000 euros.

Si la vieille dame de la pâtisserie luxembourgeoise continue à plus ou moins s'en sortir, c'est grâce à l'ancien allié Cactus. (Commercialement, les Leesch et Nickels sont liés depuis le premier agrandissement de la Belle Étoile en 1984.) Le bilan pour l'année 2010 l'avait indiqué : Pour augmenter les recettes, l'entre-

prise devrait utiliser « de nouveaux canaux de distribution », y lisait-on. Dès mars 2012, la glace artisanale de Namur se retrouvait dans les rayons Cactus.

Depuis quelque temps déjà, Max Nickels, le directeur de la maison Namur, se fait approcher par des personnes bien-intentionnées qui, la mine compatissante, lui demandent s'il compte vraiment vendre l'entreprise familiale à Cactus ou à Panelux. « Ces rumeurs sont totalement infondées, dit Nickels au *Land*. Il n'y a jamais eu de telles discussions ». (Un démenti confirmé par Carole Muller, l'administratrice déléguée de Fischer.) Le début de la spirale négative, Max Nickels le rétro-date à la crise de 2008. En octobre 2007, Namur avait emménagé dans de nouveaux et somptueux ateliers dans la zone d'activité de Hamm. Le nouveau siège comprend trois salons qui peuvent contenir jusqu'à 360 personnes assises et qu'*Explorator* décrit comme « uber-contemporary ». Or, avec la crise, les chantiers autour sont mis à l'arrêt et le parc de bureaux tarde à prendre forme. « À un moment,

Sur la dernière décennie, Namur a cumulé des millions d'euros de pertes

moins de personnes y travaillaient que lorsque nous avions emménagé, dit Max Nickels. Nous disposions donc d'un outil de travail *tip-top*, mais notre *business plan* ne se réalisait pas comme prévu. »

Le bilan pour 2008 montre à quel point le chiffre d'affaires réalisé initialement à Hamm fut décevant : seulement 953 000 euros sur une année. Moins que dans la rue de l'Alzette à Esch (960 000 euros) ou dans l'avenue de la Liberté (1,1 million), sans parler de la Belle Étoile (1,6 million) et de la rue des Capucins (2,2 millions). Pourtant, ces magasins sont dotés d'un salon de consommation sensiblement plus petit que ceux à Hamm. (Les bilans postérieurs à 2008 renonceront à une telle décomposition par magasin « parce qu'elle est susceptible de porter préjudice à la société ».) En attendant les employés de bureau, Namur pouvait au moins compter sur les endeuillés cherchant une consolation « Ham, Fritten an Zalot ». Le crématoire se trouve en effet à quelques centaines de mètres.

Mais, alors que la croissance économique et démographique bat son plein, l'explication de Max Nickels ne convainc qu'à moitié. La confiserie Namur semble en effet prisonnière de sa tradition, condamnée à fournir des sensations proustiennes à une clientèle recherchant les goûts de son enfance. Mais maintenir une telle palette, qui doit couvrir des décennies d'histoire en confiserie, est coûteux. Max Nickels estime que « c'est toujours triste de supprimer un produit, mais nous devons rationaliser notre gamme. » Par exemple ne garder en crème au beurre que la fraise et le moka ; et laisser de côté les autres goûts ». Mais il évoque également la « difficulté de créer un nouveau hit », comme l'étaient le Mont-Blanc, la bavaroise aux framboises ou le croustillant.

Quant aux magasins, dont le charme suranné des années 1990 peine à convaincre, il faudrait en revoir le concept. Le salon de consommation rue des Capucins peut ainsi accueillir plus de cent personnes, mais reste à moitié vide durant les après-midi, le rituel du « Kaffee und Kuchen » s'étant perdu. Étonnamment, à côté d'une implantation dans le nouveau Cactus d'Esch-Lallange (qui pourrait voir le jour début 2022), Namur planifie également d'ouvrir un grand point de vente dans l'agglomération de la Ville de Luxembourg. Une tentative de sortir de la crise par le haut ; au risque de se casser le cou. bt

Oberweis

Nouvelle suprématie

Alors que Namur doit gérer la récession, Oberweis cherche à maîtriser la croissance. C'est un bon problème à avoir. L'internationalisation des élites a permis à Oberweis de dépasser Namur en misant sur une gamme restreinte et régulièrement renouvelée. Oberweis emploie 370 salariés (contre 180 pour Namur) et a fait 1,7 million d'euros de bénéfice en 2016. Alors que Namur a enchaîné six années de pertes, le profit annuel de Oberweis dépasse, depuis 2009, le million d'euros. En 2013, l'inauguration de sa nouvelle boutique dans la Grand-Rue, qui ressemble davantage à une bijou-

terie qu'à une pâtisserie, concrétisait cette nouvelle suprématie. Et alors qu'au grand dam de Namur, la zone d'activité de Hamm se sera développée plus lentement que prévue, celle à la Cloche d'Or, où Oberweis avait implanté ses ateliers dès 1995, connaît un développement fulgurant.

À tel point que, pour échapper au trafic, le pâtissier est parti à la recherche d'un nouveau site de production. En 2016 et en 2017, la firme a donc acheté deux terrains à Munsbach. Mais, dit Tom Oberweis, le déménagement ne sera pas pour demain : les

travaux commenceraient au plus tôt en 2021. « Un nouveau siège ne changera rien à notre stratégie » et ne forcerait pas l'entreprise à croître, assure-t-il. Afin d'amortir l'investissement, Oberweis n'aurait pas besoin d'ouvrir de nouveaux points de vente.

Jusqu'ici, la stratégie d'expansion de la famille a été très prudente. Tous ses points de vente sont ainsi situés dans la capitale et ses alentours. Même si Tom Oberweis ne peut formellement exclure que l'un ou l'autre nouveau magasin ne soit créé, « en ouvrir dix en cinq ans, par exemple, ce sera sans moi. » bt

Fischer

En mode franchise

Les Muller dominent le marché luxembourgeois des boulangeries. Des matières premières à la vente, en passant par la production, la famille a réussi l'intégration verticale : les Moulins de Kleinbettingen livrent la farine à Panelux, dont un quart de la production est écoulé via les filiales Fischer. (Le reste part en surgelé à l'exportation.) À Edmond Muller et à son fils Jean le moulin, à son petit-cousin Patrick la fabrique, et à sa fille Carole les points de vente. Le maillage du pays est étroit, voire étouffant. Au Luxembourg, la moitié des boulangeries opèrent sous l'enseigne Fischer, soit une soixantaine de magasins. Mais Fischer semble avoir atteint le point de satiété, du moins sur le territoire grand-ducal. « Depuis 2010, le nombre total de magasins varie peu », dit ainsi Carole Muller, administratrice déléguée de Fischer.

Le groupe avait tenté une incursion en Allemagne. Entre Bitbourg et Trèves, il entretenait à un moment une douzaine de points de vente. Tous ont depuis mis la clef sous la porte. « Notre palette de produits est plus orientée vers le goût français », estime Carole Muller. La chaîne boulangère se tourne donc vers l'Ouest. Elle a opté pour le modèle de la franchise : Fischer fournissant nom, marketing et produits ; le gérant sur place reversant cinq pour cent de son chiffre d'affaires comme *royalties* et « redevance communication » à la centrale luxembourgeoise. (Il devra également investir jusqu'à un demi-million d'euros pour aménager le local, plus une redevance initiale de 40 000 euros.)

D'ici fin mai, Fischer fera exploiter cinq points de vente en mode franchise : deux à Reims, deux aux alentours de Thionville et un à l'entrée de Nancy. (La plupart des ces boulangeries sont situées dans des zones industrielles assez tristes.) Carole Muller dit avoir reçu plus de 300 demandes de franchisés potentiels, dont une grande partie serait basée en région parisienne ou dans le Sud-Ouest. Or, comme zone de chalandise, Fischer a tracé un demi-cercle allant de Strasbourg à Reims. Puisque les produits sont livrés tous les deux jours en semi-frais cru (donc non-congelés), la distance de la fabrique à Roodt-Syre ne devrait pas dépasser 300 kilomètres. bt



Dans la fabrique Panelux à Roodt-Syre

Is the most valuable job the one you don't have?

ey.com/lu/joinadvisory

EY

Building a better working world

© 2018 Ernst & Young Business Advisory Services S.à R. L. All Rights Reserved.

The better the question. The better the answer. The better the world works.

Leitartikel

Einsturzgefahr

Romain Hilgert

Ob die außenpolitische Erklärung am Dienstag seine letzte war, weiß LSAP-Minister Jean Asselborn vielleicht selbst nicht. Denn das hängt nicht nur von ihm, sondern auch vom Ausgang der Wahlen ab. Der außenpolitische Sprecher der CSV, Laurent Mosar, gab sich jedenfalls am Mittwoch versöhnlich, als sei er schon bereit, Asselborns Nachfolge in der viel beschworenen Kontinuität anzutreten. Beide teilten in ihrem immer etwas großspurigen Galopp über mehrere Kontinente ihre Zukunftsangst: Der Außenminister fürchtete, dass die Konstruktion der multilateralen Beziehungen, die für Luxemburg eine Notwendigkeit seien, „Gefahr läuft, einzustürzen“, und der CSV-Politiker währte „die Welt aus den Fugen“, auch wenn er das Zitat dem großen englischen Dramatiker Peter Scholl-Latour zuschrieb.

Selbstverständlich hat das Großherzogtum außenpolitisch wenig Spielraum, wie andere Zwergstaaten von Grenada bis zu Luxemburgs ehemaligem „strategischen Partner“ Katar feststellen mussten. Deshalb ist die Außenpolitik eine konstante Mischung aus multilateraler Bündnispolitik in der Europäischen Union oder der Nato und bilateralen Geschäftsbeziehungen, denen sich kein Minister entziehen kann, selbst wenn er sich im Laufe der Jahre so viel eigenen Spielraum herausschlägt wie Jean Asselborn.

Schließlich gehört er schon heute mit Paul Eyschen, Joseph Bech und Jacques Poos zu den Außenministern mit der längsten Amtszeit in der Luxemburger Geschichte.

Kritisch wird es jedoch, wenn das Regelwerk von multi- und bilateralen Beziehungen durcheinandergebracht wird, wenn die europäischen Partner Luxemburg plötzlich als Steuerparadies ächten, die Führungsmacht USA nicht mehr richtig führen will oder der Regierungswechsel in einem Nachbarland die persönlichen Beziehungen kappen, die gehegt und gepflegt werden, um ein wenig das fehlende diplomatische Gewicht auszugleichen.

Außenpolitische Meinungsverschiedenheiten werden deshalb mit niedriger Intensität ausgetragen, meist sogar, wenn über einen Kriegseinsatz entschieden werden soll. Nicht immer ist klar, wer Europapolitik macht, der Premier, manchmal der Außenminister oder notfalls die ständige Vertretung in Brüssel. Vielleicht auch der Finanzminister, wie Xavier Bettel soeben erfahren musste, als er sich vom EU-Kommissar Pierre Moscovici belehren lassen musste, dass Pierre Gramegna sehr wohl das kritische Gutachten zum Europäischen Semester besaß.

Dabei hatte auch Xavier Bettel sich in der Außenpolitik versucht, etwa mit der Ankündigung eines „G-9“ der europäischen Kleinstaaten. Oder als er beinahe hinter dem Rücken seines Außenministers Israel einen Besuch abstattete. Denn während der Außenminister immer wieder die Unterdrückung der Palästinenser zur Sprache bringt, gegen CSV, DP und ADR eher Sympathien für die sehr rechte Regierung in Jerusalem.

Der Meinungsunterschied zwischen Regierung und Opposition bestehe eher in der Form als im Inhalt, meinte Laurent Mosar. Er fand es „nicht immer glücklich“, wie der Außenminister ausländische Politiker in den Medien abkanzele, auch seine Auftritte in deutschen Talkshows seien „nicht immer zielorientiert“. Womit der christlich-soziale Geschäftsanwalt sich möglicherweise zum Sprecher von Kritiken aus Unternehmerkreisen machte, laut denen Jean Asselborn die Finanzbranche nicht bedingungslos genug verteidige und potenzielle Geschäftspartner brüskiere, zuletzt wenn er US-Präsident Donald Trump eine mangelhafte Konzentration von Verstand bescheinigt. Aber der Minister bestand darauf, dass „Diplomatie, im Gegensatz zu dem, was oft geglaubt wird, nicht die Kunst ist, um den heißen Brei herumzureden“.

blog



Dass das Parlament den Datenschutz nicht so genau nahm, war seiner Verwaltung seit längerem bekannt, aber kein Grund zur Aufregung. Bis *Radio 100,7* vergangene Woche herausfand, dass Verwaltungsunterlagen und Ausschussprotokolle über Internet eingesehen werden konnten. Um von der Peinlichkeit abzulenken und die Verantwortung auf Außenstehende abzuwälzen, hat das Kammerbüro (DP, LSAP, CSV, Grüne) am Montag die Staatsanwaltschaft damit befasst, nach einer Straftat zu forschen. rh.

Personalien

Personalien

Personalien

Politik

Gesellschaft

Medien

Nicolas Schmit,



der Arbeitsminister, der die Regierung verlassen wollte, um EU-Kommissar, stellvertretender Generalsekretär der OECD oder vielleicht doch nicht Botschafter in Paris zu werden, wurde am Montag mit der siebenköpfigen Kandidatenliste für die Kammerwahlen einstimmig zum Spitzenkandidaten der LSAP im Ostbezirk gewählt (Foto: LSAP). Mit ihm kandidiert die Abgeordnete und Geschäftsfrau Tess Burton, die vor zwei Jahren gehofft hatte, Schmit in der Regierung zu ersetzen, und vor zwei Monaten zu den Unterzeichnern eines offenen Briefs „D’LSAP nei denken“ gehört hatte. Weitere Kandidaten sind der Betzdorfer Bürgermeister Jean-François Wirtz, der Funktionär der Handelskammer und Merterter Schöffe Lucien Bechtold sowie der Echternacher Abgeordnetensohn und Schöffe Ben Scheuer. In den letzten 20 Jahren hat sich die Stimmenzahl der LSAP im Osten beinahe halbiert, seither hat sie dort ein einziges Mandat. rh.

Claude Turmes,

Europaabgeordneter der Grünen, möchte nicht so verstanden werden, als rede er einer CO₂-Steuer auf Importe aus den USA in die EU als Vergeltung auf die von US-Präsident Donald Trump angekündigten Zölle auf Stahl und Aluminium das Wort. Turmes’ Brüsseler Büro hatte am Mittwoch mitgeteilt, er finde, die EU müsse „Gegenmaßnahmen vorbereiten“, sich „für eine mögliche Eskalation rüsten“ und die EU-Kommission „Pläne für die Einführung einer CO₂-Importsteuer auf umweltschädliche Produkte „Made in USA“ vorlegen“. Dem *Land* sagte er, er habe eine CO₂-Steuer gemeint, die auf jegliche Importprodukte, nicht nur US-amerikanische, erhoben würde, deren Herstellung höhere CO₂-Emissionen verursacht als die gleichgeartete Produkte in der EU. Die Idee verträten die EU-Grünen schon seit ein paar Jahren und hätten sie am Mittwoch in einer Debatte im Europaparlament über Trumps *Tariffs* wiederholt. pf



John Rech,

LSAP-Südkandidat (*d’Land*, 9.3.18), Rech ist Enkelsohn des ehemaligen Düldeinger Bürgermeisters Louis Rech (1926-2012).

Lydia Mutsch,

Chancengleichheitsministerin (LSAP), schaffte es zum Internationalen Frauentag nicht zur Aktion der gleichnamigen Plattform auf der Place d’armes in Luxemburg-Stadt. Zum Kulturspektakel rund um den Frauentag am Sonntag in der Abtei Neumünster, in der das Schauspielensemble des Kunstkollektivs Richtung22 den Einfluss weißer älterer Männer verballhornte, war die Ministerin ebenfalls verhindert. Sie war nach New York geflogen, um Luxemburg bei der 62. Sitzung der UN-Kommission zur Lage der Frau zu vertreten. Die Abwesenheit der LSAP-Ministerin fiel wohl deshalb auf, weil sie zuletzt kein ganz glückliches Händchen in ihrem Bemühen um mehr Gleichstellung bewiesen hatte: Die von ihrem Ministerium verantwortete Kampagne *Votezégalité.lu* für mehr Kandidatinnen für die Gemeindewahlen 2017 war wegen involvierter Geschlechterklischees von feministischen Aktivistinnen verrissen worden. ik

ID99

Eine Delegation von Jugendlichen, die auf Einladung des Nachhaltigkeitsrats darüber nachgedacht hatten, wie Luxemburg im Jahr 2030 aussehen soll, unterbreiteten am vergangenen Freitag dem Parlament ihre Ideen zum Umweltschutz, zur Integration, Mobilität, Kultur und Chancengleichheit. Sämtliche Vorschläge waren im *Lëtzebuurger Land* vom 17.11.17 veröffentlicht worden. rh.

Öslinger Mannsvolk

Der Öslinger LSAP verdankt die DP/LSAP/Grünen-Koalition ihre Existenz. Denn im Norden hatte die Partei 2013, trotz eines leicht rückläufigen Stimmenanteils, ein Mandat hinzugewonnen, den 32. Sitz im Parlament, ohne den eine Koalition allzu erpressbar gewesen wäre. Sozialminister Romain Schneider soll als Spitzenkandidat im Oktober das Kunststück wiederholen. Mit ihm kandidiert auch der Abgeordnete, Parteipräsident und, trotz Antikumulbeteuerungen, Diekircher Bürgermeister Claude Haagen, während der Abgeordnete und Wiltzer Bürgermeister Frank Arndt nicht mehr dabei ist. Ein Neuzugang ist der erst 21 Jahre alte Amir Vesali, der es binnen kürzester Zeit vom Flüchtling aus dem Iran zum Präsidenten des Jugendparlaments gebracht hatte. Der Ettelbrücker Bob Steichen war einer der Unterzeichner des offenen Briefs „D’LSAP nei denken“. Drei Kandidaten arbeiten im öffentlichen Dienst, zwei im Gesundheits- und Pflegesektor, zwei sind Angestellte. Auf der Liste sind sieben Männer und gerade zwei Frauen. rh.

Familienbande

Dass die sterblichen Überreste Feuerbestattet nicht bei Angehörigen zuhause aufbewahrt werden dürfen, habe nichts mit einer Sorge um die öffentliche Gesundheit zu tun, haben Gesundheitsministerin Lydia Mutsch und Innenminister Dan Kersch (beide LSAP) dem DP-Abgeordneten Lex Delles Bescheid gegeben: Die bei der Kremation entstehende Asche sei „steril und stellt nicht die geringste Gesundheitsgefährdung dar“. Vielmehr sei, falls eine Urne einer Privatperson zur Aufbewahrung ausgehändigt würde, „nicht garantiert, dass sich anschließend sämtliche Mitglieder einer Familie vor der Urne versammeln können“. Die Ministerin und der Minister räumen aber ein, dass sich eine Anpassung der geltenden Bestimmungen „an die Entwicklung der Gesellschaft demnächst aufdrängen“ könnte. pf

Transnational

OGBL, Caritas, Greenpeace, Cercle de coopération und andere in der Entwicklungshilfe aktive Vereine haben eine gemeinsame *Initiative pour un devoir de vigilance au Luxembourg* ausgearbeitet. Damit sollen die politischen Parteien ermutigt werden, in ihren Wahlprogrammen strenge Gesetze zu versprechen, um hierzulande niedergelassene transnationale Konzerne zum Respekt der Menschenrechte und des Umweltschutzes in jenen Entwicklungsländern zu bewegen, wo sie Geschäfte machen. Das soll auch ein wenig der Beitrag dieser Vereine zur Wachstumsdebatte im Wahlkampf sein, betonen sie. rh.

Crossmedia I



Bis vor einigen Jahren wäre es noch unvorstellbar gewesen: Der Verwaltungsrat des *Tageblatt*-Verlags Editpress bestimmte am Mittwoch einstimmig den vor einem halben Jahr abberufenen Chefredakteur des *Luxemburger Wort*, Jean-Lou Siweck, zum neuen Direktor. Er soll am 1. Mai die Nachfolge der pensionsberechtigten Danielle Fonck antreten und von Sankt Paulus, Bistum und CSV bekannte Probleme vorfinden: Leserschwund und Anzeigenrückgang, defizitäre Titel, um positive Darstellung bemühte Aktionäre und eine frustrierte Partei. Jean-Lou Siweck war Redakteur des *Lëtzebuurger Land* und Berater Jean-Claude Junckers. rh.

Crossmedia II

Mit Spekulationen über künftige CSV-Minister und einem an einen *Land*-Artikel vom 26. Januar angelehnten Beitrag über die Autosteuer nahm nach monatelangen Vorbereitungen das Online-Magazin *Reporter* am Montag seinen Dienst auf. Ehemalige *Wort*-Journalisten hatten in einer Subskription 842 Abonnenten und zusätzlich über 50 000 Euro Spenden für ihre „Reportagen, Hintergrundberichte und Analysen“ gefunden (www.reporter.lu, Jahresabo: 165 Euro). rh.

Die Uni Luxemburg hat einen neuen Vierjahresplan – und erste Ansätze für eine „Langfristvision“ mit Blick aufs Jahr 2040

Think tank, grenzenloser

Peter Feist

„Ambitioniert“ – so nennt das Rektorat der Universität Luxemburg selber den neuen Vierjahresplan. Es ist der vierte seit der Gründung der Uni vor 15 Jahren und der erste seit dem Umzug großer Teile von ihr auf den Campus Belval. Als der dritte Plan geschrieben wurde, stand der Umzug noch bevor. Die Uni schrieb deshalb, noch unter Rektor Rolf Tarrach, das sei eine so große Herausforderung, dass das „Wachstum nur minimal“ ausfallen werde. Vier Jahre später kann die Uni wieder stärker wachsen. Die Vierjahrespläne, die das Rektorat aufstellt, sind immer auch Basis für einen ebenfalls alle vier Jahre erneuerten Niederlassungsvertrag mit dem Staat. Als Hochschul- und Forschungsminister Marc Hansen (DP) Anfang Januar den Vertrag für die Jahre 2018 bis 2021 publik machte, legte er Wert auf die Feststellung, die Uni bekomme „30 Prozent mehr Geld“ aus der Staatskasse. Flossen 2014 bis 2017 590 Millionen Euro, sind bis 2021 766 Millionen abgemacht. Plus 26,5 Millionen für den Aufbau des Bachelor-Studiums in Medizin. Plus einen Bonus für jeden mit Erfolg eingereichten Antrag beim EU-Forschungsrahmenprogramm *Horizon 2020*.

Was die Uni mit dem Extrageld macht? „Sie wächst und will auf Weltebene exzellent sein“, erklärt Rektor Stéphane Pallage. Der Terminkalender des neuen Uni-Chefs ist derzeit so voll, dass er nur ein paar Fragen per E-Mail beantworten kann. Die Uni habe sich verschiedene neue „Prioritäten“ gegeben, „die eine starke Interdisziplinarität“ widerspiegeln. „Manche davon stimmen klar überein mit nationalen Prioritäten.“

Bei genauerem Hinsehen fällt allerdings auf: Mehr Prioritäten als zuvor gibt es nicht, es sind noch immer acht. Heute heißen sie „Exzellenzpfiler“ (*Pillars of excellence* in dem auf Englisch verfassten Vierjahresplan). Ganz neu auf der Liste steht das interdisziplinäre Institut für digitale und Zeitgeschichte, das auf eine politische Entscheidung der Regierung hin aus der Taufe gehoben wurde und weiter aufgebaut werden soll. Dagegen waren Informatik und IT-Sicherheit bisher schon prioritär, Materialwissenschaften, Bildungsforschung und EU-Recht ebenfalls, und hieß bislang eine Priorität nur „Luxembourg School for Finance“, sollen nun „Finanzen und Innovationen im Finanzbereich“ ein Exzellenzpfiler sein.

Interdisziplinärer ist die Universität mit dem neuen Plan angedacht, da hat der Rektor auf jeden Fall recht. Unter den Finanzpfiler soll zum Beispiel Forschung zu Fragen gehören, wie Digitalisierung und Nutzung von *Big Data* sich auf Märkte auswirken. „Das ist eine enorme Herausforderung für die Finanzbranche, da hat die Luxembourg School for Finance eine wichtige Rolle zu spielen“, sagt Katalin Ligeti, die Dekanin der Fakultät für Recht, Wirtschaft und Finanzen (FDEF). „Es geht dabei nicht nur um Wachstumspotenziale dank der neuen Technologien, sondern auch darum, welche Risiken sich daraus ergeben, was für Regulationen nötig sind, bis hin zu Problemen durch Finanzkriminalität.“ Das macht den Pfeiler forschungsgruppenübergreifend innerhalb der Fakultät. Aber weil die Uni die neuen Fintech-Technologien auch selber entwickeln will, bezieht das auch die Fakultät für Natur- und Technikwissenschaften (FSTC) ein.

Noch breiter entworfen sind zwei andere Pfeiler: „Gesundheit“ und „Daten-Management und Simulation“. Sogar so breit, dass sie einen Ausblick erlauben sollen, wie die Universität in 20 Jahren beschaffen sein könnte. „Interdisziplinarität ist ein wichtiger Treiber



Campus Belval: Ihn zum „international bekannten Anziehungspunkt für Testbed-Studien“ zu machen, steht ebenfalls im Vierjahresplan der Uni

für Innovation“, heißt es im letzten Kapitel des Plans zur „Langfrist-Vision“. Die Uni solle „eine führende Rolle bei der Debatte über Megatrends spielen“, etwa den Klimawandel, den in Teilen der Welt schwindenden Zugang zu Trinkwasser, über politische Konflikte oder Migrationsbewegungen. Wenn Technologien dazu dienen könnten, „die Auswirkungen dieser globalen Trends zu mildern“, dann sollte die Uni Themen wie das Internet der Dinge, künstliche Intelligenz, Energietechnologien oder synthetische Biologie in ihre „Forschungsagenda“ aufnehmen. So ausgestattet, soll sie sich zu einem „Thinktank“ entwickeln, der „proaktiv zum Agenda-Setting in der Luxemburger Gesellschaft beiträgt“ und einen „wissensbasierten Gedankenaustausch“ ermöglicht. Daraus soll sich eine „Bürgerwissenschaft“ ergeben, in der „die Hinwendung der Wissenschaft zur Öffentlichkeit und deren Beteiligung, wie auch die von Politik und Wirtschaft“ an dem wissensbasierten Austausch „eher zur Norm als zur Ausnahme“ würde. Gleichzeitig soll der Belvaler Campus zu einem „international bekannten Anziehungspunkt für Testbed-Studien“ gemacht werden und die Uni auch in die Großregion hinein ausstrahlen. Wie sich all dies erreichen lassen kann, soll bis 2021 ein gutes Stück weit diskutiert werden. Auf knapp zwei A4-Seiten scheint der Vierjahresplan damit den sechs Mal so langen „Strategierahmen“ zu ersetzen, den Mitte 2016 der damalige Rektor Rainer Klump aufgestellt hatte und den viele an der Uni hinter vorgehaltener Hand zu wenig konkret nannten, weil darin vor allem von der Digitalisierung und von einer „europäischen Uni Luxemburg“ die Rede ist.

Dass der Vierjahresplan für die „Forschungsuni“ neue Akzente setzt, wenn er für mehr Interdisziplinarität sorgen will, scheint großen Zuspruch zu fin-

den. Sowohl im Hochschul- und Forschungsministerium – dessen Generalkoordinator Léon Diederich erklärt, „wir begrüßen es, wenn Forschungsbereiche kooperieren und das Silodenken abnimmt“, und betont, das Ministerium habe den Inhalt des Vierjahresplans nicht beeinflusst, „das kam alles von der Uni“ – als auch bei den Dekanen der drei Fakultäten, die Vorschläge zum Plan gemacht hatten.

Wenngleich darin nicht jeder Bereich der Uni vorkommt. So verspricht der Vierjahresplan auf lediglich drei Zeilen auch den „Luxemburg-Studien“ eine „kontinuierliche Unterstützung“, denn Luxemburg biete im Grunde ein „ideales Umfeld für die vertiefte Erforschung wichtiger kultureller, sozio-ökonomischer und/oder politischer Phänomene, die auch von zunehmendem internationalen Interesse sind“. Wachsen können wird die Humanwissenschaftliche Fakultät (FLSHASE) der Uni, stellt ihr Dekan Georg Mein fest. Die Bildungsforschung etwa ist und bleibt ein Exzellenzpfiler, und ein großes Vorhaben für die kommenden Jahre sei die Zusammenführung der empirischen Bildungsforschung in einem einzigen neuen Zentrum. Bereiche wie Germanistik, Philosophie oder Mittelalterforschung, „in denen wir überall extrem kluge Leute haben“, würden voraussichtlich nicht schrumpfen müssen. Dafür werde nicht zuletzt sorgen, dass es mehr Geld vom Staat gibt: „Wir bekommen ein ordentliches Stück vom Kuchen ab. Ich hatte mir anfangs Sorgen gemacht, aber wir sind gut gestellt.“

Und zumindest einige Bereiche der Human- und der Sozialwissenschaften sollen in die beiden großen interdisziplinären Felder „Gesundheit“ und „Daten-Management und Simulation“ hineinwachsen. „Psychologie und Soziologie erhalten ihren

auch Gesundheitsökonomie und Rechtsfragen behandelt werden sollen, darunter ein Lehrstuhl für Bioethik vorgesehen ist, enthalte es auch für die Fakultät Recht, Wirtschaft und Finanzen „viel neues Potenzial“, sagt Katalin Ligeti.

Das zweite große Vorhaben „Daten-Management und Simulation“ ist ähnlich förderierend: „Man könnte es angewandte Mathematik nennen, das haben wir so noch nicht“, erläutert Paul Heuschling. Mitarbeiten würden, so der Plan, aber auch Wirtschaftswissenschaftler der FDEF und Sozialforscher aus der FLSHASE, die an sozialen Ungleichheiten arbeiten und dafür unter anderem die internationale *Luxembourg Income Study* nutzen. Der Bereich Recht der FDEF wiederum „will in den kommenden Jahren die Themen Patentrecht und geistiges Eigentum sowie Datenschutz und Schutz der Privatsphäre entwickeln“, sagt Katalin Ligeti. Letztere könnten in das große interdisziplinäre Feld um die Daten passen.

„Die große Frage wird sein, wie wir so viel Interdisziplinarität umsetzen“, meint die Dekanin. „Der Vierjahresplan ist kein Gesetz, eher ein Rahmen. Gut möglich, dass er noch angepasst wird.“ Das kann sich auch Paul Heuschling vorstellen, dessen Fakultät an besonders vielen Prioritäten beteiligt wäre, etablierten wie neuen. Das erfordere nicht nur neue Professorenstellen, an die im Vorjahresplan gedacht sei, sondern auch mehr Doktoranden und Postdoktoranden sowie Ingenieure und Techniker, um Ausrüstungen zu bedienen. „Diese Posten zu finanzieren, wird eine Herausforderung.“

Trotz des vielen zusätzlichen Geldes vom Staat? Möglicherweise schon. Heruntergebrochen auf die vier Jahre bis 2021 wird aus dem Plus von 30 Prozent, das im Niederlassungsvertrag vereinbart ist, eines um rund sieben Prozent jährlich. „Manches davon betrifft normale Steigerungen bestehender Gehälter, oder auch in Belval neu entstehende Gebäude, deren Inbetriebnahme neue Kosten nach sich zieht“, sagt Generalkoordinator Léon Diederich vom Ministerium.

Wie schon im letzten Vierjahresplan ist auch in dem neuen eine „Mid-term review“ nach zwei Jahren vorgesehen, in der Ziele neu diskutiert und neue Zuwendungen ausgehandelt werden können. Womit sich auch die Frage stellen wird, wie die nächste Regierung die Entwicklung der Uni sieht. Zumal diese sich neben den Forschungspfeilern bis 2021 auch vorgenommen hat, an der Qualität ihrer Lehre zu arbeiten, neue Methoden einzuführen, die Lehre einheitlich „forschungsbasiert“ zu machen und nicht nur, wie das am Bereich Wirtschaft der FDEF 2015 als erstem begonnen wurde, Studiengänge auf deren Qualität hin unabhängig akkreditieren zu lassen, sondern die Ausbildung an der Uni „systemisch“. Was schon wieder eine Geschichte für sich ist. Bedenkt man, dass der neue Vierjahresplan im vergangenen Jahr entstand, als die Uni ihre Budgetkrisen durchlebte, Rektor Rainer Klump zurückgetreten war und als mit einer vom Aufsichtsrat bestellten Unternehmensberaterin die Verwaltung der Uni neu erfunden werden musste, dann ist der neue Plan wohl gar kein schlechter Wurf. Und es ist vielleicht nur auf ein Vergessen im Eifer des Gefechts zurückzuführen, dass nirgendwo im Text etwas über das Zentrum für Logistik steht, das die Uni mit dem Massachusetts Institute of Technology einrichten will und in das ebenfalls einige Millionen Euro gesteckt werden sollen.

Schlecht gestellt fühlt sich im neuen Vierjahresplan niemand. Wenngleich darin von den Humanwissenschaften nur zum Teil die Rede ist und von dem gemeinsamen Logistikzentrum mit dem MIT gar nicht

Platz in der Priorität „Gesundheit“, kündigt Rektor Stéphane Pallage an. Dekan Georg Mein gab deshalb neben seinem Kollegen Paul Heuschling von der FSTC und vor allem Rudi Balling, Direktor des interdisziplinären Zentrums für System-Biomedizin (LCSB), Anstöße, den großen Bereich zu schaffen. Dort soll nicht nur die Medizin einen Platz haben – auch mit Blick auf die Mediziner Ausbildung, die nach und nach erweitert werden soll. „Es soll dort auch um Fragen der öffentlichen Gesundheit gehen, welchen Einfluss Lifestyle, Umwelt oder Stress auf die Gesundheit haben“, sagt Heuschling. Aus dem Bereich Psychologie der Humanwissenschaftlichen Fakultät soll einer zur Verhaltensforschung hervorgehen, und weil in dem großen Feld Gesundheit

Nous achetons votre terrain!

Vous avez un terrain ou un bien immobilier à vendre?

Nous sommes régulièrement à la recherche de terrains bâtis ou non-bâtis dans le Grand-Duché de Luxembourg afin de rénover/développer de nouveaux projets.

Contactez-nous par tél. au 32 75 76 ou par e-mail à administration@na-cf.lu et découvrez nos références sur arend-fischbach.lu

Profitez encore des avantages fiscaux jusqu'au 31.12.2018:

Les plus-values immobilières réalisées sur la vente d'immeubles ne seront **imposées qu'au quart du taux global** à condition que l'acte de vente notarié soit passé jusqu'au **31.12.2018**.



AREND & FISCHBACH
PROMOTION IMMOBILIERE



Backlash in Belval

josée hansen

Personne ne sait rien, personne ne s'avance. Cela fait plus d'une décennie, depuis la dernière année culturelle, celle de 2007 qui la fit découvrir au grand public avec d'impressionnantes expositions comme *All we need*, que la question du sort de la Halle des soufflantes à Belval revient régulièrement lorsqu'il est question d'infrastructures culturelles ou de patrimoine industriel. Même avant, on en parlait : À la fin des années 1990, Alex Bodry (LSAP), alors ministre de la Jeunesse, voulait y faire installer une « salle de musique pour jeunes » (ce qui allait devenir la Rockhal dans un projet ultérieur, d'Erna Hennicot-Schoepges, CSV) dans une solution *box-in-the-box*. Puis, au début des années 2000, le Fonds Belval la voyait au cœur du Centre national de la culture industrielle (CNCI), qui devait s'établir sur les 3,5 hectares entourant les hauts-fourneaux A et B. Sous les auspices de l'historienne d'architecture Antoinette Lorang du Fonds Belval (désormais à la retraite), qui s'était entourée d'un groupe de travail interdisciplinaire, un concept pour un tel centre fut élaboré et publié en 2004, une exposition organisée à la Kulturfabrik, un projet de loi déposé à la Chambre des députés. Or, pour des raisons budgétaires post-crise, seule la rénovation des hauts-fourneaux fut finalement votée en 2010 (pour 27 millions d'euros) – et le CNCI remis aux calendes grecques. Puis le ministère de la Culture évoqua de transformer les gigantesques halls – car en fait il y en a deux – en espace de stockage pour les collections des musées, tous à l'étroit. Et de son temps, Octavie Modert (CSV) devait prendre une décision quant à leur sauvegarde et future utilisation, « dans les prochaines semaines » écrivait le *Land* en juin 2011 – puis, à nouveau, silence radio.

« Nous voulons d'abord la visiter pour pouvoir nous faire une idée de l'ampleur de cette halle », affirme Georges Mischo, le toujours assez nouveau maire CSV d'Esch-sur-Alzette ; son secrétaire serait en train de fixer un rendez-vous pour une telle visite avec le SSMN. « Parce que de nous tous, au conseil échevinal, explique-t-il encore, seul André Zwally l'a jamais vue de l'intérieur. » Et pour cause, l'échevin CSV André Zwally, 61 ans, fut employé d'Arbed Belval à l'époque. Georges Mischo, lui, n'avait que vingt ans quand le site a été repris en 2000 par Agora, la société de viabilisation de l'ancienne friche composée à parts égales par l'État et l'ancien propriétaire, Arbed. Par la volonté du Premier ministre Jean-Claude Juncker (CSV), qui aimait à afficher sa culture ouvrière, l'aménagement du site fut alors déclaré « priorité des priorités » de son gouvernement et les principales installations industrielles – dont la « centrale des soufflantes » – inscrites sur l'inventaire supplémentaire du patrimoine national. C'est-à-dire qu'aucun changement et aucune destruction ne peut avoir lieu sans l'accord du Service des sites et monuments nationaux (SSMN). « Je ne sais pas du tout d'où vient soudain cet activisme dans ce dossier », se demande même Georges

Mischo, qui ne voit pas vraiment d'urgence en ce moment. Tout en soulignant qu'il ne compte pas donner d'autorisation de démolir – qui est du ressort du maire – si jamais une telle demande lui était adressée. Peut-être que la peur bleue des défenseurs du patrimoine vient de la présentation, début janvier, par le ministre du Logement Marc Hansen (DP), d'un projet de construction de logements à cet endroit – proposition que le ministre a relativisée depuis, insistant qu'il ne s'agissait encore que d'une vague idée.

Qui a la clé ? Première question donc : à qui sont les soufflantes et qui a la clé pour la visiter ? Lors d'un débat sur le difficile accès aux lieux de création organisé mardi dernier par l'Œuvre (*d'Land* 10/18), Robert Garcia, coordinateur de l'année culturelle 2007 et élu écolo à Dudelange, se vantait que jusqu'à il y a peu, il disposait personnellement d'une clé et la visitait au moins une fois par an pour constater à quel point elle était bien entretenue. « La halle appartient au ministère des Finances », insista le secrétaire d'État à la Culture Guy Arendt (DP) mardi, mais que le ministère de la Culture en avait néanmoins une clé. Le ministère des Finances confirme que la halle appartient désormais au domaine de l'État, dont les Finances assurent la gestion. En une semaine, il n'a toutefois pas été possible de trouver la personne détentrice de la clé, impossible d'entrer. Trop dangereux, fait savoir le SSMN, les bâtiments seraient dans un piteux état et la sécurité ne pourrait plus être garantie. Le service de presse de la Police toutefois confirme qu'elle utilise toujours une partie d'une des halles en tant que fourrière – il y a donc un mouvement régulier dans ce bâtiment et personne ne semble s'en soucier. Par contre, en novembre 2017, lorsque le jury international attribuant le label de l'année culturelle devait visiter la halle, sur proposition des coordinateurs locaux, et que Michel Wurth d'Arcelor-Mittal était même prêt à les recevoir à l'intérieur, le SSMN interdit à nouveau l'accès.

Les Verts de Dudelange y décèlent carrément un système, une « Hetzjagd » (chasse à courre) du service étatique sur « l'emblème extraordinaire de la culture industrielle luxembourgeoise » qu'est la Halle des soufflantes en particulier et le patrimoine industriel du sud en général (dans un communiqué publié mercredi 14 mars dans le contexte de la réhabilitation du site sidérurgique Neischmelz à Dudelange). Il est vrai qu'en consultant le catalogue des rénovations réalisées ou cofinancées par le SSMN, on constate que les patrimoines agricoles et religieux sont largement surreprésentés par rapport aux bâtiments industriels, souvent au moins centenaires eux aussi. La Halle des soufflantes remonte au début des années 1910, mais « nous n'y voyons pas vraiment de grande valeur historique ou architecturale », fait savoir le directeur du SSMN Patrick Sanavia. Il estime que la différence entre la valeur et le prix de la rénovation est trop grande.



La Halle des soufflantes condamnée, cette semaine

De cinq à 50 millions d'euros – l'écart entre les estimations du coût d'une rénovation est énorme. La première somme, cinq millions d'euros, est celle qui est avancée par les défenseurs de la halle en tant que coût d'une simple stabilisation des bâtiments, soit le toit et les structures portantes. C'est également la somme qui avait été inscrite dans la planification budgétaire pluriannuelle de l'État pendant des années, avant que le SSMN ne la fasse rayer de la liste. Et ce bien que le gouvernement Bettel/Schneider/Braz ait promis, dans son programme de coalition de décembre 2013, que le projet des soufflantes serait « relancé ». Rien n'a été fait. « On n'a jamais été saisi d'un quelconque concept », assura Guy Arendt la semaine dernière.

« Faux ! » rétorquent Janina Strötgen et Andreas Wagner, les coordinateurs d'Esch 2022, vis-à-vis du *Land* cette semaine. Parce que la Halle des soufflantes fait partie intégrante du *Bid Book* avec lequel ils ont décroché le titre d'année culturelle 2022 pour Esch et sa région. Et ce *Bid Book* a été élaboré avec des responsables de la commune d'Esch, mais aussi du ministère de la Culture – notamment Tom Gantenbein, responsable du dossier au ministère et qui fut déjà membre du groupe de travail CNCI il y a presque deux décennies et devrait donc connaître le dossier par cœur. Dans la proposition d'Esch 2022, la Halle des soufflantes ne serait pas seulement le quartier général de cette future année culturelle, mais aussi le lieu qui accueillera le projet participatif *Remix culture club* ainsi que les grandes expositions prestigieuses, comme celle d'Ai Weiwei. « De fait, écrivent-ils, une stratégie pérenne pour l'utilisa-



La pression monte, parce que le temps presse et qu'au Luxembourg, les procédures précédant les éventuels travaux sont toujours longues. Mais cette pression ne vient pas seulement des milieux culturels

tion de la Halle après 2022 devra être développée, en tant que laboratoire avec des studios, des pôles industriels créatifs et un lieu de réunion pour la génération d'idées, mais également comme espace d'exposition permanent ». Ils voient déjà s'y implanter, à terme, une Académie des arts et estiment simplement que « la décision de resta-



rer le bâtiment doit encore être prise », comme s'il ne s'agissait que d'une brouille. La deuxième estimation du coût d'une restauration, celle à cinquante millions d'euros, est celle évoquée dans ce *Bid Book* – toujours sous le regard vigilant des responsables publics (ce serait hors budget de l'année culturelle, qui est estimé à 70 millions d'euros). Le jury européen, lui, était enthousiaste de l'idée d'une nouvelle utilisation par la culture des bâtiments désaffectés, mais note, dans ses recommandations : « Rapid clarification must be sought for regarding the use of industrial sites ».

La pression monte donc, parce que le temps presse et qu'au Luxembourg, les procédures précédant les éventuels travaux sont toujours longues. Or, cette pression ne vient pas seulement des milieux culturels. Mais aussi des milieux ouvriers : l'Amicale des hauts-fourneaux et l'asbl Entente mine Cockerill sont en train d'élaborer une pétition publique commune en faveur du patrimoine industriel en général et de la Halle des soufflantes en particulier. « Nous trouvons qu'il faut tout sauvegarder qui permette de comprendre le passé industriel et le fonctionnement de ces sites », explique l'artiste Misch Feinen, qui milite aux côtés des associations. Pour cela, une solution modulable et évolutive serait idéale, solution à laquelle l'Université du Luxembourg devrait forcément être associée. L'Uni.lu ne demande pas mieux, insiste l'historien Denis Scuto, spécialiste du patrimoine industriel et qui a publié plusieurs papiers sur la Halle des soufflantes dans la presse ces dernières semaines. Le Luxembourg centre pour contemporary and digital history serait non seulement intéressé à y organiser des événements ponctuels, comme un *ForumZ* dès juin de cette année, mais au-delà aussi à s'y établir durablement. À ses yeux, une rénovation douce ne devrait pas être trop coûteuse. Il est vrai que les exemples ne manquent pas : l'Arsenale à Venise, la Palais de Tokyo ou le 104 à Paris, le Wiels à Bruxelles ou les Sofiensäle à Berlin sont autant d'exemples d'interventions minimalistes pour récupérer un lieu industriel pour la culture.

François Bausch, le ministre vert du Développement durable et des Infrastructures, s'est engagé en son nom personnel pour une rénovation durable – pas à nouveau une solution provisoire comme en 2007 – de la Halle des soufflantes lors de la table-ronde de l'Œuvre mardi dernier. Et pour une affectation culturelle. Il serait, dit-il, tout à fait prêt à gérer ces travaux, si le gouvernement s'exprimait en faveur d'une rénovation. Il ne manque donc plus que le signal politique de la part du ministère de la Culture – que donc les avocats libéraux du Centre que sont Xavier Bettel et Guy Arendt s'engagent pour la circonscription Sud en une année électorale. Autant dire que c'est difficilement imaginable. Mais qui sait : 2018 est aussi l'année européenne du patrimoine.



Visite du ministre de la Culture Xavier Bettel (DP) et de son secrétaire d'État Guy Arendt (DP) et de leurs équipes dans la Halle des soufflantes, le 29 juin 2017, avec e.a. les deux coordinateurs d'Esch 2022



En vingt ans, le débat sur le patrimoine industriel n'a guère avancé. La Halle des soufflantes est symptomatique de cet immobilisme

Die LSAP verspricht, dass 2013 bis 2018 nur ein Vorspiel war, um in der nächsten Legislaturperiode alles besser machen zu können

Die soziale Schere



Die Kongresshalle hieß Artikuss, die Tageslosung lautete: Mut machen, Zusammenhalt predigen

Romain Hilgert

Kandidatenlisten werden bei allen Parteien nach einem kunstvollen Proporz aufgestellt: Den Vortritt bekommen die bei den vorigen Wahlen erfolgreichen Mandatsträger, sie sollen Stimmen bringen und für Erfahrung bürgen. Danach wird das bei den vorigen Wahlen letztgewählte Kandidatendrittel ersetzt, um den frischen Ideen eines Sportlers, Radiosprechers oder der Parteijugend eine Chance zu geben. Hinzu sollen Vertreter aus jeder größeren Stadt oder jedem Kanton des Bezirks kommen, zwei Fünftel Frauen, um staatliche Zuschüsse zu erhalten, wichtige Berufsgruppen und vielleicht ein Kandidat aus einer eingewanderten Familie, um Weltoffenheit zu zeigen.

Am Samstag stimmten in geheimer Wahl 173 von 180 Bezirksdelegierten für die Kandidatenliste der LSAP im Süden. Es war die erste Kandidatenliste einer Partei für die Kammerwahlen am 14. Oktober. Für die LSAP ist es sogar die wichtigste Kandidatenliste. Und vor allem war es ein erstaunliches Abstimmungsergebnis.

„Wir müssen auch heute wissen, dass der Süden das Herzstück unsere Partei war und auch bleiben wird“, stellte Jean Asselborn fest. Er hatte an diesem Morgen die Aufgabe, als volksnaher Spitzenkandidat Balsam auf die geschundenen Seelen der Delegierten zu gießen. Dass die LSAP im Oktober die Gemeinde Esch verloren habe, das tue weh im ganzen Süden, klagte Sektionspräsidentin Simone Asselborn-Bintz, und sprach nicht von den entmutigenden Wählerumfragen, dem Untergang der Sozialdemokratie in Europa und davon, dass die LSAP mit Ausnahme von 2004 seit über 30 Jahren alle Kammerwahlen verliert, die CSV seit 20 Jahren stärker im Süden ist als die LSAP.

Die mit LAV, OGBL und FNCTTFEL verstrickte Süd-LSAP, die sich für den Mindestlohn und das Arbeitsrecht einsetzte, war stets etwas Anderes als die Partei der liberalen Zentrumsnotablen, die lieber von Kultur und Menschenrechten reden. Wie die Sozialdemokratie im Süden heute Politik macht, beschrieb Marc Haas vom lokalen Sektionsvorstand: Die Gemeinde Sassenheim beherberge einerseits 250 Asylsuchende und habe andererseits „eine Agentur“ mit der Suche nach mehr „Bürgerbeteiligung“ beauftragt. Als der alte Bolzplatz seiner Jugend durch ein wetterfestes Fußballfeld ersetzt wurde, habe er ihm nachgetrauert. Aber heute wisse er, dass sich stets alles ändern müsse, auch in der Politik.

Jean Asselborn erinnerte sie an die glorreichen Zeiten, als er vor 40 Jahren zum ersten Mal kandidierte und die LSAP „immer mehr als 50 Prozent aller Sitze im Süden hatte“. Heute ist es nicht einmal mehr ein Drittel. Aber „in den letzten 50 Jahren waren wir 35 Jahre in einer Luxemburger Regierung“. Damit sollte 2014 Schluss sein. Doch durch den Sturz der Juncker/Asselborn-Regierung 2013, seit Etienne Schneiders Zauberstück, die ewige Regierungspartei als Oppositionspartei zu verkleiden, ist die LSAP noch einmal

unverhofft dabei. Daran, dass es ihr im Oktober noch einmal gelingen wird, glauben nur große Optimisten. Es entscheidet sich vor allem im Süden.

Jene Delegierten, die 2013 mit Begeisterung den liberalen Apparatschik Etienne Schneider als Retter der Partei plebisziert hatten, klagten, dass die Partei ihre Seele verloren, keine Identität mehr habe. Also appellierte Jean Asselborn noch einmal an die mythischen Männer aus Stahl und Eisen: „Der Wohlstand, Kameradinnen und Kameraden, so sehe ich es jedenfalls, ist nicht zurückzuführen auf das Bankgeheimnis und nicht auf die Rulings und auch nicht auf die Big Four“, bekannte er mit bebender Stimme. Selbst wenn Luxemburg in einigen Jahrzehnten „Weltmeister im *Space mining*“ sein werde und „fahrerlose Apple- und Google-Autos über die Collectrice du Sud und um den Zolvenknapp fahren werden“, dürfe man als Partei nicht vergessen, dass „vor 200 Jahren das *Mining* im Minette-Boden und vor allem die, die ihn herausbrachen und den Erz ins Stahlwerk brachten, den Reichtum dieses Landes geschaffen haben“.

Deshalb werde die LSAP nie ihre Daseinsberechtigung und Geschichte vergessen. Denn sie habe sich „dem schweren Leben dieser Leute, der Arbeiter, angenommen“, so Asselborn, ihr ganzes Wirken sei „der sozialen Gerechtigkeit und der Chancengleichheit gewidmet gewesen, aber auch der Ausbildung und Innovation“. Die LSAP solle dafür, dass der Staat Garant für die Sozialversicherung sei und Leute, die 40 Stunden in der Woche arbeiteten, die Möglichkeit hätten, von ihrem Lohn dezent zu leben, statt Opfer eines „falsch verstandenen Liberalismus“ zu werden.

Natürlich ist die Wirklichkeit vertrackter. Denn ausgerechnet dank des falsch verstandenen Liberalismus ist es möglich, dass Bankgeheimnis, Rulings und Big Four die Steuern abwerfen, mit dem bisher der heimische Sozialstaat und seine Sozialdemokratie gerettet wurden. Aber Jean Asselborn ist kein Spaßverderber, sondern der beliebteste Politiker im Land. Und die Tageslosung hieß: Mut machen, Zusammenhalt predigen.

Die Parteitage delegierten spielten das Spiel mit. Dabei hätten sie an ihrer Kandidatenliste manches auszusetzen gehabt. Verschiedene Gemeinden, wie jene des Roeserbanns, Kayl oder Mamer, sind gar nicht vertreten. Aber kein Lokalpatriot meldete sich dazu zu Wort. Der Frauenanteil verfehlt mit 39,13 Prozent knapp die 40 Prozent, so dass der Zentrumsbezirk das ausgleichen muss, um Anspruch auf staatliche Zuschüsse erheben zu können. Die Femmes socialistes blieben stumm. Dass der Dödelinger Bürgermeister Dian Biancalana kandidiert, läuft den feierlichen Antikumulversprechen zuwider. Niemand scherte es.

Im Gegensatz zu anderen Parteien verzichtet die LSAP auf Berufsangaben zu ihren Kandidaten. Denn von den 23 Südkandidaten kommt die Hälfte aus

Die 194 Süddelegierten spielten das Spiel mit. Dabei hätten sie an ihrer Kandidatenliste manches auszusetzen gehabt

dem öffentlichen Dienst. Manche bekamen mangels Diplomen sowieso nur ihren Platz als Gemeindegestellte, um die politischen Laufbahn voranzutreiben. Fünf Kandidaten kommen aus dem Sozial- und Pflegesektor, drei aus dem Mittelstand. Nur drei von 23 sind Angestellte in der Privatwirtschaft, kein einziger ist Arbeiter, obwohl diese Berufsgruppen die überwältigende Mehrheit im Südbezirk bilden. Der Arbeiterklasse am nächsten steht der Differdinger Gemeinderat Serge Goffinet als Lokführer.

Doch keiner des halben Hundert LSAP-Gewerkschafter, die vor zwei Monaten in einem offenen Brief gefordert hatten, die Partei müsse „ihr soziales Profil schärfen“, hatte etwas zur Kandidatenliste zu sagen. Dabei hatten sie auch gefordert, dass zuerst das Wahlprogramm verabschiedet und dann der Spitzenkandidat gefunden werden soll, der es verkörpern könne. Auch davon war nichts mehr zu hören. Drei der Kandidaten, die Abgeordneten Taina Bofferding und Claudia Dall'Agnol sowie Juso-Vorsitzender Jimmy Skenderovic, hatten vor zwei Monaten in einem anderen Brief verlangt, die LSAP müsse sich „neu denken und aufstellen“, damit ihre pensionsreifen Berufspolitiker dem Nachwuchs wie ihnen Platz machen. Aber von ihren Mitautoren, die es nicht auf die Liste schafften, war nichts zu hören.

Der Bezirkskongress am Samstag lief diskussionslos ab wie ein DP-Kongress. Jean Asselborn konnte sich über die Kritiker der Parteiführung mokieren, sie sollten das Briefeschreiben Alphonse Daudet überlassen, dem weit begabteren Autor der *Lettres de mon moulin*, und rief sie auf, „der Partei keinen Schaden mehr zuzufügen“. Dafür versprach Präsident Haagen, dass das Parteiprogramm auf dem vor zwei Jahren verabschiedeten *Sozialistischen Leitfadens* fuße, dessen sozialdemokratische Ideale die verbliebenen Parteilinken als letztes Bollwerk gegen die Prinzipienlosigkeit ansehen.

So konnte Wirtschaftsminister Etienne Schneider als künftiger Spitzenkandidat die Wahlkampfstrategie erklären. Damit sich die enttäuschten Wähler nicht für die Steuererhöhungen und das Sparpaket dieser

Legislaturperiode rächen, verspricht die LSAP, dass 2013 bis 2018 nur ein Vorspiel war, um während der nächsten Legislaturperiode alles besser machen zu können. Die Bilanz der Regierungsbeteiligung lasse sich zwar durchaus sehen: Steuerreform, Kindergeld, Index, Gemeindefinanzen, Elternurlaub, Homoehe, Abtreibungsreform, Lohngleichheit, Trennung von Kirche und Staat... Aber die zumindest bis zur Mitte der Legislaturperiode durchgehaltene Austeritätspolitik sei nötig gewesen, um die Staatsfinanzen zu sanieren. So dass nun in den kommenden Jahren alles darangesetzt werden könne, um wieder „die soziale Schere zusammenzuführen“.

Die Wähler sollen allen Grund haben, die LSAP nach der bitteren Pille der Haushaltssanierung noch einmal zu wählen, um sich nach dem von Mario Draghi bezuschussten Wirtschaftsaufschwung nicht den Genuss der süßen Pille des sozialen Fortschritts entgehen zu lassen. Damit das glaubhafter klingt, nannte Etienne Schneider schon einmal die

vier wichtigsten Punkte des in Ausarbeitung befindlichen Wahlprogramms: eine durch Steuersenkungen verstaatlichte Mindestloohnerhöhung um netto 100 Euro ab nächstem Jahr, die Verallgemeinerung des Drittzahlers beim Arzt, „kein Herumwerkeln an den Renten“ und die „unkonventionell“ genannten Wege in der Wohnungsbaupolitik, die Yves Cruchten vor 14 Tagen im Parlament aufgezählt hatte.

In der von CSV und Umweltschützern angezettelten Wachstumsdebatte legte der Wirtschaftsminister die Sozialistische Arbeiterpartei liberal und produktivistisch fest. Energisch bekannte er sich zum bei Arbeitern gern gesehenen Wirtschaftswachstum, zu Steinwoll-, Joghurt-Fabriken und Datenzentren, und versprach gleichzeitig den Mittelsichten, dass die Volkswirtschaft dank der Rifkin-Studie bald „völlig nachhaltig“ digital werde. Denn „wir müssen uns fragen, ob wir wieder zurück zu den Briefkastenfirmen oder ob wir Substanz haben wollen“. Substanz selbstverständlich im Sinn des Steuerrechts.



L'extrême droite française

Un rassemblement encore très incertain



Militant frontiste en Seine-Maritime

Emmanuel Defouloy, Paris

Le changement de nom d'un parti, surtout s'il s'agit du Front national (FN), n'est pas un acte anodin. Mais la stratégie qui découle de la proposition faite par Marine Le Pen, au congrès de Lille le 11 mars, de rebaptiser la formation d'extrême droite Rassemblement national (RN), reste très floue et incertaine, et paraît surtout à ce stade destinée à relancer... Marine Le Pen elle-même.

C'est peu dire en effet que la présidente du FN a traversé depuis le printemps dernier un « trou d'air » politique. Il y a eu d'abord son débat totalement raté de l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle face à Emmanuel Macron, au cours duquel elle s'est montrée trop agressive et incompréhensible sur l'euro, deux raisons qui expliquent qu'elle n'ait obtenu que 33,9 pour cent des voix au second tour le 7 mai 2017. Il y eut ensuite l'échec retentissant des élections législatives, dans lesquelles le FN plaçait de grandes espérances et qui n'ont envoyé

que huit députés frontistes à l'Assemblée nationale. Dans le même temps, la jeune députée Marion Maréchal-Le Pen, 28 ans, très populaire chez les sympathisants du parti, a choisi de se mettre en retrait de la vie politique. Enfin le symbole de la « dédiabolisation » du FN, sur une ligne plus sociale-souverainiste qu'identitaire, Florian Philippot, a été rendu responsable des défaites et poussé au départ, avant de fonder à l'automne son propre mouvement politique, Les Patriotes. Au final, force est de constater que, malgré son accession au second tour de la présidentielle, ce n'est pas Marine Le Pen qui mène l'opposition au macronisme, mais bien davantage Les Républicains (droite) et La France insoumise (gauche).

Pour redorer son image abîmée par la campagne de 2017, elle a donc misé sur une « refondation » du FN lors du congrès des 10 et 11 mars. Seule candidate, elle a été facilement réélue à la présidence. Elle s'est aussi entourée de ses proches dans les instances

Le problème pour Marine Le Pen est que la base frontiste, elle, n'a pas changé

de direction. Et de nouveaux statuts, adoptés à 79,77 pour cent par les adhérents, ont supprimé la fonction de président d'honneur, à laquelle s'accrochait jusqu'alors son père et fondateur du parti, Jean-Marie Le Pen.

Surtout, Marine Le Pen a tenu ce qu'elle avait annoncé au soir de sa défaite du 7 mai 2017 : proposer un changement de nom. En toute fin de congrès, elle a dévoilé celui ayant sa préférence : le Rassemblement national. Contrairement au « front », qui symbolise le fait d'être contre, le « rassemblement » est supposé permettre de sortir de l'isolement et trouver des alliances, afin d'accéder un jour au pouvoir. Des alliances entre la droite et l'extrême-droite qui se concrétisent en Europe, à l'instar de l'Autriche où le FPÖ est entré au gouvernement avec les chrétiens-démocrates, ou bien de l'Italie, où l'alliance électorale de la Ligue et de Forza Italia est arrivée en tête aux législatives du 4 mars.

Mais le problème pour Mme Le Pen est que la base frontiste, elle, n'a pas changé. Et donc n'est pas très enthousiaste. En réponse à un questionnaire envoyé aux adhérents avant le congrès, seulement 52 pour cent se sont dits favorables à un changement de nom... Or les militants doivent maintenant voter pour ou contre le « RN », et le résultat, qui pourrait n'être connu que dans plusieurs semaines, est incertain. La présidente du parti a donc dû donner des gages. Le symbole de la flamme tricolore est maintenu, et le « rassemblement national » n'est pas si nouveau que cela, puisqu'il avait été utilisé pour la campagne des législatives de 1986, quand Jean-Marie Le Pen avait réussi à faire entrer 35 députés à l'Assemblée nationale, lors d'un scrutin avec une dose de proportionnelle.

Surtout, et c'est paradoxal avec l'idée de rassembler, Marine Le Pen est largement revenue lors de son discours aux fondamentaux du parti. Et même à une ligne dure : exit l'Europe et surtout la sortie de l'euro, qui avait été placée au cœur du programme par Florian Philippot ; retour au discours identitaire, sécuritaire et surtout anti-immigration. Opposant les « nomades » aux « sédentaires », madame Le Pen a répété que « l'immigration légale et illégale n'est plus tenable ». À aucun moment de son discours fleuve de Lille, elle ne s'est d'ailleurs adressée à des alliés possibles ou à des électeurs nouveaux. Le parti se rétrécit plus qu'il ne s'ouvre. À droite, seul Thierry Mariani, ex-ministre des Transports de Sarkozy, a d'ailleurs fait une offre de rapprochement. « On comprend mal qui, sinon lui-même, le Rassemblement national prétend rassembler à l'avenir », a écrit l'éditorialiste du *Monde* Gérard Courtois.

Deux événements ont du reste dissipé l'illusion du changement. Le conseiller déchu de Donald Trump, Steve Bannon, a fait une apparition très remarquée au congrès. Le chantre de la droite identitaire américaine y a déclaré : « Vous vous battez pour votre liberté ? Ils vous traitent de xénophobes. Vous vous battez pour votre pays ? Ils vous traitent de racistes. Mais les temps de ces paroles dégueulasses sont finis (...) Laissez-vous traiter de racistes, xénophobes... Portez-le comme un badge d'honneur. Parce que, chaque jour, nous devenons plus forts et eux s'affaiblissent ». Un peu plus tôt, à la sortie d'un bar lillois, le numéro deux du Front national de la jeunesse (FNJ), Davy Rodriguez, avait traité un vigile de « nègre de merde »... mais la scène avait été filmée. Il a été poussé à la démission.

En définitive, le possible changement de nom du parti est surtout une « opération marketing », selon plusieurs politologues dont Jérôme Fourquet de l'Ifop. Et un nom ne change pas, c'est celui des Le Pen. Après Jean-Marie, c'est toujours Marine. Et peut-être dans quelques années Marion ?

Droht der Handelskrieg?

Krieger und Händler

Martin Theobald, Berlin

Kaum ist die neue Bundesregierung im Amt, wird sie sich in erster Linie um ein Thema kümmern müssen: dem drohenden Handelskrieg mit den Vereinigten Staaten unter der Administration Trump. Für die Exportnation Deutschland, die vom Welthandel wie kaum ein anderes Land abhängt und profitiert, geht es um die Wahrung des eigenen Wohlstands und wirtschaftliche Prosperität. Zwar stößt US-Präsident Donald Trump mit seiner Entscheidung, Strafzölle auf Stahl- und Aluminiumimporte zu verhängen, weltweit auf Unverständnis, doch wird ein aufziehender Wirtschaftskrieg vor allen Dingen Deutschland treffen – und damit auch die Europäische Union.

Vergangene Woche besiegelte Trumps Unterschrift Einfuhrzölle auf Stahl in Höhe von 25 Prozent und auf Aluminium in Höhe von zehn Prozent. Nächste Woche sollen diese in Kraft treten. Der amerikanische Präsident begründete seine Entscheidung damit, dass Stahl von großer Bedeutung für die Verteidigungsfähigkeit der USA sei: „Ohne Stahl keine Nation.“ Ausgenommen von den Zöllen werden zunächst nur die Nachbarländer Kanada und Mexiko. Eine besondere Klausel soll es anderen Staaten ermöglichen, auf der Grundlage von Einzelfallentscheidungen Ausnahmen zu erreichen. Dafür müssen diese aber nachweisen, dass sie durch „alternative Mittel“ den negativen

Sobald Zölle auf Maschinen erhoben werden, insbesondere auf Autos, dann sind die Auswirkungen der US-Strafzölle weitreichend

Einfluss, den ihre Stahllieferungen auf die nationale Sicherheit der USA hätten ausgleichen können. Die Vereinigten Staaten bräuchten ihre Stahlproduktion für ihre Verteidigungsindustrie. Diese Begründung ist notwendig, denn die Welthandelsorganisation (WTO) erlaubt protektionistische Maßnahmen, wenn die nationale Sicherheit eines Mitgliedsstaates gefährdet ist. Doch eine offizielle Stellungnahme der WTO blieb bislang aus. Der rechtliche Hintergrund der Maßnahmen sei noch unklar, so ein Sprecher.

Die EU hält das Argument der nationalen Sicherheit für nicht stichhaltig, denn das US-Militär benötigt gerade einmal drei Prozent der Stahlproduktion.

Dieser Deutungsweise folgt auch Berlin bislang. Sie hält die Zölle für „rechtswidrig“. Die Maßnahme diene rein wirtschaftlichen Interessen, so ein Regierungssprecher vergangene Woche. Bundeskanzlerin Angela Merkel ruft derweil zur Besonnenheit auf: Zwar sehe man die Zollerhebung mit Sorge. „Aber den Vorzug müssen jetzt erst einmal noch Gespräche haben.“ Die Bundesregierung alleine kann keine Gegenmaßnahmen ergreifen, denn Außenhandelsbeziehungen sind eine Sache der EU.

Wirtschaftswissenschaftler und Ökonomen sind sich uneins, wie auf die Ansage aus Washington geantwortet werden soll. Dennis Snower, Präsident des Instituts für Weltwirtschaft, verweist auf Erfahrungen: „Wir wissen aus der Zeit zwischen den beiden Weltkriegen, was daraus erwachsen kann. Die restliche Welt ist deshalb gut beraten, sich mit Gegenmaßnahmen zurückzuhalten.“ so Snower in einem Interview mit der Tageszeitung *Berliner Morgenpost*. Ähnlich die Reaktion von Dieter Kempf, Präsident des Bundesverbands der Deutschen Industrie (BDI). Die Europäische Union müsse einen kühlen Kopf bewahren. Der Direktor des Instituts der Deutschen Wirtschaft, Michael Hüther, spricht sich hingegen für angemessene Reaktionen aus: „Die EU darf nicht tatenlos zusehen, wie Trump die Welthandelsregeln

mit Füßen tritt und zu seinen Gunsten verdreht.“ Die EU-Kommission plane daher zu Recht gezielte Nadelstiche mit Strafzöllen auf ausgewählte US-Produkte – wie Erdnussbutter und Jeans, Whiskey, Mais und Harley-Davidson-Motorräder.

Gegenschläge wird es ohnehin so schnell nicht geben. Noch setzt die EU-Kommission darauf, dass Europa von den Strafzöllen ausgenommen wird und zückt dazu die China-Karte, indem sie den Schwarzen Peter nach Peking abgibt, das mit Stahl zu Dumping-Preisen den Weltmarkt flutet. In den nächsten Tagen sollen Gespräche zwischen Brüssel und Washington Klarheit bringen. Bleibt die USA bei ihrer Haltung, wird die EU zunächst Beschwerde bei der WTO einreichen. Zweiter Schritt der Eskalation wären dann die Einführung von Zöllen – in Rücksprache mit der WTO – für rund 200 US-Produkte. Alle Mitgliedsstaaten der Europäischen Union haben Zustimmung zu diesem Procédere signalisiert. Doch diese Eskalationsstufe wird ohnehin erst in einigen Monaten erreicht, denn die EU wird zunächst das Inkrafttreten der US-amerikanischen Zölle abwarten und hat sich dann 90 Tage lang Zeit für eine Reaktion gegeben.

In Europa gibt es derzeit mehr als 300 000 Beschäftigte in der Stahlbranche, davon rund 100 000 in

Deutschland. Die Branche hat durchaus Gewicht. Die US-Zölle die beiden deutschen Branchenfürer Thyssen-Krupp und Salzgitter nur im geringen Maße. Die Zahlen: Die USA importierten 2017 rund 36 Millionen Tonnen Stahl und damit weniger als acht Prozent der weltweit gehandelten 473 Millionen Tonnen. Thyssen-Krupp produzierte im vergangenen Jahr knapp zwölf Millionen Tonnen, davon wurden 500 000 Tonnen in die USA verschifft. Insgesamt gingen etwa 4,5 Prozent der deutschen Stahlproduktion in die Vereinigten Staaten. Beim deutschen Export fällt der Stahlhandel ohnehin nicht sonderlich ins Gewicht. Das ist eine Seite der Medaille.

Die andere: Weitaus größer wird der Effekt der Strafzölle, wenn nun der für die USA vorgesehene Stahl den europäischen Markt überschwemmt. Indirekt könnten diese Überkapazitäten nutzen, denn die weiterverarbeitende Stahlindustrie sollte einen Nutzen von fallenden Preisen haben – so absurd dies auch klingt. Doch sobald Zölle etwa auf Maschinen erhoben werden, insbesondere auf Autos, dann sind die Auswirkungen der US-Strafzölle weitreichend. Der Maschinenbau macht die Hälfte der deutschen Exporte aus. Das deutsche Auto würde in den USA auf jeden Fall teurer, sollte ein Zoll darauf erhoben werden, egal wie günstig der Stahl auch sein mag.

.....

7

ticker

.....

Soll nicht wieder vorkommen

Die Post zahlt zwar jedes Jahr eine Millionendividende in die Staatskasse, hatte aber wohl vergessen dem Parlament ihre Jahresbilanz zu schicken, wie dies im Gesetz vorgesehen ist. Dis bestätigte Wirtschaftsminister Etienne Schneider (LSAP) in einer Antwort auf eine parlamentarische Frage der CSV-Abgeordneten Diane Aehm und Gilles Roth. „À l’avenir, mon département veillera à transmettre les comptes annuels de Post Luxembourg par voie directe à la Chambre des députés comme prévu par la loi.“ ms

Wruuuummmm...

Die Genossen schlagen zurück. Nachdem der Grüne Infrastrukturminister François Bausch und seine Parteikollegin und Umweltministerin Carole Dieschburg gegen die Industriepolitik von Wirtschaftsminister Etienne Schneider (LSAP) gepoltert hatten, erkundigten sich die LSAP-Abgeordneten Marc Angel und Franz Fayot bei Bausch, was er gedenke, gegen die wachsende Zahl von Nachtflügen in Findel zu unternehmen. Als Lokalpolitiker waren besagte Nachtflüge Bausch ein besonders schmerzhafter Dorn im Auge. Seit er als Minister für die Fluggesellschaften Luxair und Cargolux zuständig ist, scheint er tiefer zu schlafen. Trocken teilt er mit, dass die Zahl der Nachtflüge, also Starts und Landungen zwischen 23.01 und 5.59 Uhr von 2016 auf 2017 um 235 auf 2 226 angestiegen ist. Wobei Passagiermaschinen mehr zusätzliche Nachtflüge einlegten als Frachter. Um die Zahl der zusätzlichen Nachtflüge zu reduzieren, schlägt Bausch eine detailliertere Analyse vor, um die Ursachen zu ergründen, Diskussionen mit den Fluggesellschaften, eine noch strengere Anwendung der Ausnahmeregelung als bisher, und empfiehlt betroffenen Bürgern sich auf der Webseite der Ana oder ihrer Helpline zu informieren. Immerhin erwägt er aber auch eine Anpassung der Flughafengebühren, sogar die Erhebung von anpassbaren Gebühren durch Lux-Airport. ms

« Le moment est venu »

Mise sous pression par les négociations pour une nouvelle convention collec-

tive qui l’oppose à l’ABBL, l’intersyndicale formée par l’Aleba (qui a le lead des discussions), l’OGBL-SBA (syndicat banques et assurances) et le LCGB tiendra-t-elle ? L’OGBL ne cache en tout cas guère son ambition d’évincer son ancienne rivale, l’Aleba, aux prochaines élections sociales de mars 2019. Et a choisi un moment délicat pour lancer sa campagne. Lors d’une conférence de presse cette semaine, le syndicat a estimé que « le moment était venu pour gagner la majorité » dans le secteur financier. Alors qu’aux dernières élections sociales, l’OGBL n’avait recueilli qu’un tiers des voix, il restera du chemin à parcourir... Or, en vérité, il suffira que l’Aleba perde sa majorité à elle pour que sa représentativité sectorielle – et donc la prérogative de signer seule une convention collective – seffondre. Aux dernières élections pour la Chambre des salariés, l’Aleba n’avait réuni que 50,39 pour cent des voix. Sa représentativité sectorielle ne tient donc plus qu’à un fil. Et celui-ci mesure 0,4 pour cent des voix. L’OGBL veut donc saisir sa chance. D’autant plus que l’Aleba est sortie affaiblie du – pénible et tumultueux – passage de génération entériné en 2014. Son nouveau président, Roberto Scolati, apparaît comme un président effacé et étonnamment mal à l’aise dans ses interventions publiques. bt

« Frapper au bon endroit... que je ne vous décris pas »

Voilà une nouvelle qui ne devrait guère réjouir le Barreau et l’Ordre des experts-comptables : Ce mardi, l’Ecofin a adopté la proposition de la Commission européenne instaurant de « nouvelles règles de transparence pour les intermédiaires en matière de planification fiscale ». Ceux-ci devront déclarer aux autorités fiscales toute construction fiscale comportant certains « marqueurs ». À partir de juillet 2020, une planification fiscale ayant recours à des régimes fiscaux spéciaux, utilisant les pertes pour réduire la charge ou passant via des pays « non-coopératifs » devra d’office être notifiée. Et ceci en amont. Tous les trois mois, les informations recueillies par les autorités nationales seront échangées avec tous les autres États membres. En juin 2017, lors de la présentation de sa proposition, Pierre Moscovici, le commissaire européen à la Fiscalité, déclarait : « Là nous

sommes encore dans une réponse-choc, coup de poing. Qui va frapper au bon endroit... que je ne vous décris pas. » bt

« Il faut être conséquent »

Dans une interview parue ce mercredi dans le *Luxemburger Wort*, Yves Mersch, membre du directoire de la BCE , se livre à une analyse sévère de la politique gouvernementale en matière immobilière : « Fördert man die Kreditvergaben auf der einen Seite durch Steuererleichterungen, dann ergibt es keinen Sinn, die Kreditvergabe auf der anderen Seite durch makroprudenzielle Instrumente einzuschränken. Man muss konsistent vorgehen. » Actuellement au Parlement, le projet de loi n° 7218 devrait permettre à la CSSF d’activer des limites maximales à l’octroi de crédits immobiliers résidentiels « en cas de risques pour la stabilité financière nationale ». Mais on voit mal un ministre des Finances expliquer à des dizaines de milliers d’électeurs que leur rêve de devenir propriétaire ne se réalisera probablement jamais. Maintenir la paix sociale via l’endettement, politiquement, c’est bien plus commode. bt

Deux nouveaux sous-directeurs à l’ACD

Les noms des deux nouveaux directeurs adjoints de l’Administration des contributions directes (ACD) viennent d’être publiés au Mémorial. (Le fisc comptera donc prochainement quatre directeurs.) Ils ne proviennent ni d’une Big Four, ni d’un cabinet d’affaires, ni d’une fiduciaire, mais ont été recrutés en interne : Betty Sandt est conseillère dans la direction Fiscalité au ministère des Finances, tandis que Sven Anen provient de l’ACD. Les deux sous-directeurs ont été nommés pour une durée renouvelable de sept ans. bt

Millionen Aktien kann Arcelor-Mittal im Rahmen des diese Woche angekündigten Aktienrückkaufprogramms erwerben. Das Programm läuft bis zum 5. Mai 2020 und der Konzern stellt dafür 280 Millionen Dollar zur Verfügung. Die Arcelor-Mittal-Aktie wurde am Donnerstag in New York mit 32,53 Dollar gehandelt, so dass das Budget Raum für Kurssteigerungen lässt. ms

Steuer(ungs)panne

Nach dem Luxleaks-Desaster, als Finanzminister Pierre Gramegna (DP) weder den mehrseitigen Fragekatalog des Journalistenkonsortiums ICIJ beantwortet, noch seinen Regierungskollegen Bescheid gesagt hatte, dass er vorliege (siehe *d’Land*, 14.11.2014), hakt es zwischen Staatsminister Xavier Bettel (DP) und seinem Gramegna offensichtlich erneut was die Kommunikation im Steuerdossier betrifft.

Das zumindest geht aus dem Interview von EU-Wirtschafts- und Währungskommissar Pierre Moscovici im Luxemburger Wort vom Dienstag hervor. Moscovici erklärte dort, der Luxemburger Länderbericht für das Europäische Semester 2018 sei bereits am 30. Januar an das Luxemburger Finanzministerium verschickt worden. In seinem Länderbericht war Luxemburg, wie sechs anderen EU-Mitgliedstaaten, vorgeworfen worden, die aggressive Steuerplanung von multinationalen Unternehmen mit seiner Gesetzgebung zu fördern. Wie Moscovici im Wort unterstrich, hatten die betroffenen Länder Zeit und Gelegenheit, auf den vorläufigen Bericht zu reagieren. Einem Sprecher des Finanzministeriums zufolge wurde diesmal tatsächlich reagiert und der Bericht mit 53 Einzelkommentaren versehen zurück nach Brüssel geschickt. Darin gibt es eine gewisse Übung, denn die Prozedur ist bei jedem Europäischen Semester die gleiche. Ob das Finanzministerium danach allerdings das Staatsministerium warnte, dass der Länderbericht dieses Jahr eine längere und weitaus aggressivere Passage über die Steuerplanungsmöglichkeiten in Luxemburg enthielt?

Wohl kaum. Denn bei Bettels Treffen mit EU-Ratspräsident Donald Tusk am vergangenen Mittwoch wurde die Journalistenfrage ausgewählt, die Bettel eine Vorlage gab, um gegen Moscovici zu poltern, der bereits am Vorabend angekündigt hatte, seine Berichte würden das Problem der aggressiven Steuerplanung in sieben EU-Ländern angehen. Also legte Bettel los: „So I heard that also in the news, yesterday and this morning about Pierre Moscovici’s statement about seven or eight countries where he thinks they are not fair. I think the principle of the European Union is not to point one country now out against another. First thing. I think it would have been more opportune and morte efficient to speak with the countries before and then try to have an exchange on these different topics.“ Dann redete sich Bettel in Eifer über Steuerharmonisierung und Steuerrumping in den USA. Und meinte schließlich: „I cannot understand what is the goal of it. So we will wait for the documents and the presentation, I think it’s tomorrow or today that they will introduce the papers so at least we will wait what they really want.“ Worauf hin Tusk hinzufügte: „We will defend you“, und Bettel sich mit einer Siegerfaust für die Unterstützung bedankte.

Da aber „the documents“ und „what they really want“ seit dem 30. Januar bekannt war, wirkt die Erläuterung aus dem Finanzministerium wenig glaubhaft, Bettel habe mit seinen Aussagen nicht den Inhalt des Berichts, sondern lediglich Moscovicis Vorgehensweise gemeint, aus der aggressiven Steuerplanung das große Thema des Europäischen Semesters zu machen. Dieser Erklärungsversuch nährt vielmehr den Verdacht, dass sich Luxemburg, ähnlich wie bereits im Streit um die Investmentfondszulassung durch die Esma, von der EU-Kommission hat vorführen lassen (siehe *d’Land*, 29.09.2017).



Donald Tusk, EU-Ratspräsident, und Xavier Bettel, DP-Staatsminister, die Siegerfaust reckend, vergangenen Mittwoch in Senningen

Haben die Aufsichtsbehörden dazu beigetragen, die Lage einer Bank unnötig zu verschlimmern? Das Gerichtsurteil zur ABLV Luxemburg legt dies nahe

Bad banks... and their supervisors



Sitz der ABLV am Boulevard Royal, CSSF-Direktor Claude Marx und der Leiter der juristischen Abteilung der CSSF, Marc Limpach, der am 21. Februar, als die Verhandlung erstmals angesetzt war, als Schauspieler bei der Premiere der Serie *Bad Banks* in Berlin war



Michèle Sinner

Haben die Finanzbehörden geholfen, eine gesunde Bank mit 25 Angestellten unnötigerweise in die Abwicklung zu treiben? Das muss man sich fragen, nachdem das Luxemburger Bezirksgericht vergangenen Freitag entschied, den Antrag der CSSF zur Abwicklung der Luxemburger Filiale der lettischen ABLV abzulehnen und ihr stattdessen Zahlungsaufschub zu gewähren, damit ein Käufer gefunden werden kann. Denn die Richter machten mit der CSSF sehr kurzen Prozess.

Die Probleme der ABLV begannen am 13. Februar als das Financial Crimes Enforcement Network (Fincen) des US-Finanzministeriums die lettische Zentrale ABLV AS zum „primary concern“ wegen mutmaßlicher Verstöße gegen Geldwäschebestimmungen und Kontakten zu Nordkorea machten. Die Fincen beschloss, die ABLV vom US-Finanzsystem auszuschließen und somit vom Dollar abzuschneiden. Dieser vorläufige Ausschluss vom US-Finanzsystem wird nach 60 Tagen endgültig. Für die Bank, die die Anschuldigungen bestreitet, aber wegen ähnlicher Vorwürfe in den vergangenen zwei Jahren bereits von ihrer Aufsichtsbehörde abgemahnt wurde, kam das einem Todesurteil gleich. Dass eine kleine baltische Bank kaum Chancen haben würde, sich gegen die US-Behörden durchzusetzen, verstanden auch die Kunden, die begannen, ihre Konten zu räumen. Am 19. Februar verhängte die EZB deswegen ein Moratorium, ABLV in Lettland und in Luxemburg wurden von Refinanzierungsoperationen der Zentralbanken ausgeschlossen, und die Finanzmarktbörse in Riga schritt ein.

Die CSSF beantragte ihrerseits am 19. Februar Zahlungsaufschub für die Luxemburger Filiale beim Bezirksgericht in Luxemburg; durch die Entscheidung der EZB übernahm die CSSF die Geschäftsleitung als Verwalter. Am 23. Februar gab die EZB dann bekannt, die Bank sei „failed or likely to fail“, also faktisch insolvent, und stellte der Luxemburger Filiale das gleiche Attest aus. Daraufhin aktivier-

„... la CSSF ne verse pas la moindre pièce pour documenter la situation financière d'ABLV...“
„... les affirmations de la CSSF ne sont que des spéculations...“ **Auszüge aus dem Gerichtsurteil**

te sich in Brüssel das Entscheidungsgremium des Einheitlichen Abwicklungsfonds (Single resolution board; SRB), der im Rahmen der Bankenunion sicherstellen soll, dass nationale Regierungen keine Steuergelder in die Rettung von Banken stecken, die kein Risiko für die Stabilität des Finanzsystems darstellen, und der einspringen soll, um eine „geordnete Abwicklung“ jener maroden Banken zu organisieren, von denen eine Ansteckungsgefahr ausgeht. Das Single Resolution Board entschied: keine „Resolution“, weder für die Bankzentrale noch für ihre Filiale, ein Einschreiten des Fonds sei nicht im öffentlichen Interesse. Am 26. Februar entschieden die Aktionäre von ABLV in Riga, freiwillig das Insolvenzverfahren einzuleiten. Doch ihre Filiale in Luxemburg hätten sie gerne verkauft. Tags darauf beantragte die CSSF beim Bezirksgericht deren Abwicklung und Auflösung. Denn nach einem solchen Beschluss sieht Artikel 18. der EU-Regulierung über die einheitliche Bankenabwicklung vor: „Where the Council objects to the placing of an institution under resolution on the ground that the public interest criterion referred to in pa-

graph 1 (c) is not fulfilled, the relevant entity shall be wound up in an orderly manner in accordance with the applicable national law.“

Doch in ihrem Urteil von verganginem Freitag befinden die Richter, wenn das europäische Abwicklungsgremium keine Entscheidung zur „Resolution“ einer Bank nimmt, gebe es für die nationale Behörde auch keine Entscheidung umzusetzen. „Il est constant en cause que le CRU [das Abwicklungsgremium, *Anmerkung der Redaktion*] n'a pas pris de résolution de sorte que la CSSF n'est pas tenue de mettre en œuvre une quelconque résolution.“ Und sie fahren fort: „La question si la CSSF, en tant qu'autorité de résolution luxembourgeoise, avait (...), l'obligation ou non de saisir les juridictions luxembourgeoises d'une demande en dissolution et en liquidation d'ABLV ne rentre pas dans le cadre du présent débat et n'est pas pertinente pour la solution du présent litige.“

Die Richter analysierten daraufhin, ob die Bank laut Luxemburger Gesetz, das die europäischen Abwicklungsbestimmungen umsetzt, noch zu retten sei. Die CSSF argumentierte vor Gericht, ein möglicher Käufer, der die Luxemburger Filiale übernehmen und damit retten könnte, müsste erst einmal eine Zulassung von der EZB erhalten und dann die Aufhebung der US-Maßnahmen beantragen. Die Chancen, unter diesen Bedingungen einen Käufer zu finden, fand die CSSF, seien gering. Außerdem hänge die Filiale vom Mutterhaus ab, um Zugang zum Swift-Zahlungssystem zu haben, ein eigenständiges Überleben der Filiale sei aufgrund der prekären Lage des Mutterhauses – das in der Zwischenzeit die freiwillige Abwicklung eingeleitet hatte – wenig wahrscheinlich. Darüber hinaus würden die Anträge der Kunden, Gelder abzuheben, die verfügbaren Barmittel der Bank überschreiten, und sie habe wenig Eigenmittel.

Doch für diese Argumentation legte die CSSF, obwohl die Verhandlung mehrmals vertagt wurde, keine Belege vor. Wörtlich schreiben die Richter: „(...)

toujours est-il que la CSSF ne verse pas la moindre pièce pour documenter la situation financière d'ABLV. Elle se borne à verser les constats et évaluations desquels il ne résulte même pas sur quels éléments factuels ils reposent.“

Die Bank legte ihrerseits Gegenargumente vor, mit Belegen, die, wie das Gericht schreibt, „n'ont pas fait l'objet de contestations de la part de la CSSF“. Die Kunden, so die Vertreter von ABLV hätten 21 Millionen Euro und fünf Millionen Dollar zurückverlangt, wobei sie 38 Millionen Euro und 13,4 Millionen Dollar bar auf den Konten verfügbar habe. Aufgrund ihrer Überkapitalisierung – 15,9 Millionen Euro Eigenmittel im Vergleich zu 8,7 Millionen Euro, die gesetzlich erforderlich wären –, könnte sie den Bankbetrieb 24 Monate garantieren – ohne irgendeine Einnahme. Die US-Maßnahmen würden nur das Mutterhaus betreffen und, ginge die Luxemburger Bank an einen neuen Eigentümer, gegen den es keine US-Sperre gibt, wäre sie davon befreit. Schon 2016, fügte die Bank hinzu, habe sie den Swift-Zugang an Clearstream ausgelagert, sie hänge also nicht vom Mutterhaus ab, um am Zahlungssystem teilzunehmen.

Deswegen hält das Gericht in unmissverständlichen Worten fest: „Au stade actuel de la procédure, les affirmations de la CSSF ne sont que des spéculations sur base desquelles le tribunal ne saurait fonder son jugement.“ Darüber hinaus hat die CSSF ihren eigenen Antrag auf Abwicklung torpediert. Denn sie bat darum, den von ihr am 19. Februar eingereichten Antrag auf Zahlungsaufschub für die Bank, sowie den am 27. Februar eingereichten Antrag zur Auflösung und Abwicklung zu einer Rechtssache zusammenzuschlagen, die gleichzeitig verhandelt würden. Das Gericht gab diesem Antrag statt und entschied vergangenen Freitag über beide Anträge. Das war schlecht für die CSSF, da laut Gesetz die Abwicklung nur eingeleitet werden kann, wenn es *vorher* bereits einen Zahlungsaufschub gegeben hat...

In seiner Analyse, ob die Bank überlebensfähig ist oder nicht, berücksichtigt das Gericht, wie viel Schaden ihr Ruf genommen hat, unter anderem durch offizielle Kommunikationen. Dazu zählt es die Mitteilung der Fincen über die Geldwäsche-Aktivitäten der ABLV in Riga, die Mitteilung des Abwicklungsfonds darüber, dass die Banken abgewickelt werden sollen, sowie die Mitteilung des Luxemburger Einlagensicherungsfonds FGDL unter dem Titel: „La CSSF constate l'indisponibilité des dépôts auprès de ABLV Bank Luxembourg S.A.“ „Ces publications officielles ont manifestement eu un impact négatif sur la réputation tant d'ABLV Bank AS que d'ABLV. Par ailleurs les publications officielles, et notamment celle du CRU (...) à laquelle il est fait référence dans le communiqué de presse du FGDL, a entraîné une perte de confiance en la solvabilité de l'établissement dans le chef de toute personne susceptible d'accorder un crédit.“

Wie ist dieser offenbar katastrophale Auftritt der CSSF-Juristen vor Gericht zu erklären? Legt die CSSF Berufung gegen das Urteil ein? Sah sie in der EU-Abwicklungsregulierung eine Möglichkeit, auf einen Antrag zur Auflösung der Bank zu verzichten? Wie viel hat der FDGL bisher ausgezahlt? Auf alle diese Fragen wollte die CSSF dem *Land* bis Redaktionsschluss keine Antworten geben. Sie lehnte es sogar ab, den Empfang der Fragen zu bestätigen und „keinen Kommentar“ abzugeben. So bleibt ungeklärt, ob die Aufsichtsbehörde die Abwicklung widerwillig beantragte, weil sie sich durch das europäische Prozedur-Arsenal dazu gezwungen sah, oder ob ihre Juristen schlichtweg unfähig sind, die von ihnen eingereichten Anträge zu belegen.

Dass es so weit kommen konnte, liegt daran, dass die Bankenunion, die nach der Finanzkrise geschaffen wurde, um den Teufelskreis aus Bankenrettungen und Schuldenkrise zu brechen, Lücken aufweist. Das beginnt damit, dass die EZB in der Bankenunion für die Aufsicht zuständig ist, aber nicht alle Kontrollaspekte von den nationalen Behörden übernommen hat. So prüft sie die Einhaltung der Anti-Geldwäsche-Bestimmungen nicht, wie die EZB-Aufsichtsvorsitzende Danièle Nouy unterstrich, nachdem die USA einer von ihr beaufsichtigten Bank Geldwäsche im großen Stil vorwarfen. Und es endet damit, dass es zwar eine gemeinsame Aufsicht und einen gemeinsamen Abwicklungsfonds mit dazu gehörigem Abwicklungsgremium gibt, die Abwicklung an sich aber unter die jeweilige nationalen Gesetzgebungen fällt. So können (Luxemburger) Richter im Rahmen nationaler Gesetze eine (Nicht-)Entscheidung des Abwicklungsgremiums kippen.

Der Fall ABLV legt aber möglicherweise noch eine weitere Lücke offen, bzüglich der Aufsicht beziehungsweise der Evaluierung von Auslandsfilialen „systemisch relevanter“ Banken unter der Kontrolle der EZB. In ihrer Einschätzung darüber, wie es um die ABLV stehe, machte die EZB keinen Unterschied zwischen der aussichtslosen Situation der Bankzentrale und der Lage der Filiale. Auch das SRB tat dies nicht. Dies ist in sofern wichtig, als eine der Bedingungen für eine Entscheidung zur „non-resolution“ vom SRB voraussetzt, dass es „no reasonable prospect for effective private sector measures“ gibt, zum Beispiel einen Käufer für die Bank. Das aber bestreiten die Aktionäre der Bank, deren Anwälte vor dem Bezirksgericht Luxemburg sagten, es gebe mehrere Interessenten. Ein Sprecher der Bank bestätigte dem *Land* dies am Mittwoch; man hoffe in den kommenden Monaten einen Verkauf abschließen zu können. Warum sollten die Aktionäre von ABLV AS, die eingesehen haben, dass die Situation ihrer Bank in Lettland aussichtslos ist, und deren Abwicklung eingeleitet haben, darauf bestehen, wenn sie meinten, ABLV Luxemburg wäre nicht solvent und ein Verkauf keine realistische Option?

Deshalb fragt sich, ob die ABLV Luxemburg nicht auch in einen toten Winkel der europäischen Bankenaufsicht geraten ist. Wer hätte sich in Frankfurt dafür stark machen können, dass das Schicksal der Luxemburger Bank gesondert betrachtet wird? Sie unterliegt nicht der Aufsicht der Luxemburger CSSF, sondern der EZB. Das trifft seit Einführung der Bankenunion auf die Mehrheit der Banken zu.

Étude du Credit Suisse sur les rendements des placements de 1900 à 2017

Les actions, encore et toujours

Georges Canto

Contrairement à une idée répandue dans le public et défendue par certains experts, l’immobilier n’est pas l’investissement le plus rentable sur une longue période. La palme revient, encore et toujours, aux actions ! C’est ce que montre la dernière édition du « Global Investment Returns Yearbook » publié par Credit Suisse, en association avec la London Business School. Les travaux ont porté sur les placements effectués dans 23 pays développés entre 1900 et 2017, soit 118 années.

On imagine la difficulté à réunir des données fiables sur autant de pays et sur une période aussi longue, marquée par deux guerres mondiales, deux grandes révolutions (en Chine et en Russie) et plusieurs crises économiques de grande ampleur. Mais le résultat est remarquable, d’autant que le document, publié le 20 février dernier et riche de 252 pages de données, évoque aussi l’immobilier et s’ouvre pour la première fois à d’autres placements non financiers : métaux précieux et objets d’art et de collection.

En matière de placements financiers, il n’y a guère de surprise. Le rendement moyen annuel des actions, après déduction de l’inflation, s’établit à 5,2 pour cent par an entre 1900 et 2017, loin devant celui des obligations qui n’est que de deux pour cent. À noter qu’il s’agit d’une moyenne géométrique, plus précise en pareil cas que la moyenne arithmétique : cette dernière, plus familière, donnerait des résultats supérieurs (respectivement 6,6 et 2,5 pour cent). Sur

On devra s’attendre à des rendements moins intéressants que ceux qui ressortent sur la longue période

une aussi longue période, la différence entre le rendement des actions et celui des obligations aboutit à des écarts énormes : le même placement aurait vu sa valeur multipliée par 387 dans le premier cas et par 9,8 dans le second, soit un rapport de un à quarante !

Pour le rendement des liquidités, les auteurs du rapport ont choisi, pour des raisons de disponibilité des données, celui des bons du Trésor américains (*treasury bills*) qui a été de 0,8 pour cent par an sur la période. Pour les mêmes raisons, ils ont retenu pour déflater les données nominales le taux d’inflation américain, soit 2,9 pour cent par an. Enfin les données locales ont été converties en dollars US. Des choix méthodologiques que l’on peut contester à plusieurs titres, mais qui ont au moins le mérite de faciliter les comparaisons, ce qui est bien l’objectif recherché.

Les chiffres mondiaux (en réalité sur 23 pays) sont tirés vers le haut par les résultats des États-Unis, qualifiés de « superpuissance financière ». En se fo-

calisant sur les autres 22 pays, les rendements sont nettement moins élevés, surtout pour les actions (4,5 pour cent) alors que les obligations tirent mieux leur épingle du jeu (1,7 pour cent). Les données relatives aux seize pays d’Europe étudiés sont encore moins favorables : les actions ont rapporté 4,3 et les obligations 1,3 pour cent par an.

En raisonnant par pays, les rendements actions ont dépassé six pour cent par an en Australie, en Nouvelle-Zélande, aux États-Unis et même sept pour cent en Afrique du sud. Ils ont été très faibles en Italie (2,1) et en Autriche (1). Pour ce qui est des obligations, les meilleurs rendements ont été observés en Suisse, en Suède et au Danemark (entre 2,3 et 3,2 pour cent) tandis que cinq pays, dont l’Allemagne, l’Italie et le Japon, trois vaincus du second conflit mondial, affichent des rendements moyens négatifs.

Dans tous les cas néanmoins, il apparaît que les détenteurs d’actions ont bénéficié d’une « prime de risque » supérieure à trois points par rapport aux obligations et à quatre points sur les liquidités. Dans cinq pays (Australie, Finlande, Allemagne, Portugal, Afrique du sud) la prime des actions sur les obligations a été comprise entre cinq et six points, mais s’est avérée plus faible en Suisse, en Belgique ou en Espagne (entre 1,8 et 2,2 points).

Pour les auteurs, la forte volatilité des actions, éprouvante pour les investisseurs, reste difficile à prévoir et les « coups de torchon » boursiers sont eux-mêmes peu prédictifs des rendements futurs. Mais même les corrections les plus sévères font figure d’accidents de parcours dans la valorisation séculaire des actions.

On doit s’attendre à l’avenir à des rendements moins intéressants que ceux qui ressortent sur la longue période. Ainsi au niveau mondial la prime des actions sur les liquidités ne serait que 3,5 points par an sur les vingt prochaines années au lieu des 4,3 points calculés sur les 118 années passées. Sur cette durée une telle prime signifie tout de même qu’à la fin les capitaux placés en actions auront acquis une valeur double de ceux placés en liquidités (T-bills).

Déjà en 2012 le « Yearbook » avait présenté un aperçu des rendements immobiliers sur longue période, en se limitant à un échantillon de six pays. Cette fois, les calculs ont pu porter sur onze pays développés, dont neuf situés en Europe, avec en plus les États-Unis et l’Australie.

Sur la même période de référence, les prix de l’immobilier résidentiel ont crû en moyenne de 1,3 pour cent par an, déduction faite de l’inflation. Ce rendement modeste situe l’immobilier à mi-chemin entre les obligations et les liquidités. Un résultat à relativiser, car les achats de logements correspondent le plus souvent à un besoin d’usage et ne sont majoritairement pas réalisés dans un objectif de placement.



Action de la Tannerie de Vianden fondée en 1912 et fermée en 1955

Les auteurs du rapport observent que les prix réels sont restés stables pendant la première moitié du vingtième siècle et qu’ils ont commencé à augmenter progressivement à partir des années 1950. Néanmoins la période de hausse la plus nette est récente : sur environ quinze ans, entre 1992 et 2007, les prix réels ont crû de 6,2 pour cent par an. Les cas de pays comme les États-Unis, l’Espagne, le Royaume-Uni et l’Irlande à partir de 2007 montrent que la volatilité peut être forte dans cette classe d’actifs, avec des baisses de trente à quarante pour cent du prix des logements. Une évolution qui a écorné la réputation de faible risque attachée à l’immobilier.

Parmi les autres actifs, les plus décevants sont les métaux précieux et le diamant. Le plus performant, le platine, s’est valorisé de 1,4 pour cent par an, à peu près comme l’immobilier. L’argent n’a strictement rien rapporté et l’or a fait moins bien que les bons du Trésor américain (0,7 pour cent par an) ! Le métal jaune

est étrillé par les rédacteurs du « Yearbook » pour son faible rendement et sa forte volatilité. Le diamant quant à lui a fait perdre de l’argent.

Concernant les objets d’art et de collection, le rapport en a examiné sept catégories. Pour l’ensemble, la valorisation annuelle s’établit à 2,93 pour cent par an, ce qui signifie une multiplication par trente en plus d’un siècle. La surprise vient des voitures anciennes qui ont gagné 4,76 pour cent par an, un chiffre pas très éloigné du rendement séculaire des actions et largement supérieur à celui des obligations. Le vin affiche également une bonne performance (3,6 pour cent) tandis que trois autres catégories (les instruments de musique anciens, les timbres et les bijoux) font également mieux que les obligations. Les livres et les objets d’art, des tableaux principalement, sont plus décevants. Pour plusieurs actifs non-financiers la valorisation est surtout la résultante de l’engouement qu’ils connaissent depuis une vingtaine d’années.

Et sur vingt ou cinquante ans ?

Une étude réalisée sur une période de 118 années présente un indéniable intérêt historique mais ses résultats ne disent pas grand chose à des investisseurs qui raisonnent habituellement sur des horizons beaucoup plus courts. Entre 1968 et 2017, les actions arrivent toujours en tête au niveau mondial mais la différence avec les obligations est beaucoup plus faible : leur rendement annuel réel est de 5,3 pour cent contre 4,4 pour cent soit une prime de 0,9 point seulement. Par rapport aux liquidités la prime est de 4,6 points, conforme à la tendance séculaire. Le plus intéressant sur cette période est de constater que l’Europe a surperformé la moyenne mondiale, plombée par les médiocres résultats américains. Sur le Vieux Continent les actions ont en effet rapporté 6,3 pour cent par an et les obligations 5,1 pour cent.

Sur la période la plus récente (2000-2017), les liquidités n’ont rien rapporté et ont même entamé le capital des investisseurs avec un rendement annuel de -0,5 pour cent. La période de taux d’intérêt très faibles voire négatifs intervenue après la crise financière de 2008 ont causé ce résultat. La crise explique aussi que le rendement des actions n’ait pas dépassé 2,9 pour cent par an contre 4,9 pour cent aux obligations, à rebours complet de l’évolution historique. L’argent n’a strictement rien rapporté et l’or a fait moins bien que les bons du Trésor américain (0,7 pour cent par an) ! Le métal jaune est étrillé par les rédacteurs du « Yearbook » pour son faible rendement et sa forte volatilité. Le diamant quant à lui a fait perdre de l’argent. gc

Rendement réel de plusieurs classes d’actif de 1900 à 2017

	Indice en 2017 (base 100 en 1900)	Taux de rendement annuel hors inflation (en pour cent)
Actions	38 700	5,2
Obligations	980	2
Liquidités (US Treasury bills)	260	0,8
Immobilier résidentiel (11 pays)	460	1,3
Platine	540	1,4
Or	220	0,7
Argent	100	0
Diamant	50	- 0,5
Voitures de collection	24 200	4,76
Vin	6 500	3,6
Bijoux	3 000	2,93
Timbres	2 000	2,6
Instruments de musique	1 600	2,4
Objets d’art	900	1,9
Livres anciens	700	1,65
Moyenne des 7 catégories	3 000	2,93

Source : Credit Suisse

Chronique Internet

Les ICO interdites de pub

Jean Lasar

Google a annoncé cette semaine qu’il refusera à partir de juin les publicités pour les cryptodevises, en précisant que cette exclusion portera notamment sur les ICO (Initial Coin Offering), les plateformes d’échanges de cryptodevises, les *wallets* (porte-monnaie électroniques pour cryptodevises) et les conseils en matière de négoce de cryptodevises. L’exclusion vaudra pour les plateformes publicitaires propres à Google comme pour celles qui lui sont affiliées. Une restriction similaire, portant sur le bitcoin et les ICO, avait été annoncée le 30 janvier dernier par Facebook, qui expliquait alors ne plus vouloir diffuser des publicités susceptibles de tromper les investisseurs et que la plupart des annonceurs de l’univers crypto n’agissaient pas « de bonne foi ». Google n’a pas motivé sa décision ; elle coïncide avec une limitation des publicités pour d’autres instruments financiers spéculatifs, qui seront à l’avenir réservées à des annonceurs sélectionnés.

Alors que les milieux financiers se passionnent pour le potentiel de la blockchain et célèbrent à tout va les perspectives de la « tokenisation » et de la désintermédiation promises par cette technologie, de telles décisions peuvent paraître aller à contre-courant. Il est probable qu’elles reflètent surtout le souci grandissant des autorités de surveillance des marchés boursiers et financiers, et notamment la SEC (Securities and exchange commission) américaine, qui voit d’un mauvais œil la croissance incontrôlée de ce qu’ils perçoivent comme une dangereuse bulle spéculative. Il y a fort à parier que ce que ces autorités ont en ligne de mire en premier lieu sont les ICO, un mode de levée de fonds innovant s’appuyant surtout sur Ethereum, la plateforme blockchain créée par Vitalik Buterin qui a innové en y intégrant les

« smart contracts ». Ces scripts, enregistrés et exécutables sur la blockchain, permettent aussi de faire appel aux investisseurs pour qu’ils financent une future plateforme en leur promettant, en échange de leur mise, des tokens qui auront cours sur cette plateforme et pourront, si celle-ci rencontre son public, prendre de la valeur.

Les ICO ont réussi à attirer des montants considérables ces dernières années – quelque 5,6 milliards de dollars en 2017 –, en faisant notamment appel aux fortunes amassées par ceux qui avaient misé au bon moment sur les bitcoins, ether, litecoin et autres ripple. Opérant dans un contexte non réglementé, ces offres ont aussi, sans surprise, attiré les margoulin de tout poil. On a vu fleurir des escroqueries flagrantes dont les auteurs ont pu profiter sans risquer la moindre poursuite : avec un « white paper » mêlant discours emphatique et sabir techno, et une campagne marketing sophistiquée attisant le fameux « fomo » (*fear of missing out*), sentiment particulièrement présent chez les investisseurs crypto au vu des taux de croissance astronomiques de certaines cryptodevises ces dernières années, le tour est joué : des *smart contracts* d’ICO trouvent preneur, parfois en l’espace de quelques heures, même s’ils ne vendent que du vent.

Difficile de ne pas voir derrière la décision des deux géants du Net la patte de la SEC, qui a avancé prudemment sur le dossier des ICO mais a fini par préciser sa pensée ces derniers mois, à savoir que certaines de ces levées de fonds pourraient bien relever de la loi sur les titres. Son président, Jay Clayton, a indiqué en décembre dernier avoir « demandé au département « Enforcement » de la SEC de continuer de

Facebook et Google se mettent au diapason de la Securities and exchange commission pour ce qui est de l’univers crypto

maintenir l’ordre vigoureusement dans ce domaine et de recommander des actions de mise en application contre ceux effectuant des ICO en violation de la législation fédérale sur les titres ». Facebook et Google, englués dans les retombées du scandale des campagnes fondées sur des informations bidon qui ont notoirement pesé sur les élections américaines de 2016, s’appliquent ces mois-ci à mieux contrôler leurs pratiques publicitaires et en ont profité pour se mettre au diapason de la SEC pour ce qui est de l’univers crypto.

Zu Gast

Warum Staat und Gemeinden mehr bauen müssen

Henri Kox

Die luxemburgische Wohnungsbaupolitik hat jahrzehntelang auf Anreize für den freien Markt, für die privaten Bauträger und für die Käufer gesetzt. Die Wohnungsnot konnte jedoch nicht behoben werden. Für Déi Gréng braucht unser Land deshalb in Zukunft wesentlich mehr öffentlichen Wohnungsbau.

Staat und Gemeinden müssen viel stärker aktiv werden und selbst mehr Wohnraum zu bezahlbaren Preisen anbieten. In der parlamentarischen Wohnungsbaudebatte haben Déi Gréng fünf konkrete Maßnahmen vorgeschlagen: 1) die beiden staatlichen Wohnungsbaugesellschaften deutlich ausbauen, 2) eine kommunale Pflicht zum Wohnungsbau einführen, 3) Mit dem „Pacte logement 2.0“ den Gemeinden die nötige Hilfe anbieten, 4) die landesplanerischen Kriterien im Wohnungsbau ernst nehmen, sowie 5) eine klare Priorität für die Binnenverdichtung vor einer Baulanderweiterung.

Neben der deutlichen Stärkung der öffentlichen Wohnungsbaugesellschaften Fonds du logement und Société nationale des habitations à bon marché ist für Déi Gréng vor allem eine Belebung des kommunalen Wohnungsbaus von Nöten. Die rezente Neuausrichtung des Wohnungsbaufonds hat erste wichtige Schritte in die richtige Richtung unternommen. Da soziale Mietwohnungen kaum vorhanden sind, müsste die Priorität des Fonds nun auf diesen Wohnungsbereich ausgerichtet werden.

Mit zukunftsweisenden Vorzeigeprojekten, wie „Wunnen mat der Wooltz“ in Wiltz oder „Elmen“ in Olm, zeigen die beiden öffentlichen Bauträger bereits heute neue innovative Wege auf, nachhaltige Stadtentwicklung und nachhaltiges Wohnen und Bauen zu vereinen. Wichtige Partner dieser Projekte sind dabei die Gemeinden. Sie müssen als „dritter öffentlicher Bauträger“ gestärkt und unterstützt werden!

Von den insgesamt 380 Millionen Euro an staatlichen Hilfen, die von 2008 bis 2017 im Rahmen des *Pacte logement* an die Gemeinden überwiesen wurden, flossen bis heute weniger als 2,5 Prozent in den Wohnungsbau. Der Wohnungsbaupakt gehört deshalb dringend reformiert, und zwar nach dem erfolgreichen Modell des Klimapakts. Die Gemeinden müssen finanzielle, technische und logistische Hilfestellungen auf Basis eines nach landesplanerischen und wohnungsbaupolitischen Kriterien festgelegten Maßnahmenkataloges erhalten.

Die regelmäßige großzügige Erweiterung der Bauperimeter ohne landesplanerische Kriterien und ohne konsequente Erschließung hat eine starke Zunahme der Baulücken und eine beschleunigte Zersiedelung der Landschaft bewirkt. Nahezu 2 700 Hektar stehen derzeit in unseren Städten und Gemeinden als Bauland zur Verfügung, von denen fast 1 000 Hektar sofort bebaut werden könnten. Es handelt sich dabei aber fast ausschließlich um Baulücken in privater Hand, so dass Staat und Gemeinden deren systematischere Bebauung lediglich über eine Abgabe für ungenutzte Baulücken anregen können. Zu einer generell stärkeren Mobilisierung dieser Lücken kann nur die landesweite Einführung einer solchen Abgabe führen.

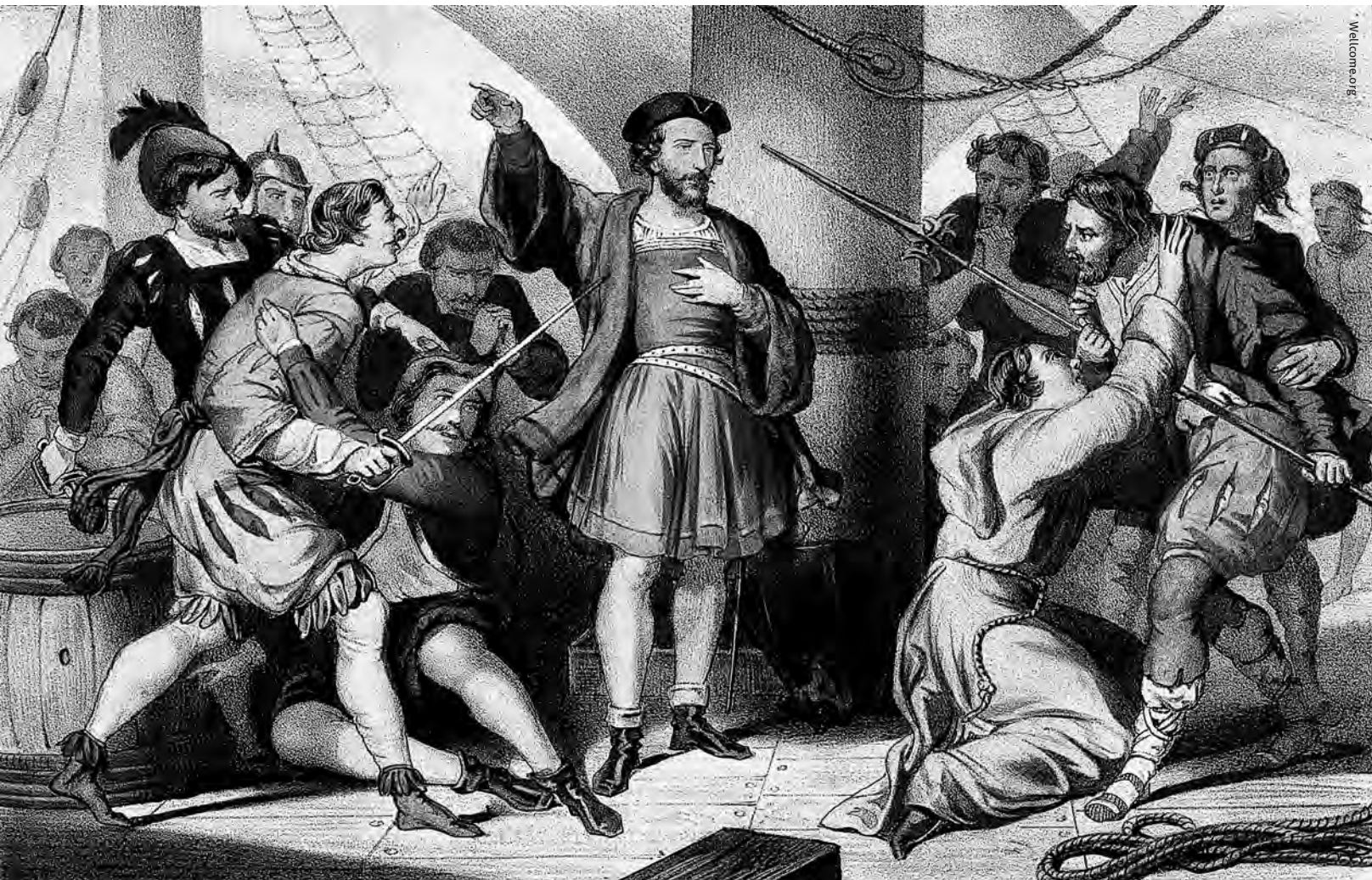
Damit tatsächlich mehr Wohnungen gebaut werden, genügt es nicht, viel neues Bauland auszuweisen. Wir brauchen vielmehr eine gesetzliche Baupflicht und müssen sicherstellen, dass die öffentliche Hand immer einen Teil des neu geschaffenen Baulands erwerben kann. Nur auf diese Weise können Staat und Gemeinden zu dem notwendigen Bauland gelangen, um selbst mehr Wohnraum zu schaffen und ihn zu bezahlbaren Preisen anbieten zu können.

Staat und Gemeinden müssen daher nicht weniger, sondern mehr Initiativen zur Bereitstellung von sozialem und erschwinglichem Wohnraum ergreifen.



Lettre à la rédaction

Qui a peur du moyen âge ?



Christoph Colomb apaise une révolte à bord, lithographie 1830/1840. Ce sont les besoins de l'économie médiévale qui inciteront Colomb et consorts à chercher une route maritime vers l'Inde, ouvrant ainsi la porte à l'époque moderne

Michel Pauly

Sous le titre « Qui a peur de la croissance ? » Jean-Jacques Rommes, administrateur délégué de l'Union des entreprises luxembourgeoises, se réfère dans le *Lëtzeburger Land* du 2 mars 2018 à l'histoire médiévale pour tenter d'invalider les arguments en faveur d'un ralentissement voire d'un arrêt de la croissance économique actuelle du Grand-Duché de Luxembourg. Malheureusement, il avance des affirmations historiques dont il n'indique pas la source et qui sont scientifiquement intenables.

Prétendre que « le monde a été sans vraie croissance économique jusqu'à la Renaissance » est une aberration. De 500 à 1340, la population européenne a augmenté de 27,5 à 73,5 millions de personnes : la croissance démographique est indéniable, même si elle était plus lente qu'elle ne l'est aujourd'hui. Elle a conduit, à partir de l'an mil à peu près, à un essor des villes sans précédent. Rien qu'en terre d'Empire, on compte à la fin du XIII^e siècle quelque 200 villes nouvelles par décennie, alors qu'à partir du milieu du XV^e siècle, donc à l'époque de la Renaissance, le nombre de créations urbaines descend à moins de dix par décennie. Ce n'est que l'âge industriel qui, au XIX^e siècle, va engendrer une nouvelle vague d'urbanisation.

Même si la plupart de ces villes ne dépassent pas les 2 000 habitants, elles étaient toujours tributaires d'un approvisionnement rural en nourriture et en matières premières (laine, chanvre, guède, cuir, ...). Une telle croissance n'aurait en effet pas été possible sans une croissance de la production alimentaire conséquente. Ces progrès ont été réalisés grâce à plusieurs inventions de taille : l'araire qui rejette la terre des deux côtés d'un sillon, a été remplacée par la charrue qui retourne la terre. Dans les plaines fertiles, l'assolement triennal prend le relais de l'emblavement biennal, ce qui permet une augmentation de la production céréalière de cinquante pour cent.

« (...) Un monde dont la croissance dépend de la seule évolution démographique » n'est pas « une économie plate, telle qu'elle a largement existé avant le XV^e siècle », comme le prétend Jean-Jacques Rommes

À partir du XI^e siècle on observe une extension importante des terres cultivables suite à des défrichements massifs et à l'assèchement de marais. Des nobles et surtout les abbayes investissent dans la construction de moulins à eau ou à vent, combinés à un arbre à cames, inventions du VIII^e siècle, pour transformer les grains en farine comestible. Autour des villes, on se met à cultiver, en partie sur les terres jadis laissées en jachère, des légumineux ainsi que de la guède pour teinter les tissus. En Flandre, en Angleterre et en Espagne, l'élevage d'ovins permet l'éclosion d'une production textile de masse qui se concentre dans les villes. Le foulage des draps de laine se fait dorénavant à l'aide de moulins à eau qui actionnent par ailleurs aussi de plus en plus souvent des marteaux de forges et, à partir de la fin du XV^e siècle, la production de papier. S'inspirant en partie de produits importés du Proche Orient et de l'Inde, l'artisanat italien du textile d'abord, flamand et brabançon ensuite, rhénan et bavarois à partir du XIV^e siècle, produisent outre les draps de laine de la futaine, du brocart, des tissus de coton et de soie.

La guerre n'a jamais été le moteur de l'histoire, car outre de la mort d'hommes, elle est responsable du gaspillage d'argent à des fins non productives. Par ailleurs, les guerres médiévales ont été bien moins meurtrières que celle de Trente ans ou les guerres du XX^e siècle, car ce n'étaient que des contingents limités de chevaliers qui s'y affrontaient et le pillage était contraire au code d'honneur d'un chevalier. Le comte de Luxembourg Jean l'Aveugle avait d'ailleurs été un des premiers de son état à comprendre que les moyens militaires étaient tout au plus bons à menacer et à dissuader. Conseillé par Arnould d'Arlon, bourgeois fortuné, il préféra emprunter pour acheter des territoires contre espèces sonnantes et trébuchantes, tel que le comté de Chiny. Et les recettes qu'il en tirait ensuite sous forme de redevances fiscales et de taxes douanières et autres lui permettaient de rembourser ses crédits tout en conservant ses nouvelles sources de richesses. Il avait bien compris que l'argent investi à bon escient valait mieux que la guerre, même si certains clichés à son propos et à propos de ce qu'était le moyen âge ont la vie dure.

Victime de fausses images du moyen âge, Jean-Jacques Rommes en tire de fausses conclusions. L'économie médiévale avec l'importance qu'y revête le secteur primaire pourrait parfaitement servir de source d'inspiration pour réfléchir à une croissance économique ralentie qui n'empêche pas le progrès et le bien-être des hommes.

Michel Pauly est *senior professor* en histoire transnationale luxembourgeoise à l'Université du Luxembourg et docteur en histoire médiévale, spécialisé en histoire économique et sociale

Où sont passés la gauche et le centre-droit italiens ?

Italia anno zero ?

Entretien : Fabrice Montebello

d’Land : *En 2008, vous nous aviez accordé un entretien qui expliquait les capacités de rebondissement politique de Berlusconi, la montée de la Lega Nord et la crise interminable de la gauche italienne. Dix ans plus tard, et dix ans après la crise financière, quelle image de l’Italie renvoient ces élections ?*

Marc Lazar : La grande nouveauté de ces élections, c’est que, ce que l’on avait l’habitude d’appeler « le centre-droit » devrait s’appeler maintenant « la droite italienne ». Le centre-droit c’était l’idée d’une alliance avec des gens supposés modérés, et paradoxalement c’était Silvio Berlusconi et son parti (Forza Italia) qui occupaient cet espace. À l’issue de ces élections, nous assistons à un processus de droitisation fondamentale de cette coalition. La Ligue qui était Ligue du Nord (Lega Nord) est devenue la Ligue (Lega) de Matteo Salvini. Elle est passée de quatre pour cent à près de 18 pour cent des voix. C’est un progrès spectaculaire au niveau national, en chiffre absolu comme en valeur relative, avec une percée réalisée dans le centre de l’Italie et une petite implantation dans le Sud (huit pour cent des voix). Le tout avec des thématiques très marquées à droite où les questions des migrants, celles de l’immigration régulière, et de l’immigration clandestine sont volontairement amalgamées. À cela s’ajoute la dénonciation de l’insécurité et la critique de l’Europe.

Et puis – on ne l’a pas assez souligné dans les commentaires – on observe aussi la progression de Fratelli d’Italia. Certes, cette liste demeure très minoritaire, mais elle a obtenu 4,35 pour cent des voix. C’est deux fois plus qu’en 2008. Cette formation est un parti post-fasciste qui d’une certaine façon a refusé l’aggiornamento et les transformations réalisées par Gianfranco Fini à la tête d’Alleanza Nazionale (1995-2009, ex-MSI 1946-1995). Avec la Lega et Fratelli d’Italia, on a donc un ensemble très consistant de près de 22 pour cent des voix contre 14 pour cent pour Forza Italia. C’est le plus mauvais score de toute l’histoire de Forza Italia, une histoire d’un quart de siècle maintenant. Silvio Berlusconi est apparu comme un leader usé. Ces élections marquent sans doute, cette fois-ci, sa véritable sortie de la scène politique. La question très importante que pose cette défaite de Berlusconi et de Forza Italia, c’est de savoir s’il y a encore un électorat modéré que l’on qualifiait jusqu’ici de centre-droit. On peut penser qu’il va y avoir un appel d’air de plus en plus fort en direction de la Lega donc vers une droitisation non seulement de l’offre politique italienne mais aussi de son électorat.

L’autre grande nouveauté de ces élections par rapport à 2008, c’est l’apparition et la victoire du Mouvement cinq étoiles (Movimento cinque stelle – M5S), une organisation que l’on a du mal à classer politiquement.

Le M5S est en effet le grand vainqueur de ces élections (plus de 32 pour cent des voix à la Chambre des députés et au Sénat). Il était déjà le premier parti politique en 2013, il avait dépassé de peu le Partito Democratico (PD), et sa progression en 2018 est tout à fait importante. Il gagne sept points de plus. C’est effectivement un mouvement très difficile à classer. On y trouve incontestablement une composante « populiste », au sens où ce mouve-

Entretien avec Marc Lazar, directeur du Centre d’Histoire de Sciences Po Paris, au lendemain des élections italiennes du 4 mars 2018

ment promeut un leader particulièrement fort, qui considère qu’il y a un peuple uni contre une caste tout aussi unie, qu’il y a des solutions simples pour les problèmes et pas de problèmes complexes, que l’Europe, violemment critiquée auparavant mais bien moins durant la campagne, est la source de ces problèmes. Et, en même temps, du point de vue de ses propositions politiques, le M5S emprunte à la gauche classique en s’adressant aux plus pauvres, aux plus démunis, avec des revendications matérielles, presque de gauche « post-modernes », par exemple, « le revenu de citoyenneté » qui fait penser « au revenu universel d’existence » défendu par Benoît Hamon en France, ainsi que des propositions écologiques. Il ne faut pas oublier que l’écologie est une part de l’identité originelle du M5S, qui est né de la question de l’environnement et de l’accès à l’eau publique. Et puis, on a aussi des thématiques qui ont été très dures contre l’immigration, quand bien même, dans ce cas, le mouvement a un peu changé.

L’originalité du M5S réside dans la combinaison de l’horizontalité par internet – puisque c’est un mouvement virtuel, il n’y a pas de siège matériel mais des plateformes numériques sur lesquelles les adhérents peuvent s’exprimer en particulier au sein de celle qui porte le nom emblématique de Rousseau en référence au philosophe Jean-Jacques Rousseau que l’on associe à la démocratie directe – et par ailleurs une verticalité. Car la propriété juridique de « la marque », pendant longtemps et jusqu’à une date très récente, a appartenu au comédien Beppe Grillo et à son compère Gianroberto Casaleggio (mort en avril 2016), mais l’autorité politique appartient désormais à Luigi Di Maio (31 ans). Depuis un an et demi, et sa désignation comme chef politique du mouvement en novembre 2017, Luigi di Maio a contribué à atténuer la dimension « anti-système » et protestataire du M5S. Il a cherché à lui donner progressivement une « dimension institutionnelle », en introduisant trois changements majeurs.

Le premier porte sur Di Maio lui-même. C’est un jeune leader de 31 ans qui montre sa différence avec Beppe Grillo, au-delà de son âge, jusque dans son



Marc Lazar

hexis corporelle, et la manière dont il s’habille, en costume-cravate, parfaitement ajusté et élégant (il était vice-président de la Chambre des députés sortant). Il est aux antipodes de Beppe Grillo et de son côté débraillé qui incarnait dans sa rondeur et sa gestuelle, la rhétorique du « vaffa » ou « vaffanculo » (« va te faire foutre »).

Le deuxième changement porte sur l’esprit de responsabilité des candidats présentés par le M5S. Di Maio a beaucoup insisté sur cet aspect, en valorisant des personnes respectables et crédibles – experts, universitaires, chercheurs – susceptibles de participer à un gouvernement. Enfin, troisième changement, Di Maio accepte le principe d’alliance avec d’autres partis, rompant en cela avec « l’ADN » du mouvement, son esprit « tous pourris », et la campagne des élections de 2013 qualifiée de « Tsunami Tour ».

A t-on des indications précises concernant le profil géographique et sociologique des électeurs du M5S ?

Les résultats des élections montrent que ce parti, qui était le plus homogène dans la répartition nationale en 2013, continue d’avoir une présence sur tout le territoire. Mais ce qui a beaucoup changé, c’est le basculement de son épicerie électorale vers le Sud. La cartographie est édifiante. Là, ce qui a compté, c’est tout le discours sur le revenu de citoyenneté et la protection des plus démunis. Le Sud de l’Italie regroupe en effet des régions à l’abandon, qui connaissent une situation économique désastreuse, un chômage extraordinairement élevé notamment chez les jeunes, une pauvreté qui s’est encore plus diffusée qu’ailleurs, la reprise des migrations des méridionaux vers le Nord du pays et en dehors de l’Italie, une criminalité organisée qui progresse précisément sur ces bases là. Le M5S en a profité et est devenu l’expression d’un cri de douleur du Sud.

Toutes ces régions du Sud de l’Italie sont aussi les régions qui possèdent le taux d’abstention le plus élevé.

Oui, le Mezzogiorno est à la fois un point de force et de faiblesse du M5S car on sait que l’électorat du Sud est versatile. Il va à chaque fois vers celui qui peut lui garantir le plus de protection. Toujours est-il que la base fondamentale du M5S est désormais dans le Sud. Sociologiquement, les enquêtes montrent que le mouvement a percé dans les catégories les plus populaires et chez les jeunes. C’est une force pour le M5S qui était un mouvement « en mouvement ». Il veut se transmuter et sortir de sa posture « anti-système ». Va-t-il s’institutionnaliser progressivement ? Est-ce que cette institutionnalisation va être acceptée par ses électeurs et ses membres ? La question reste ouverte.

Les analyses du comportement des électeurs montrent qu’un bon tiers de ceux votant pour le M5S proviendrait du centre-gauche.

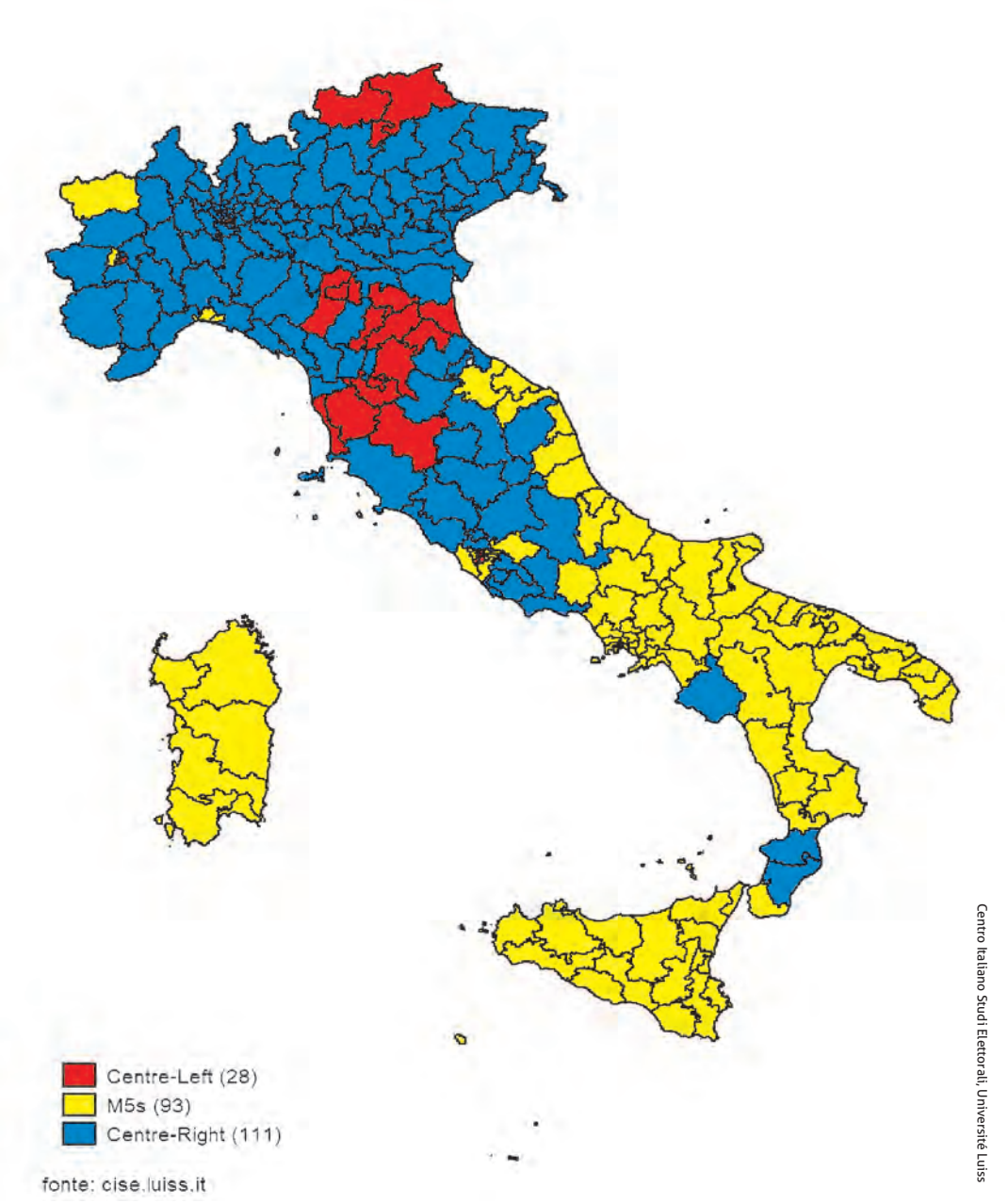
Effectivement une partie de l’électorat du M5S vient du PD d’où l’interrogation qui traverse ce parti sur l’opportunité de soutenir ou non un gouvernement avec le M5S. Mais ce dernier prend aussi des voix à la droite et il a eu un apport des abstentionnistes. Il est également très fort dans certaines régions au-delà du

Sud, comme dans les Marches, il est même devant le PD, en Emilie-Romagne, dans les terres rouges historiques de l’ancien Parti communiste italien (27 pour cent des voix contre 26 pour cent au PD). Dans tous les cas, on ne peut pas classer le M5S dans la catégorie « mouvement de gauche », ce serait une profonde erreur. On peut aussi rappeler, même si tel père n’est pas obligatoirement tel fils, que les parents de Di Maio et de Alessandro Di Battista, autre figure du M5S, étaient responsables au sein du MSI (Movimento Sociale Italiano) le parti néofasciste de 1946 à 1995.

Il est vrai que le M5S est affilié au parlement européen au groupe ELDD (Europe, Libertés, Démocratie Directe) en compagnie du fameux Ukip britannique et d’une poignée de députés européens proches de la droite ou de l’extrême-droite. En 2008, vous terminiez l’entretien en pointant le divorce de la gauche italienne avec les catégories sociales qui l’avaient fait exister politiquement. Vous nous disiez alors que cette « question là, est une question décisive pour la gauche en Italie, comme en France et dans presque toute l’Europe ». Où est passée la gauche en Italie et même la gauche de la gauche ? De fragmentations en recombinaison et décomposition, des héritiers de l’ancien PCI (Rifondazione comunista et Partito comunista italiano) appuyés sur le réseau des Centres sociaux de gauche et d’extrême-gauche ont tenté de s’allier dans une liste commune (Potere al popolo – Pouvoir au peuple) qui a récolté un pour cent des voix et zéro député. Rien n’existe à gauche en dehors d’un centre-gauche lequel

rimmentation parce que aujourd’hui, ce qui compte en Europe, c’est le centre-gauche ».

Et le PD, depuis 2007, n’a connu que le déclin. Il avait obtenu un relativement bon score en 2008 avec Veltroni qui avait été battu par Berlusconi, puis il a décliné. 25,4 pour cent en 2013, 18 pour cent aujourd’hui. Il y a un échec du PD. Trente pour cent de l’électorat – 2,5 millions d’électeurs – ont été perdus en cinq ans. C’est considérable. Quand on regarde la cartographie électorale, on voit que le PD a pratiquement disparu dans le Sud et s’est affaibli dans le centre où se trouvent les fameux bastions historiques de la gauche. Le M5S et le centre-droit sont devant le PD en Emilie-Romagne (épicerie historique du communisme italien), et sans que cela profite aux petites formations communistes que vous évoquiez dans votre question, ni même à Liberi e Uguagli (LU, Libres et égaux, alternative de gauche au centre-gauche) qui n’avait qu’un seul objectif à ces élections faire cinq à six pour cent et « taper » sur Renzi pour le marginaliser politiquement. Matteo Renzi est très mal politiquement mais LU c’est 3,5 pour cent... On peut supposer qu’il y a des électeurs du PD qui se sont abstenus. Mais c’est le M5S qui a été le réceptacle de la critique à la fois du PD et de Matteo Renzi. Oui il y a une profonde crise en Italie, du centre-gauche, de la gauche réformiste de type PD et de la gauche qui se voulait une vraie gauche. Et c’est un problème pour une démocratie.



Effondrement du PD dans les zones historiques de la gauche (le centre de l’Italie), victoire de la coalition de droite et présence du Mouvement cinq étoiles dans le Sud

semble avoir cessé de faire référence au « social », aux « ouvriers », aux « travailleurs », aux « salariés ». Peut-on dire que la gauche a disparu en Italie ?

Le communisme du point de vue des forces politiques, c’est fini. Peut-être reste-t-il encore des éléments de culture chez certaines personnes, certains intellectuels dans des petits groupes, en tous les cas, comme force politique, c’est totalement fini et un jour il faudra écrire l’histoire de cet effondrement, finalement assez rapide de ce puissant parti communiste italien.

Quand le PD naît en 2007, l’idée qui a été théorisée par ses fondateurs – je pense à Piero Fassino, Walter Veltroni – c’était justement de dire, « nous ne sommes ni un ancien parti communiste, ni même un parti socialiste ou social-démocrate, nous sommes le ‘parti démocrate’ et notre parti est un peu une expé-

La société ayant horreur du vide, ce qui frappe, c’est que les mouvements comme Podemos en Espagne, France Insoumise en France, le M5S en Italie, sont apparus récemment dans des pays catholiques d’Europe du sud, dans des pays où précisément les partis communistes étaient puissants et ont disparu.

Oui c’est intéressant ce que vous dites, les trois sont différents mais France Insoumise et Podemos qui viennent de la gauche n’arrêtent pas de dire aujourd’hui que le clivage gauche-droite est aussi fini.

ils se « cinq-étoilent » d’une certaine manière.

Oui, exactement, ils se « cinq-étoilent ». Mélenchon n’arrête pas de dire que le vrai clivage c’est le peuple contre la caste. Il en est même arrivé à dire que la gauche, c’est un peu dépassé.



Peut-on encore imaginer les univers fantastiques de Boris Vian après leur adaptation au cinéma par le génie visuel Michel Gondry (en 2013, avec l'insupportable Audrey Tautou dans le rôle de Chloé) ? Peut-on appréhender naïvement une œuvre littéraire classiquement lue au lycée et marquée à jamais comme telle ? Le jeune metteur en scène Tom Dockal ose le défi d'adapter le roman-culte de Boris Vian, *L'écume des jours* (1947), pour la scène au Théâtre national. Et il pourrait être la bonne personne, tellement il est nourri de cultures populaires, de la bédé aux musiques pop, comme l'était le roman 70 ans plus tôt. En plus, Dockal a pu avoir recours à une grande distribution : Robin Barde, Damien Buestel, Thomas Delphin-Poulat, Sophie Mousel et Renelde Pierlot ; les décors et les costumes sont de Jasna Bosnjak. La première de la production aura lieu mardi 20 mars, représentations jusqu'à la fin du mois ([tnl.lu](#)). jh

tablo

Politique



Ça passe ou ça casse...

...pour l'année culturelle Esch 2022 et la décision est largement entre les mains de Georges Mischo (CSV, photo : sb), maire d'Esch-sur-Alzette et à ce titre président de l'asbl organisatrice de l'événement. Ce mercredi, l'association a décidé, lors d'une assemblée générale extraordinaire, de restructurer sa composition en l'élargissant à une vingtaine de membres, cooptant notamment des représentants des différents ministères impliqués, comme l'État finance l'année culturelle à hauteur de soixante pour cent. En outre, le représentant du ministère de la Culture, Tom Gantenbein, en devient le vice-président et l'échevin libéral à la culture de la Ville d'Esch, Pim Knaff, est nommé trésorier. La Ville d'Esch, pour sa part, doit adopter dans sa réunion d'aujourd'hui la signature d'une convention avec l'asbl, libérant ainsi le million d'euros budgétisé pour les préparatifs de cette année. L'État, lui, doit verser quatre millions d'euros pour les premières manifestations culturelles prévues en 2018. Il y a urgence pour ce déblocage, puisque tous les paiements sont gelés depuis fin 2017. Le sort des deux coordinateurs, Janina Strötgen et Andreas Wagner, dont les contrats expirent en juin, n'a pas été discuté mercredi. jh

Théâtre

Peut-on aimer vraiment ?

La Britannique Katie Mitchell compte parmi la toute première garde de la mise en scène européenne, au même titre qu'un Castorf, un Castellucci ou un Johan Simons, poussant toujours plus loin ses expérimentations formelles et textuelles. Sa dernière création, *La maladie de la mort*, librement adaptée par Alice Birch sur base du récit éponyme de Marguerite Duras (1982) et montée en début d'année aux Bouffes du nord à Paris, a été très largement discutée en France, puisqu'elle en fait un pamphlet féministe que n'avait pas imaginé Duras. Chez Mitchell, la femme (Laetitia Dosch) qui vient tous les soirs rencontrer l'homme (Nick Fletcher) dans une chambre d'hôtel et se soumet à ses désirs est en outre une travailleuse du sexe...

Afin de scruter le rapport de force entre cet homme et cette femme, Katie Mitchell les fait constamment filmer sur scène et projeter ces gros plans sur un écran géant au-dessus de la scène, anéantissant ainsi la distance que crée le spectacle vivant, gommant l'abstraction aussi. Et créant une grande confusion en live, puisque l'intimité des acteurs est sans cesse parasitée par une armée de cameramen et autres techniciens. Irène Jacob, qui incarne la narratrice, est assise dans une chambre insonorisée à gauche de la scène et dit sobrement les mots de Duras.

Katie Mitchell est une habituée du Grand Théâtre, où elle a déjà présenté plusieurs de ses spectacles. L'équipe artistique sera disponible samedi soir pour une rencontre avec le public après la représentation. *La maladie de la mort* sera jouée ce soir, vendredi 16, et demain, samedi 17 mars à 20 heures au Studio du Grand Théâtre ([theatres.lu](#)). jh



Scènes



Le Roi... danse !

Un an et demi après le spectaculaire *And so you see...* avec Albert Ibokwe Khoza, la chorégraphe sud-africaine Robyn Orlin revient au Kinneksbond de Mamer avec son dernier spectacle, *Oh Louis... We move from the ballroom to hell while we have to tell ourselves stories at night so that we can sleep* (ses titres sont toujours à rallonges). Orlin y fait danser Benjamin Pech de l'Opéra de Paris en Louis XIV, « roi soleil » et grand amateur de danse. Mais le faste et les ors de Louis ne sont que de façade, montre la chorégraphe, qui rappelle que ce même monarque a aussi instauré, en 1685, le *Code noir* « concernant les esclaves nègres de l'Amérique » à l'usage des colons : soixante articles niant les droits les plus fondamentaux aux esclaves noirs. Robyn Orlin, chorégraphe politique et dérangeante s'il en est, se moque de ce roi en le faisant voyager en tant que sans papiers avec des réfugiés. Où les couvertures isolantes dorées peuvent aussi bien être symboles de luxe que d'urgence humanitaire. Malgré ce contenu politique complexe, il ne faut jamais avoir peur des spectacles de Robyn Orlin, qui regorgent d'humour – et d'oranges... (le 28 mars à 20 heures ; [kinneksbond.lu](#)). jh

Politique

Alinéa-Cult

Dans ses efforts d'assurer la pérennité de sa librairie Alinéa, rue Beaumont, Edmond Donnersbach vient de constituer, avec six proches (tous des hommes !) une société coopérative, Alinéa Cult, enregistrée fin février au Registre de commerce. Présidée par Raymond Straus et soutenue par des gens comme l'homme d'affaires Norbert Becker ou l'avocat Michel Molitor, elle a pour objet de continuer à exploiter la librairie – sous la gestion journalière de Donnersbach – tout en en élargissant les activités, vers un café littéraire ou des ateliers créatifs. Son capital est de 87 500 euros. jh

Les petites économies...

...font les grandes fortunes, dit le proverbe. Dans la foulée de l'affaire dite Ugda (voir *d'Land* du 26 janvier), le gouvernement a supprimé, dans sa réunion du 9 mars, le seuil minimal pour le déductibilité fiscale des dons adressés au Fonds culturel national (Focuna). Désormais, chaque don, même minimal, qui transite par le Focuna (au lieu de l'Union grand-duc Adolphe) génère automatiquement un certificat de déductibilité fiscale. Cette clause profite surtout aux appels aux dons en faveur d'activités culturelles, par exemple via les annonces mortuaires. jh

Rectificatif

La première exposition personnelle de l'artiste Mike Bourscheid au Luxembourg a eu lieu en automne 2015 au centre d'art Nei Licht à Dudelange sous le titre *ehe Ehe*. Son actuelle exposition *No lemon, no melon* chez Alex Reding est la première depuis son pavillon à Venise, en 2017. jh

Luxemburgensia



Ça discute au CNL...

...et c'est très bien. Ce lundi soir, Ian De Toffoli, auteur, éditeur (Hydre) et chercheur en littérature à l'Université du Luxembourg (au centre, photo : TPC), interpellait ses pairs (et auteurs de chez Hydre) Rafael David Kohn et Nathalie Ronvaux sur la porosité ou les différences entre les genres littéraires dans lesquels ils s'expriment et la place spéciale que prend le théâtre dans leur œuvre. « Le théâtre est-il pour vous 'rafraichissant' ou 'comme une pause' entre deux romans, comme l'assurait Beckett lorsqu'il travailla sur *Godot* ? », leur demanda De Toffoli. Nathalie Ronvaux aime le dialogue direct avec ses personnages, qui semblent prendre vie dans le contexte qu'elle aura mis en place. Rafael David Kohn se souvient qu'il avait échoué à lamentablement » en s'essayant d'abord à la poésie et ensuite au roman, et que seule l'écriture théâtrale avait réussi à le débloquent à ses débuts. Pour différentes que soient leurs pièces, aussi bien Nathalie Ronvaux que Rafael David Kohn insistaient sur l'importance de connaître les métiers et le langage du théâtre, en y travaillant quelque temps, par exemple comme assistants à la mise en scène. Car le théâtre n'est pas un plaisir solitaire, mais est le fruit d'un travail d'équipe. Le prochain événement dans le cadre des débats du Centre national de littérature sera la présentation, lundi 26 mars, de la *Rede zum Theater* de Daniel Dumont. jh

Tzeedee

Un déchaînement, tout en retenue

Kévin Kroczek

Le Wine Note à Thionville est en effervescence. Jeudi 23 février au soir, dans l'arrière-salle du bar, le Arthur Passing Quartet est en concert. La formation, qui a connu de multiples formes en quatre ans d'existence, publie son premier album *Four years* chez Hypnote Records. Le quartet est ainsi composé d'Arthur Passing au piano, Pierre Cocq-Amann aux saxophones, Pit Huberty à la batterie et Sebastian Flach à la contrebasse, qui est remplacé le temps d'un soir par Laurent Peckels. La quasi-totalité des morceaux issus de l'album sont interprétés sur scène. L'occasion d'étudier plus en détail ce premier opus.

Enregistré au Kleine Audiowelt Studio à Sandhausen en octobre dernier, *Four years* est l'aboutissement, comme souvent, d'un cheminement musical. Les quatre ans du titre représentent, quatre années durant lesquelles le jeune pianiste a perfectionné sa maîtrise du vibrapone aux cotés de Guy Cabay. Et accessoirement, les quatre années d'existence du quartet. Sur la pochette du disque, d'un beige rosé, un cercle coupé en quatre couleurs là encore, rouge, bleu, orange et jaune. Simpliste et géométrique, de fait un classique jazzesque. Neuf morceaux pour un peu moins d'une heure de musique.

L'introduction, *Startin'* débute par quelques notes à la contrebasse. Les artistes se présentent encore assez timidement. Le saxophone seulement se permet quelques écarts, il est comme enrhumé pour un effet des plus plaisants. Solo de contrebasse gentillet. Néanmoins, le titre est plutôt bien structuré avec un leitmotiv entraînant, simple et efficace. *B16*, le morceau suivant opte pour un piano nostalgique et un saxophone larmoyant qui offrent un côté spiritual jazz japonisant. Nouveau solo de contrebasse, plus émotif cette fois ci avec un crescendo au piano. Arrive *4 to 7*, là aussi très nostalgique, le morceau passable offre cependant quelques jolies transitions au piano. *Brahms on a journey* interpelle. Après une longue introduction, presque soporifique le schéma habituel est renversé. La musique est lancinante, nocturne. Les réverbérations du saxophone bousculent et c'est justement lorsque les musiciens expérimentent, lorsqu'ils brisent les chaînes des traditions que le disque trouve tout son sens.

La cinquième piste, *African dream*, est probablement la meilleure de l'opus. Pit Huberty, très discret dans les premiers titres, peaufine ici son jeu. Les percussions coupées aux cordes pincées laissent d'abord entrevoir un côté oriental qui pourrait faire

Le Arthur Passing Quartet présente *Four years* : c'est lorsque les musiciens brisent les chaînes des traditions que le disque trouve tout son sens



penser durant quelques secondes à un titre de Avishai Cohen (le contrebassiste). Puis, le saxophone se met à hurler, jeu d'un charmeur de serpent. Des sonorités africaines avec un solo dantesque. Du *free jazz* pur jus. L'instrument suffoque, on entend une musique venue d'une trompe d'éléphant. Durant le concert au Wine Note, le quartet est en osmose en arrivant à ce titre. Pierre Cocq-Amann impressionne. Un spectateur, amateur du genre s'exclame : « Un jeu à la Coltrane ! ». *Four years*, titre éponyme arrive ensuite. Le morceau-vitrine du projet est en somme assez intéressant. Arthur Passing dévoile une large palette de jeux. Le septième morceau, *Picturesque*, ré-enclenche un sentiment de mélancolie latente.



Le Arthur Passing Quartet au Wine Note

Le huitième morceau, *Impression*, est un solo du jeune pianiste. Certains passages peuvent faire penser à du Vince Guaraldi époque Charlie Brown. Sorte de comptine accélérée et jazz. Enfin, l'album est clôturé par *XL*, un renvoi vers l'introduction. Nul doute qu'avec l'expérience de la durée, la formation s'émancipera davantage de la retenue et leur musique deviendra d'autant plus pertinente. Arthur Passing peut savourer la sortie du disque, car le traditionnel et sans doute trop prudent *Four years* se laisse néanmoins écouter avec plaisir.

Four years est paru chez Hypnote Records. Le Arthur Passing Quartet jouera à Neimenster le 28 Mars. Plus d'informations : arthurpassing.com, hypnoterecords.com

Luxemburgensia

Elle (Männer-)Welt

Elise Schmit

V wéi vreckt, W wéi Vitesse – dat ass keen „Ufänger-roman“, och wann et dat éischt Buch ass, dat de Samuel Hamen publizéiert, an den Auteur ass och keen „Nowuessauteur“, och wann en nach keng drësseg Joer al ass. Iwwerhaupt passt dat Buch a keng vun deenen topegen, well leschtlech irrelevant Kategorien, déi heiansdo benotzt ginn, fir Schwächer vu Bicher ënnert den Teppich ze kieren. Schwächer huet dee Roman – oder déi Erzéiung, wéi den Auteur den Text bescheiden nennt – nämlech rose wéineg. Déi Selbstsécherheet an déi Prezisioun, mat deenen de Samuel Hamen net nëmme sengem Personnage eng Stëmm an eng Geschicht gëtt, mee mat där hien doriwwer eraus eng Reflexioun iwwert näischt manner wéi de Rapport tëscht Realitéit a Fiktioun entwéckelt, si scho bal onheemlech.

Dee kuerze Roman erzielt vum Devid Risch, engem Mann, deem am Summer 2015 während ronn zwee Méint an d'Stad a seng Therapie fiert. Den Numm vun der Haaptfigur ass eppes tëscht Programm a Stigma. „Devid“, net „David“ a „Risch“ amplaz „Frisch“ – iergendwéi wierkt dat defekt a gëtt vum Personnage och genee esou opgeholl: „Mäi lebenslaange Misär huet [...] mat mengem Numm

ugefaang“, erkläert hien dem Dokter Coster. Villes am Devid Risch sengem Liewen ass alles anescht wéi ideal verlaf: Seng Elteren a seng Grousseltere stierwe fréi, a senger Fleegefamill kritt en net vill Zouwendung, dofir awer ferm Streech. Hie mécht sech mat Zäiten duerch d'Bascht a wurschtelt sech zënterhier duerch d'Liewen. En *Underdog* also wéi aus dem Billerbuch. Déi Fro, déi sech den Devid no enger Liesung am Rocas stellt: „Mussen et ëmmer futtis Leit sinn?“ – passt perfekt bei hie selwer als Protagonist vun dësem Roman.

Zwar ass *V wéi vreckt* enger bestëmmter Zäit an hiren Evenementer, enger bestëmmter Plaz an engem bestëmmte Personal verbonnen, déi et an der Realitéit ausserhalb vum Buch gëtt, mee d'Erzéiung läit domat och an enger literarescher Traditioun, déi wëllt, dass am Land vun de verspiegelte Glasfronten an de bis zur Hysterie getrimmte Virgäertercher d'Leit futti mussen sinn, wéi wann et grad déi zevill glat, zevill aseptesch Iwwerfläch wär, déi ee misst zur Verzweigung dreien. Den Devid Risch huet en A dofir, wat un där Iwwerfläch net klappt, wat just esou mécht, wéi wann, ouni Fong an ouni Substanz. Dat sinn zum Beispill Leit mat „hiren dommen

tailléierte Kostümer an hiren debile Plastikbechere voller wootlechtem Mojito“ oder e „schäiss Avocado-beemchen“, deen emol keng Friichten dréit, oder och emol den „houere Kleeschen“. Dem Samuel Hamen säi Lëtzebuergesch ass eng Konschtsprooch, déi engersäits verschidde vereeltze Wieder recycléiert, fir gebräichlech Germanismen ze vermeiden, déi anersäits awer grad do iwwerzeegt, wou sech de Personnage seng Roserei vum Leif rotzt. Wou den Devid Risch ufänkt, verbal ronderëm sech ze schlön, ass déi wierklech Therapie scho laang am Gaang. Esou presentéiert hien sech dem Dokter Coster och ëmmer nees als Affer vun den Émstänn, ouni dat awer a Wierklechkeet wëilten ze sinn. Den Devid huet Ambitiounen als Schrëftsteller a seng iwwerdréite Messagen, déi hien engem Lëtzebuurger Schrëftsteller vu Köln nuets op Band schwätzt, weisen, wat d'Schreiw fir hien ass: Do gëtt ee Personnage duerch eng apokalyptesch Stad Lëtzebuerg geschéckt – eng Ruin un där anerer, et si keng Leit méi wäit a breet –, en Held vun der Selbstbehauptung. Den Devid fënnt sech mat senger Situatioun net of. Literatur also als eng Zort Rettungsanker, den Text als Méiglecheet, all dat Futtit am Liewen a speziell zu Lëtzebuerg iergendwéi meeschter ze ginn.

Déi Selbstsécherheet an déi Prezisioun, mat deenen de Samuel Hamen eng Reflexioun iwwert näischt manner wéi de Rapport tëscht Realitéit a Fiktioun entwéckelt, si scho bal onheemlech

An där Hinsicht ass et net oninteressant, sech déi literaresch Referenzen unzékucken, déi de Samuel Hamen a säin Text erawieft, ënner anerem déi Bicher, déi hien zitéiert an déi Auteuren, deenen hiren Alter Ego hien a senger Geschicht opdauche léisst, den Tullio Forgariini zum Beispill, an de Guy Helminger oder nach de Serge Tonnar an den Tom Nisse. Dat soll natierlech kee Marketingtrick sinn, mee e literarescht Spill. All déi Referenze passen och thematesch oder puncto Figurenzeechnung ganz gutt zu dësem Buch. Mee och wann zum Schluss d'Claudine Muno (zwar ouni mam Numm genannt ze ginn) als eng Zort Quotefra optrëtt, fir ëmmerhin dem Devid Risch säin éischt Gespréich mat engem Lëtzebuurger Auteur ze erméiglechen,

hannerléisst déi staark androzentresch Auswiel e komescht Gefill. Gëtt et tatsächlech maximal eng Fra an der Lëtzebuurger Literatur, ass dat – wéi een, niewebäi gesot, beim Bliederen am Literaturprogramm vun Éditions Binsfeld schonn emol mengen kann, eng (bal) eenzeg Männerwelt? Oder ass den Devid Risch einfach e bëssen e Macho, deen iwwert eng al Léift net ganz ewechkoom a sech dofir éischter u Männer hält? Oder – ass dat alles Zoufall an huet, wéi den Auteur an enger kuerzer Warnung un de Lieser schreift, „glat näischt“ mat der Wierklechkeet ze dinn?

Samuel Hamen: *V wéi vreckt, W wéi Vitesse*. Erzéiung. 138 S. Éditions Guy Binsfeld, Lëtzebuerg 2018. ISBN 978-99959-42-35-9



D'Erzéiung läit och an enger literarescher Traditioun, déi wëllt, dass am Land vun de verspiegelte Glasfronten an de bis zur Hysterie getrimmte Virgäertercher d'Leit futti mussen sinn

Luxemburgensia

Promenade historique, promenade intime

Charlotte Wirth

À la base de ce récit du poète luxembourgeois Tom Nisse est une promenade à travers le centre-ville, de son ancien lycée près du Glacis, jusqu'à la maison – et, enfin, la tombe de sa grand-mère au cimetière du Limpertsberg. Mais, ce que nous offre ce petit recueil d'une cinquantaine de pages est beaucoup plus vaste qu'une simple description poétique du paysage luxembourgeois. Ainsi, cette description n'est qu'un élément d'un récit à différents niveaux, bien qu'un élément important. Ainsi, elle permet au lecteur de (re)découvrir, ensemble avec l'écrivain, des endroits bien familiers, et de créer ainsi une certaine synergie entre lecteur et poète.

En évoquant l'histoire des lieux et des gens qui ont peuplés la ville dans le passé, la promenade de Tom Nisse devient également une promenade historique, une sorte de lieu de mémoire fictif, qui rend hommage au Luxembourg et à ses personnages illustres – notamment les artistes, rêveurs et poètes qui ont marqué l'écrivain et qui sont pour lui une source d'inspiration. Ainsi, Nisse écrit par exemple : « C'est ici au Belair, que se démenaient les artistes qui exigeaient un monde plus raffiné. Où un papillon a succédé au chat. C'est ici que se réunissaient ces gens professant des idées novatrices ; est c'est cela aussi qui m'a aidé à devenir ce que je suis devenu ».

La promenade de Tom Nisse est d'ailleurs une promenade critique. Comparant la ville contemporaine aux souvenirs de sa jeunesse, et en évoquant les chantiers, les grandes surfaces sans charme et caractère et les bureaux, « des bureaux, bureaux. Plus loin des bureaux, des bureaux », le poète souligne la tension créée par le rythme accéléré de notre monde en mutation perpétuelle et de son brouhaha incessant – ter-

La promenade de Tom Nisse devient une sorte de lieu de mémoire fictif

ritoire hostile pour l'homme qui a besoin de rêver, de jouer, de donner libre-cours à son imagination et de se perdre dans ses pensées pour pouvoir s'épanouir.

Mais plus important encore, cette promenade de Tom Nisse est une promenade très intime et personnelle. C'est un voyage proustien dans le passé de l'écrivain, une exploration tantôt nostalgique, tantôt ironique de sa jeunesse, qui lui permet de comparer l'étudiant qu'il était – ce jeune homme curieux avec ses rêves, ses aspirations et aventures (amoureuses et artistiques) – avec l'homme adulte qu'il est devenu.

Et enfin, la promenade de Tom Nisse est une promenade rituelle, qui rend hommage à sa grand-mère qui a tant marqué ce poète qui cherche, à travers sa balade, à dialoguer avec la décédée. Ainsi, le retour physique vers la maison de sa grand-mère devient un moyen de revivre les moments passés en commun. Nisse ne « touche » pas seulement « la chaude pierre du mur qui sépare le jardinot du trottoir » mais ce mur devient, comme la madeleine du *Côté de chez Swann*, l'élément déclencheur d'une réminiscence qui fait dissoudre momentanément la frontière entre le passé et le présent.

Bien qu'en abordant un tel sujet, le risque soit grand de tomber dans un langage trop pathétique, Tom Nisse prend soin d'éviter ce piège. Ainsi, des descriptions mélancoliques sont souvent juxtaposées à des réalités banales. Ainsi, les pensées nostalgiques de Nisse sont interrompues par son opérateur de téléphone qui lui signale que « Arnold Schwarzenegger est de retour. » Bien qu'amusantes, de telles confrontations donnent au recueil, qui se caractérise par ailleurs par un langage extrêmement poétique, la légèreté nécessaire pour ne pas tomber dans le kitsch.

Ce court recueil de Tom Nisse est un récit assez impressionnant, qui souligne qu'un auteur talentueux n'a pas besoin de remplir une centaine de pages pour créer une œuvre en même temps complexe et belle, triste et ironique, et qui constitue hommage extraordinaire à la grand-mère de l'auteur luxembourgeois résidant à Bruxelles.

Tom Nisse : *Une vérification de l'origine*; Hyde éditions, 2017, collection *courts*; 64 pages; ISBN: 978-99959-938-6-3. Voir aussi la visite de Samuel Hamen chez Tom Nisse à Berlin, dans le *Land* du 24 novembre 2017. Tom Nisse lira le 29 mars à 19h30 au château de Bourglinster.



La promenade au Limpertsberg mène jusqu'au cimetière

Luxemburgensia

Bilder eines Engagements

Florence Thurmes

Anlässlich ihres vierzigsten Jubiläums hat die Vereinigung Amis des Musées im Oktober vergangenen Jahres ein umfangreiches Buch mit dem Titel *Histoires d'une passion* herausgegeben. Es erläutert die Geschichte(n) des Freundeskreises und hebt seine Mission und sein vielseitiges Engagement hervor. Was waren die Motivationen hinter dem Einsatz der Amis des Musées in den vergangenen 40 Jahren, welche Meilensteine gab es, und welche Schwerpunkte verfolgt die Vereinigung heute?

Freundeskreise fördern Museen durch verschiedene Maßnahmen finanzieller und ideeller Art. Die wichtigste Mission der Amis des Musées besteht darin, Museen für Menschen attraktiv und beliebt zu machen, sei es über die Organisation von speziellen Führungen und Vorträgen oder über Besuche musealer Institutionen im In- und Ausland. Darüber hinaus tätig und vermittelt der Freundeskreis auch Ankäufe für die Museen und hilft so, die Bestände für die Zukunft zu sichern. Die Amis des Musées wickelten so in 40 Jahren über 200 Ankäufe ab, unter anderem 1978 das Gemälde *Deux Demoiselles* von Michel Sinner fürs Musée national d'histoire et d'art oder 2006 eine Arbeit ohne Titel von Michel Majerus für das Mudam.

Die Geschichte des privaten kulturellen Engagements in Luxemburg reicht aber weiter als 40 Jahre zurück. Schon 1926 wurde eine erste Société des amis des musées gegründet. Dieser Kreis sollte dem Zweck dienen, die schon bestehenden einzelnen öffentlichen Sammlungen in einem neuen Haus – dem ersten Museum in Luxemburg – zu vereinen. Der Verein musste allerdings 1941 wieder aufgelöst werden, nachdem die Nationalsozialisten in Luxemburg eingefallen waren und ihre eigenen Pläne für die kulturelle Entwicklung in Luxemburg verfolgten. Unter der Ägide von Joseph-Emile Müller, Konservator am Nationalmuseum, wurde 1977 erneut eine Gesellschaft der Freunde ins Leben gerufen, die Association des amis du Musée national d'histoire et d'art. 20 Jahre später, unter dem Einfluss einer sich breiter entwickelnden Kunst- und Kulturszene, wurde der Freundeskreis in Les Amis des Musées d'art et d'histoire, Luxembourg umgetauft und nahm auch das Casino – Forum d'art contemporain, das Lëtzebuerg City Museum, die Villa Vauban, das Musée Dräi Eechelen und später auch das Mudam in seine Förderung auf.

Der Verein, der von Florence Reckinger präsiert wird, zählt heute um die 1 800 Freunde – eine beachtliche Zahl, wenn man sie beispielsweise mit deutschen Freundeskreisen vergleicht. Diese hohe Mitgliederzahl lässt sich über den niedrigen regulären Jahresbeitrag erklären, der bei lediglich 70 Euro liegt, dafür aber unter anderem freien Eintritt in alle beteiligten Museen bietet.

Warum aber sind Freundeskreise und private Förderbereitschaft im Allgemeinen so wichtig? Sie stehen nicht nur für eine finanzielle Unterstützung und somit für eine Si-



cherung der Zukunft des kulturellen Erbes ein. Sie tun dies jenseits eines politischen Einflusses. Öffentliche museale Sammlungen sind zumeist jenseits eines persönlichen Geschmacks und ortsspezifisch angelegt, zeugen dementsprechend von der Vergangenheit und Gegenwart einer Region oder eines Landes und sind identitätsstiftend. Bedingt durch die staatliche Subvention, die in den meisten europäischen Ländern einen beachtlichen Teil des Gesamtbudgets ausmacht, unterliegen die Museen immer einer gewissen Beeinflussung durch die Politik. Welche Ausmaße sie annehmen kann, sieht man in Polen, wo unlängst mehrere Museumsdirektoren entlassen wurden, weil ihre Ansichten sich nicht mit denen der Regierung deckten. Auf einer anderen Ebene, aber doch schwerwiegend: 2014 zog die Luxemburger Regierung in Erwägung, das Gemälde *Paysage de Cannes au crépuscule* von Picasso zu veräußern, um die Staatskasse aufzustocken. Unter den Stimmen, die sich gegen den Verkauf des einzigen Picassos in einer öffentlichen Sammlung in Luxemburg aussprachen, war auch die von Marie-Françoise Glaesener, der ehemaligen Präsidentin des Freundeskreises.

Über diesen wichtigen Beitrag des Freundeskreises zum kulturellen Leben und seiner Vielfalt in Luxemburg gibt das in mehrere Kapitel gegliederte Buch *Histoires d'une passion* Auskunft. Im Vordergrund stehen auch Interviews mit Verantwortlichen der Museen wie Kevin Muhlen, Danièle Wagner, Clément Minighetti, François Reinert und Michel Polfer.

Die Vereinigung Amis des Musées feiert ihren Geburtstag mit einem Buch: *Histoires d'une passion*

In seinem Text über die Rolle der Museen erläutert Julien Anfruns, Mitglied des Conseil d'État in Frankreich, die Wichtigkeit der musealen Institution als Botschafter unserer Gesellschaft und Vermittler zwischen den Kulturkreisen. Die Expertin für Neuroästhetik Arielle Kliffer beschreibt ihrerseits, wie das Gehirn das Schöne wahrnimmt und wie Kunst eine Produktion des Geistes ist. Delphine Munro, Leiterin der *Arts & Culture* der Europäischen Investitionsbank, geht wiederum auf die Banken und Firmen, die Kunst sammeln, ein und auf ihre Strategien, diese Sammlungen der Öffentlichkeit zugänglich zu machen.

Ein weiteres Kapitel gibt Einblicke in die historische Entwicklung der Museen in Luxemburg (Jean-Luc Mousset), die mit dem finanziellen Wohlstand des Landes (1980 bis 2008) einherging, in die Rezeption der Fotografie hierzulande (Paul di Felice), in die aktuelle Entwicklung der musealen und kulturellen Landschaft (Jo Kox) und in die Debatte um eine Luxemburger Kunstgeschichte (Christian Mosar). Mosar hebt in seiner Analyse hervor, dass aktuell 35 Künstler vom Künstlerstatus in Luxemburg Gebrauch machen (dass es sich hier um eine sehr geringe Zahl handelt, muss wohl nicht hervorgehoben werden), dass es zum Beispiel aber keine offizielle *Online*-Plattform gibt, die ihre Produktionen vorstellt.

Ein Teil des Buches ist den privaten Sammlern in Luxemburg (Josée Hansen) und der Fondation La Marck (Philippe Champ) gewidmet. Unter den privaten Sammlern kann man guten Gewissens das Ehepaar Patrick und Stephanie Majerus hervorheben, die für einen jungen Geschmack in ihrer Sammlungsaktivität stehen und die dem Mudam über die letzten Jahre (und bis zum Weggang von Enrico Lunghi) mehrere wertvolle Kunstwerke geschenkt haben. Der letzte Teil des Buchs beschäftigt sich schließlich mit den Schenkungen, einer Auswahl an historischen Dokumenten und Auszügen aus der Presse über die Amis des Musées.

Insgesamt verspricht das Buch *Histoires d'une passion* eine gute Dokumentation über die Vereinigung. Viele Themen werden angerissen und die Breite der kulturellen Landschaft Luxemburg vorgestellt.

Amis des Musées: *Histoire(s) d'une passion*; in Französisch und in Englisch; 228 Seiten, 50 Euro; www.amidesmusees.lu

Théâtre

Mon royaume pour un lézard

Fabien Rodrigues

Confier ses plus sombres secrets à l'inconnu le plus total est certes une situation récurrente au théâtre ou encore au cinéma, mais en plaçant cette action dans l'ultra-réalité du Luxembourg actuel et de son affairisme, c'est un portrait au vitriol de ce secteur culturellement trop peu exploité que propose Ian De Toffoli avec *Tiamat*, présenté en ce moment au Théâtre du Centaure, en co-production avec le Nest de Thionville.

Quartier Belair, minuit passé. Un homme seul, en costume de travail, rentre dans un petit bar, le seul du coin encore ouvert à cette heure... Quelques verres vides sur les tables, les lumières de la nuit à travers le rideau sans âge et la musique portugaise qui grésille encore indiquent à l'individu en question que c'est bien là qu'il va pouvoir étancher sa soif de bière et assouvir son besoin de confidences. Il est lourd, pédant, parle bien trop d'argent et utilise l'interjection « l'ami » à l'encontre du barman de manière condescendante et décomplexée. Il estime que le Grand-Duché n'est pas son pays, il est cependant venu y faire carrière et s'y est installé en homme qu'il estime accompli, comme tant de ses compatriotes venus de la Vallée des Angès, là où « tout est gris », quelques kilomètres derrière la frontière française. Ce soir-là, il ne peut pas rentrer chez lui, auprès de sa femme. On imagine vite que c'est à cause d'une de ses nombreuses virées dans un bordel belge quelconque, à propos desquelles il livre sans vergogne les détails les plus sordides, mais l'histoire va s'avérer bien plus rocambolesque...

Car si cet avocat d'affaires archétypique est bel et bien un gentil beauf qui a réussi, c'est en fait une histoire de trafic d'art qui va changer sa vie : quelques heures auparavant, alors qu'il a travaillé pendant de longues semaines sur la création de faux papiers d'identification pour une série d'objets d'arts antiques du Moyen-Orient, il a enfin pu



L'excellent Valéry Plancke seul en scène

On retrouve dans ce *Tiamat* mis en scène par Jean Boillot du Ian De Toffoli concentré

contempler, aux côtés de l'acheteur, la collection d'artefacts. Parmi ceux-ci, une statuette reptilienne le bouleverse complètement, au point qu'il en propose l'achat immédiat, refusé sans ménagement par le collectionneur. Il s'agit d'une représentation de la déesse mésopotamienne Tiamat et qu'à cela ne tienne, il n'a pas dit son dernier mot...

On retrouve dans ce texte du Ian De Toffoli concentré, avec cette patte qui caractérise souvent ses écrits : des phrases longues, cumulatives

et rythmées, des critiques à la mitraillette, qui assènent coup sur coup aux clichés bien réels du microcosme luxembourgeois, n'en laissant qu'un résidu poisseux et cynique, du sexe cru mais pas vulgaire, simplement dénué de tout filtre romantique dans la bouche de cet avocat sans nom incarné par l'excellent Valéry Plancke. Seul en scène, le regard affolé entre confusion et lubricité, il convainc sans difficulté, comme s'il avait été lui-même ce mystérieux personnage. La mise en scène de Jean Boillot et la scénographie de Laurence Villerot tombent tout aussi juste : on a envie d'y être, dans ce café au logo de lézard, d'y écouter la *Casa Portuguesa* d'Amália Rodrigues tard le soir et d'être une oreille de plus tendue, cette nuit-là, vers celui qui s'est enrichi aux dépens des autres.

Comme l'a souhaité l'auteur et malgré une courte baisse d'énergie lors d'un passage particulièrement

explicatif, qui vulgarise les spécificités du port franc local, *Tiamat* est un monologue théâtral qui fait de la force du verbe sa vraie force d'action. Tantôt dans une logorrhée verbale, tantôt dans un moment plus retenu, plus ressenti, celui qui est tombé en amour devant une statuette vieille de plusieurs millénaires livre tout ou presque de lui, son ambition, son indifférence, ses fantasmes et ceux déjà réalisés, son obsession pour cette déesse babylonienne... Ce qui lui semble être des heures de confessions passe à une vitesse éclair, et on finit par avoir envie de le retenir, ce malotru, pour en savoir plus, pour en apprendre encore lorsqu'il prend congé de « l'ami » qui ne lui aura finalement jamais servi cette bière trappiste dont il avait tant soif...

Tiamat de Ian De Toffoli ; mise en scène de Jean Boillot, avec Valéry Plancke ; au Théâtre du Centaure encore les 16, 17 et 18 mars ; www.theatrecentaure.lu.

Cinéma

La belle et les bêtes

Eros et Thanatos dans un seul corps. Celui de Bertrand (Gaspard Ulliel), s'éloignant et se rapprochant des autres, inlassablement. Après avoir observé son amant-client succomber à une crise cardiaque, il lui dérobe sa nouvelle pièce de théâtre. Succès. Argent. Tournée provinciale. Avance sur nouveau manuscrit. Alors qu'il se rend au chalet des parents de sa compagne (Julia Roy) pour écrire, dit-il, il rencontre Eva (Isabelle Huppert) qui, surprise dans la baignoire, l'assomme. Mais il a compris. Elle aussi, elle se vend, elle aussi, elle s'invente. Fasciné, il enquille les Paris-Annecy, raconte à son éditeur (Richard Berry) et à sa petite amie ce que chacun veut entendre. Rien n'est moins littérature que ce désir, cette attraction qui, rapidement, se vit comme une reconnaissance, presque des retrouvailles. Eva, qui brode de grandes aventures autour d'un mari en prison et Bertrand, imposteur professionnel, se seraient trouvés, autour d'un éclat saillant de fragment de discours amoureux.

Un visage mystérieux, même celui d'Isabelle Huppert, n'a jamais fait un film. À propose d'Eva de Benoît Jacquot



Isabelle Huppert et Gaspard Ulliel

C'est là le postulat de départ d'*Eva*, le nouveau long-métrage du prolifique Benoît Jacquot, qui met en scène Isabelle Huppert. Ou bien, à l'image des personnages, peut-être est-ce l'inverse ? Adapté du roman de James Hadley Chase, publié en France en 1947 dans la célèbre collection *Série Noire* des éditions Gallimard, l'histoire avait déjà fait l'objet d'une mise à l'écran par Joseph Losey en 1962, avec Jeanne Moreau. Ici, l'exotisme italien est remplacé par la menace de la montagne, mais aussi la dualité entre l'apparent calme de la région et la réputation trépidante de la ville. Benoît Jacquot installe patiemment son décor, construit le personnage de Bertrand autour de ces deux entités. Très vite, les codes du thriller psychologique se mettent en place, autour du silence, des ambiances surannées de l'hôtel, du casino. Mais tout aussi rapidement, la froideur de l'ensemble éloigne tout intérêt du spectateur pour l'intrigue. Si l'on accepte de ne pas saisir les motivations des personnages, leurs mimiques et réflexes redondants ne suffisent pas à construire le propos : un visage mystérieux, même celui d'Isabelle Huppert, n'a jamais fait un film. L'érotisme latent, qui fonctionne uniquement sur la suggestion des corps, prend un coup de raideur avec la mise en scène peu impliquée du cinéaste, pourtant rompu à l'exercice. Ici, il préfère utiliser des ralentis grotesques, des silences hors de propos ou encore, et on aura moins de facilité à lui pardonner, des personnages purement fonctionnels et superficiels. Si l'image manque cruellement d'audace, préférant se cantonner à des effets de style, c'est en effet dans la narration que l'on se rend compte de l'artificialité de la proposition vue par Jacquot et son co-scénariste Gilles Taurand. À part une incursion pourtant intéressante dans le mensonge d'Eva, qui l'humanise un minimum, le scénario semble n'être qu'un prétexte pour suivre la belle Huppert manipulée et manipulatrice, sans autres motivations. Le désir dont le film se nourrissait au début n'apparaît alors que comme celui d'un cinéaste pour son actrice : pourquoi pas, mais il faut dans ce cas susciter celui du spectateur ! Marylène Andrin-Grotz

Jazz

God save the Grand Duke

Kévin KroczeK

Un début de semaine (la dernière) à Dudelange, très peu d'agitation à Opderschmelz. Seules 35 personnes parsèment les rangées du grand auditoire du centre culturel. Peu de spectateurs ont fait le déplacement pour un événement qui semblait pourtant être bien attrayant. Sarah Murcia sur scène dans le cadre du programme *We love Girrrls !*, qui met à l'honneur les artistes féminines tout le mois de mars durant. La contrebassiste, compositrice et arrangeuse française est accompagnée par sa formation Caroline – Gilles Coronado à la guitare électrique, Olivier Py au saxophone, Franck Vaillant à la batterie – ainsi que par Benoît Delbecq au piano et enfin un étonnant Mark Tompkins au chant, du moins en principe. Ceci étant précisé, si la perspective de voir cette musicienne et

ces musiciens était alléchante, c'est que la promesse faite, celle d'une variation jazz autour du légendaire unique album studio des Sex Pistols, *Never mind the bollocks*, *Here's the Sex Pistols* avait de quoi intriguer.

Never Mind the Bollocks fait partie de ces albums intemporels style *Sergeant Pepper* ou *London calling*. Immense succès critique et public, pierre angulaire du punk rock britannique. Sa pochette criarde jaune et rose a régulièrement été reprise. Douze titres pour quarante minutes déferlantes, violentes, parfois vulgaires et de mauvais goût – l'album se conclut par un pet –, mais toujours jouissives. La musique des Sex Pistols, formation archétypale de mauvais garçons, acquiert ici une nouvelle dimension féminine et fé-

ministe avec Sarah Murcia. C'est en 2016 que la musicienne a publié *Never mind the future*, paru chez Ayler records, une formidable réinterprétation jazz dudit album des Sex Pistols. Elle y chante, mais partage sa voix avec celle de Mark Tompkins, danseur et chorégraphe américain. C'est ainsi dans ce contexte qu'elle et ils viennent un mardi soir au Grand-Duché défendre leur musique. Retour sur leur prestation.

Entrée sur scène sous de timides applaudissements. Les musiciens s'accordent en formant un brouhaha jusqu'à ce que Sarah Murcia donne le la. Un riff, une ligne de basse, des percussions, débute ainsi en trombe *Holidays in the sun*. Une voix se fait entendre, Mark Tompkins encore en coulisse accourt sur scène pour rejoindre la troupe. Exit le punk pour du jazz-rock jovial. Le second morceau, *Bodies*, sulfureux et peu fréquent titre sur l'avortement, d'une extrême violence dans la version originale, se transforme ici en ballade folk, nerveuse mais qui n'explose jamais. Pas de tripes à l'air mais deux voix, à nu, pour un résultat assez déroutant. La reprise suivante, *No feelings*, a totalement abandonné la structure de l'original. Le rythme y est différent, la guitare électrique presque en retrait, le déroulé même du refrain d'origine enjoué est métamorphosé. Une dimension dramatique, très solennelle, pour un superbe solo à la contrebasse. S'enchaînent alors les titres, presque sans trêves, *Liar*, *Problems* ou encore le cultissime *Anarchy in the UK* pour un duo, contrebasse et piano, du meilleur effet.

Tandis que les musiciens s'en donnent à cœur joie, complices et insoucians, Mark Tompkins pose à plusieurs reprises son micro pour s'exprimer avec son corps et non plus avec sa voix. Improvisations abstraites et désarticulées. Il se balance et tombe à terre au ralenti, agonisant au rythme des solos des musiciens, offrant ainsi aux spectateurs une sorte de danse macabre punk. Suivent encore *Pretty vacant*, *New York* et *E.M.I* avant que soit scandé l'hymne du groupe, le sulfureux *God save the Queen*. Sur

Sarah Murcia prouve au Opderschmelz que sa variation jazz autour d'un monument de la musique punk arrive à égalé l'original des Sex Pistols

cet avant-dernier morceau, la troupe se déchaine. Gilles Coronado propose un jeu Hendrixesque, le son est survitaminé. Benoît Delbecq se lève, quitte son piano, puis traverse la scène en dansant de manière frénétique. Le même Benoît Delbecq se révèle ensuite sur la conclusion du concert, *My Way* version Sex Pistols – popularisée notamment par le *Goodfellas* de Martin Scorsese – en variation instrumentale. Un piano déstructuré avant une montée quasi orchestrale lorsque tous les instruments jouent à l'unisson. Le public en redemande, un court rappel est proposé.

Avant de quitter la scène, Sarah Murcia annonce au public avec amusement que son album est en vente à la sortie, avec « juste assez » d'exemplaires pour tout le monde. Malgré un auditoire inerte, la formation est restée professionnelle et enthousiaste. C'est que cette variation jazz autour d'un monument de la musique punk arrive à l'être tout autant que l'original. Ce n'est pas tant le fond qui importe, mais la forme. Avec cette variation, Sarah Murcia transforme la musique, fait dire aux paroles des Sex Pistols d'autres choses avec d'autres teintes. Elle s'accapare d'une vulgarité pour en faire une douceur et vice-versa. Parce que le punk c'est un peu aussi cela, s'émanciper de toutes les manières. *Never mind the bollocks*, on ne le répètera jamais assez. On comprend pourquoi Opderschmelz loves girrrls.



Sarah Murcia et ses musiciens

Musique classique

Elfe musicien



Le sémillant chef britannique Daniel Harding et l'Orchestre de Paris

José Voss

Forte, originale, prestigieuse : la prestation de Daniel Harding au pupitre de l'Orchestre de Paris, ce lundi à la Philharmonie, a comblé toutes les attentes ou presque. Nul doute, pourtant, qu'avec, comme soliste, l'altiste Antoine Tamestit à ses côtés,

avec une affiche conjuguant deux chevaux de bataille de la plume de Schumann et – ô surprise du chef ! – une page de musique contemporaine, le fringant leader d'Outre-Manche avait mis d'emblée la barre très haut !

La phalange parisienne, « dont chaque pupitre est formidable » (Pierre Boulez), doit beaucoup à Sawallisch et à Eschenbach, qui ont réussi à remettre à flots le navire amiral parisien à une époque où il allait à vau-l'eau. Il s'ensuit qu'aujourd'hui le flatteur

Daniel Harding fait rimer Schumann avec Widmann

jugement boulézien n'est nullement usurpé, tant le travail accompli à la tête de l'OP par les prédécesseurs de Harding a porté ses fruits.

En guise d'amuse-bouche, l'*Ouverture Genoveva*, l'une des plus belles partitions orchestrales de Schumann. Page d'un caractère sombre, marquée par des dissonances douloureuses et des passages plaintifs aux violons, mais aussi riche d'un splendide lyrisme qui culmine, sur de péremptores et lumineux accords cuivrés, dans une coda aussi exultante qu'exaltante. Force est de constater que le sémillant chef britannique, déjà superstar malgré son relativement jeune âge (et dont chaque apparition crée dorénavant l'événement) est manifestement très à l'aise dans les forêts verdoyantes du romantisme et la *morbidezza* qui lui est consubstantielle.

Entre deux pages schumannniennes, Daniel Harding a intercalé le *Concerto pour alto* du compositeur et clarinettiste allemand Jörg Widmann, que d'aucuns surnomment le « nouveau Schumann ». L'altiste français Antoine Tamestit est le dédicataire de ce concerto dont la création mondiale eut lieu le 28 octobre 2015 par le susdit Tamestit épaulé par... l'Orchestre de Paris ! Auteur et soliste parlent un langage commun, vu qu'ils ont fréquemment l'occasion de faire ensemble de la musique de chambre. Théâtral, poignant et surprenant, l'opus explore toutes les couleurs et les sonorités polyvalentes de l'instrument : cascades de virtuosité, *pizzicati* de toutes les variantes possibles et impossibles, vibratos « tremblés », effets de sitar indien. Tout y est. Pourtant, dire que nous en garderons un souvenir impérissable serait exagéré.

Les quatre *Symphonies* de Schumann sont les mal-aimées du répertoire. Une fâcheuse réputation de grisaille leur colle désespérément à la peau. Et la *Deuxième* ne fait guère exception. À ce préjugé un brin condescendant, à ce cliché injustement péjoratif, le sismographe musical britannique inflige un démenti cinglant. Son tempérament fougueux, son ardeur insufflent, en effet, à ses partenaires de la Ville Lumière une énergie qui dope leur sonorité, booste leur implication. Au mouvement initial où s'opposent un motif rythmique et un motif mélodique succède un Scherzo inquiet, subtil, avec deux beaux trios à l'écriture transparente. L'Adagio est une splendide mélodie romantique, d'une infinie tendresse teintée de mélancolie. Un des plus touchants mouvements lents écrits par Schumann. Enfin, l'Allegro conclusif marque le triomphe de Florestan, l'ardent combattant, sur Eusebius, le rêveur instable, l'autre double du compositeur. En cela, cette symphonie exprime également « la résistance de l'esprit », selon l'expression même de Schumann, la lutte victorieuse contre la maladie mentale dont il perçoit alors les premiers signes et qui finira par l'emporter.

Complètement investi dans la partition, le natif d'Oxford, lui, le blondinet surdoué aux yeux piscine, au look d'Harry Potter et à peine plus lourd que sa baguette, parvient, grâce au dynamisme qu'il dégage, à redoubler l'engagement des membres de la formation parisienne, aimantés qu'ils sont par un chef qui les aime. C'est de la belle ouvrage, d'autant que l'on a déjà entendu l'OP sensiblement moins inspiré et discipliné, et que, nonobstant telle fugitive baisse de régime ou tel passage à vide, il s'est montré ici sous son meilleur jour, rutilant de panache, de hargne, d'effets spectaculaires. Un bonheur éclaboussant, dont le maître d'œuvre assume sa part au premier chef, conjointement à un Schumann hallucinant. L'ecstasy, à côté, c'est de la gnotte ! Estomaqué par tant de maîtrise, le public est un instant silencieux avant d'exploser en bravos.

Vacance de poste

La Direction de la Santé

se propose de recruter

un médecin chef du service environnement (M/F) à plein-temps et à durée indéterminée sous le statut du fonctionnaire de l'État.

Les demandes avec lettre de motivation, curriculum vitae et copies des diplômes sont à adresser pour le 15 avril 2018 au plus tard à

Dr Jean-Claude Schmit
Directeur de la Santé
Villa Louvigny, Allée Marconi,
L-2120 Luxembourg.
Les renseignements relatifs au profil de poste et aux exigences particulières peuvent être consultés sur le site www.sante.public.lu.

Tout renseignement supplémentaire peut être demandé par téléphone au Dr Robert Goerens tél. : +352 247-75610 ou Robert.Goerens@ms.etat.lu.

Postes vacants

Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Le Service national de la jeunesse se propose d'engager

2 employé(e)s A2

à 40 heures/semaine et à durée déterminée jusqu'au 29.02.2020 (Luxembourg et Rédange-sur-Attert).

Les candidat(e)s aux postes d'employé(e)s doivent :

- être titulaires d'un grade ou diplôme délivré par un établissement d'enseignement supérieur reconnu par l'État du siège de l'établissement et sanctionnant l'accomplissement avec succès d'un bachelors en sciences sociales et éducatives ou de son équivalent.

Les postes sont affectés à la division « Transition vers la vie active » du SNJ et sont destinés à être convertis en postes de fonctionnaires à l'échéance du terme. Les tâches y relatives peuvent

être consultées à l'adresse internet suivante : <http://postes-vacants.men.lu/>

Les candidat(e)s auront une connaissance adéquate des langues luxembourgeoise, française, allemande et anglaise. Ils (Elles) maîtriseront par ailleurs les outils informatiques usuels.

Une première sélection sera faite sur base des dossiers.

Les candidatures accompagnées d'un curriculum vitae, d'une copie du diplôme requis ainsi que d'une photo récente sont à envoyer à
Monsieur le Directeur du Service national de la jeunesse
B.P. 707
L-2017 Luxembourg
pour le 23 mars 2018 au plus tard.

Ministère de la Sécurité intérieure

Recrutement de trois cadres supérieurs policiers A1 (m/f)

pour la Police Grand-Ducale

Veuillez trouver les conditions d'admission ainsi que toute information nécessaire sous le lien internet <http://www.police.public.lu/>

Des renseignements supplémentaires peuvent également être demandés auprès du Ministère de la Sécurité intérieure (tél. 247-84607).

Mitteilung

zur Jägerprüfung 2018/19

Die Naturverwaltung organisiert demnächst einen neuen Zyklus zur Vorbereitung auf die Jägerprüfung, die zum Erhalt des ersten Jagdscheines erforderlich ist.

Somit werden die Interessenten/innen gebeten, ihre Kandidatur zur Teilnah-

me an der Jägerprüfung vor dem 1. April 2018 bei der Naturverwaltung einzureichen.

Die Einschreibformulare sowie genaue Informationen über die Modalitäten und den Ablauf des Praktikums, der Vorbereitungskurse sowie der Prüfung sind bei der

Naturabteilung der Naturverwaltung
81, avenue de la Gare
L-9233 Diekirch
Tel.: 40 22 01-1, Fax: 40 22 01 651,
Email: chasse@anf.etat.lu

erhältlich oder können unter folgender Adresse heruntergeladen werden:
<http://www.guichet.public.lu/citoyens/fr/loisirs-benevolat/permis-licences/pratique-chasse/certificat-aptitude-chasse/index.html>

Mitgeteilt von der Naturverwaltung

Postes vacants

Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Le Service national de la jeunesse se propose d'engager

2 employé(e)s A1

à 40 heures/semaine et à durée indéterminée.

Les candidat(e)s aux postes d'employé(e)s doivent :

- être titulaires d'un grade ou diplôme délivré par un établissement d'enseignement supérieur reconnu par l'État du siège de l'établissement et sanctionnant l'accomplissement avec succès d'un master en pédagogie, en psychologie ou de son équivalent.

Les tâches relatives à ces postes peuvent être consultées à l'adresse internet suivante : <http://postes-vacants.men.lu/>

Les candidat(e)s auront une connaissance adéquate des langues luxembour-

geoise, française, allemande et anglaise. Ils (Elles) maîtriseront par ailleurs les outils informatiques usuels.

Une première sélection sera faite sur base des dossiers.

Les candidatures accompagnées d'un curriculum vitae, d'une copie du diplôme requis ainsi que d'une photo récente sont à envoyer pour le 23 mars 2018 au plus tard à :
Monsieur le Directeur du Service national de la jeunesse
B.P. 707
L-2017 Luxembourg.

LE FONDS  BELVAL

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Services

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 24.04.2018
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Le Fonds Belval
1, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette
Tél. : +352 26840 1
Email : soumission@fonds-belval.lu

Section II : Objet du marché

Description succincte du marché :
Soumission relative aux services de nettoyage pour l'exploitation des hauts fourneaux à Esch-Belval.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Dossier à télécharger gratuitement sur le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

d'LëtzebuurgerLand

Fondé en 1954 par Carlo Hemmer, édité par Leo Kinsch de 1958 à 1983

Hebdomadaire politique, économique et culturel indépendant paraissant le vendredi. Publié par les Éditions d'Letzeburger Land s.à r.l., R.C. B 19029, N° TVA LU 12 12 40 22. La reproduction des articles et illustrations est interdite sans l'accord écrit de l'éditeur. **Gérant, rédacteur en chef** Romain Hilgert (48 57 57-22; rhilgert@land.lu), **Rédaction** Peter Feist (48 57 57-24; pfeist@land.lu), Josée Hansen (48 57 57-26; jhansen@land.lu), Ines Kurschat (48 57 57-28; ikurschat@land.lu), Michèle Sinner (48 57 57-20; msinner@land.lu), Bernard Thomas (48 57 57-30; bthomas@land.lu) **Photos** Sven Becker (sbecker@land.lu) **Administration** Zoubida Belgacem (48 57 57-32; zbelgacem@land.lu) **Mise-en-page** Pierre Greiveldinger **Édition et rédaction** 59, rue Glesener L-1631 Luxembourg **Courrier** boîte postale 2083, L-1020 Luxembourg **Téléphone** 48 57 57-1 **Fax** 49 63 09 **E-mail** land@land.lu **Internet** www.land.lu **Publicité** Maison Moderne Media Sales 10, rue des Gaulois Luxembourg; boîte postale 728, L-2017 Luxembourg (27 17 27 27-32 ; francis.gasparotto@maisonmoderne.lu) ; **Impression offset** Imprimerie Saint-Paul **Prix par numéro** 4,00 € **Abonnement annuel** 140,00 € **Abonnement étudiant/e** 75,00 € **Comptes en banque** CCPLLULL : IBAN LU59 1111 0000 5656 0000, BILLULL : IBAN LU29 0027 1003 6990 0000, BGLULL : IBAN LU32 0030 0431 7039 0000, BCEELL : IBAN LU30 0019 1000 2939 1000, CELLULL : IBAN LU71 0141 7162 5000 0000, BLUXULL : IBAN LU59 0080 0484 9600 1003

Musiktheater

Die Welt als proletarische Probebühne

Anina Valle Thiele

Bert Brecht soll kaum mehr als drei Groschen in der Tasche gehabt haben, als er zusammen mit Kurt Weill die *Dreigroschenoper* schrieb, heißt es. Ihm, dem Anarchisten, Spötter und Revolutionär (des Theaters) schwebte eine Oper vor, in der Gauner, Huren und das einfache arbeitende Volk die wahren Helden sind: *Die Dreigroschenoper* von Brecht und Weill, die „so prunkvoll gedacht war, wie nur Bettler sie erträumen, und so billig sein sollte, dass Bettler sie bezahlen können“, schlug 1928 ein wie ein Blitz, wurde wider Erwarten zum größten Theatererfolg der Weimarer Republik und ist bis heute Kult.

In der dreistündigen Inszenierung des Hamburger Thalia-Theaters haucht Regisseur Antú Romero Nunes dem modernen Klassiker neues Leben ein, indem er auf Arbeitersymbolik und Verfremdungseffekte setzt. Aber wie das Publikum noch aufwühlen, wo nach tausenden *Dreigroschenoper*-Inszenierungen die Luft raus ist und man alle Varianten zigmal durchgekauht hat? Die Bühne ist karg, die Schauspieler tragen blaue Arbeiterkluft, Schiebermützen und weiße Unterhemden. Man meint, den Schweiß Mackie Messers förmlich riechen zu können. Und: Derb geht es zu! In schnurrender Sprache tragen die Figuren ihre Monologe vor, verhaspeln sich, werden zurechtgewiesen und treten wieder ab. „Warum ist die Bibel angekettert?“, wird ins Publikum hinein gefragt. „Richtig, damit sie nicht geklaut wird!“ Romero Nunes nimmt Brechts episches Theater beim Wort, nicht etwa, indem er dadurch provoziert – wie einst wieder und wieder im Berliner Brechtensemble –, dass er seine Figuren nackt durchs Publikum spazieren lässt, sondern indem er die *Dreigroschenoper* als Theaterprobe inszeniert: das Leben als ständige Bühnenprobe! Ein Konzept, das auch nach drei Stunden seinen Reiz nicht verloren hat. „Wer auf der großen Bühne nicht besteht, soll doch bitte hinausgehen, in die soziale Kälte!“ heißt es etwa an einer Stelle.

Romero Nunes nimmt Brechts episches Theater beim Wort, indem er die Dreigroschenoper als Theaterprobe inszeniert

Exposition

La peinture de Kiefer, écorchée et vive

Lucien Kayser

L'expression veut qu'on puisse lire en quelqu'un comme dans un livre ouvert. C'est de peintures ouvertes, mais on verra de quelle façon équivoque, pas nette si l'on veut, qu'il s'agit dans l'exposition d'Anselm Kiefer, qui charge de couleur, de matière, de signification, les amples et lumineux espaces de la galerie Thaddeus Ropac, à Paris Pantin. De paysages ouverts pour la plupart, mais ils ne se révèlent qu'à travers un rideau de plomb. Des tableaux qui souvent remontent loin dans le travail de l'artiste, repris aujourd'hui, et les paysages dès lors, apparaissent là où ils ne sont plus recouverts, comme derrière des écorchures. Mis à nu, arrachés, d'autant plus vivants.

Il faut retourner aux années soixante, soixante-dix. Anselm Kiefer, né à la fin de la deuxième guerre mondiale, avait un passé (bien qu'il ne fût pas le sien) à endosser, il fallait s'en débarrasser. Tels livres (une des prédilections de l'artiste) allaient carrément dans le sens de la destruction, radicalement : *Die Überschwemmung Heidelbergs*, une ville entière effacée, dans des photographies recouvertes de peinture noire collante, *Ausbrennen des Landkreises Buchen*, là où il s'était établi, avec des pages ayant subi l'assaut de l'oxyde de fer noir. Cela se faisait alors dans l'intimité des livres, la destruction se fait maintenant à une tout autre échelle ; les tableaux sont de taille monumentale, et on n'en reste pas à l'acte destructeur. Mais prenons les choses dans l'ordre.

« gestern blei ausgegossen. auf mehrere alte, verworfene bilder gestossen, die du gar nicht mehr sehen wolltest. im unterschied zu früher ohne zorn, ohne verzweiflung die bilder auf den boden gelegt und das brennend heisse blei darüber gegossen... was bleibt ist die tat. »

C'est là qu'il faut faire intervenir le philosophe italien Andrea Emo (1901-1983), qui a donné à ses écrits théoriques (sur une soixantaine d'années, depuis 1925) le titre de grande force intellectuelle de *Il Divo negativo*. Et si l'on sait qu'Anselm Kiefer a toujours magistralement joué de références littéraires et philosophiques, cette exposition-ci est entièrement plus qu'un simple hommage à Andrea Emo, plus qu'une illustration, elle est par rapport au travail même de l'artiste une parfaite mise en pratique de sa philosophie ; et Kiefer de l'opposer (sur la question du temps) à celle de Heidegger (dont on a souvent voulu, à tort, le rapprocher). Les lignes de Kiefer citées plus haut sont extraites du catalogue, il n'a de texte que les extraits du journal de l'artiste dans la constitution de l'exposition, c'est suffisant, c'est passionnant. « nur ein ikonoklast kann ein guter künstler



Die Bühne ist karg, die Schauspieler tragen blaue Arbeiterkluft, Schiebermützen und weiße Unterhemden

Das ist bisweilen bitter, denn hier und da wird der Bogen der *political correctness* überspannt. Die Persiflage eines Mannes im Rollstuhl gerät so zur abgeschmackten Realsatire: „Ey, kannst du mir mal helfen? Mein Name ist Robert, und er ist ein Hund!“ – eine U-Bahnszene, wie sie sich tagtäglich in einer Stadt wie Berlin zutragen könnte. Die Ballade vom angenehmen Leben gräbt sich einem angesichts solcher Szenen noch tiefer ein. Doch darauf, bei den Weill'schen Kultliedern mitzuträllern, wartet man vergebens. So stimmt das (beeindruckende!) Orchester im Hintergrund ein paar der bekannten Songs, wie die *Moritat vom Räuber Mackie Messer* lediglich an und lässt sie als Hintergrundmelodie laufen. Mackie Messer turnt als halbstarker Prollo über die Bühne und liefert sich Karateka-Schattenkämpfe mit seinen Gauner-Genossen, und Polly ist im Hosenanzug und mit Kurzhaarschnitt so androgyn lasziv, als wären Genderfragen schon ewig vom Tisch. Nachdem die Huren im Bordell von Soho zum Frühsport angetreten sind, läuft irgendwann alles aus dem Ruder. Da hilft unter Genossen bekanntlich nur eins: Arbeitsgruppen bilden! Moralisch wird es nie, stattdessen setzt Romero Nunes konsequent auf die Freiheiten des Regietheaters, indem er etwa das Gedicht „An die Nachgeborenen“ süffisant in seine Inszenierung einfließt – ohne sich darum zu kümmern, dass „die finsternen Zeiten“, von denen Brecht in diesem Gedicht spricht, erst viele Jahre später in seinem Exil entstanden. Und doch wird wohl kaum jemand dieser Inszenierung fehlende Werktreue unterstellen können.

Heruntergebrochen auf seine Essenz, kann man sich als Zuschauer in die proletarisch anmutende Welt von Romero Nunes förmlich hineinlegen. Stellt sich nur die Frage, ob die Arbeiterromantik in Brechts *Dreigroschenoper* schon zur Folklore verkommen ist. Hier und da wirkt der doppelbödige Klamauk auch etwas wohlfeil. „Was ist der Einbruch in eine Bank gegen die Gründung einer Bank?“, fragt ein Schauspieler mit Augenzwinkern ins Publikum, um sich nach seinem Einwurf zu erinnern: Ach ja, man spielt ja gerade in Luxemburg, am Herzen des Finanzplatzes! Etwas doppelbödiger dagegen: „Was ist die Ermordung eines Menschen gegenüber der Einstellung eines Menschen?“ Kommt ein Arbeitsverhältnis schon einer Ausbeutung gleich?

Am Ende steht kohärenterweise die Suche nach einem guten Schluss: Nicht nur ein Pferd wird als reitender Bote herangaloppiert. Nein, der Regisseur wird laut darüber sinnieren, wie ein Schluss aussehen könnte, der das Publikum noch erstaunt. In opulenten Kostümen werden die Schauspieler schließlich die Bühne betreten, verkleidet, als wollten sie zeigen, wie ausgeschmückt die *Dreigroschenoper* auch hätte daher kommen können ... Mit seinem starken Ensemble, das durch die Proben-situation die Talente der Einzelnen unterstreicht, vermag Romero Nunes zu überzeugen. Seine Inszenierung ist subversiv genug, um aufzurütteln, und sie zeigt, dass die *Dreigroschenoper* auch ein knappes Jahrhundert nach ihrer Uraufführung gebraucht wird, um den Menschen vor Augen zu führen, wer die wahren Helden sind.

Tzeedee / jazz

Pour l'amour du studio

Kévin Krocze

Mike Bell, compositeur et pianiste, a récemment livré un projet solo, *Just for the record*, paru au Luxembourg chez Straight Records. Un album résolument jazz, style *easy listening*, aux sonorités très *eighties*. Catalogué pianiste spécialisé en country-rock, Mike Bell est un musicien aguerri qui a, pour ainsi dire, roulé sa bosse. Affilié près de douze ans au Albert Lee and Hogan's Heroes, formation incontournable du genre, il a été à l'origine de moult projets parmi lesquels encore *Somethin' else* en compagnie de Bobby Cochran et Brian Hodgson. De retour en solo, il reconnaît avoir puisé son inspiration chez ceux qui l'ont accompagné plus jeune. De Fats Waller à Charlie Parker et nombre d'autres. Exit le blues rock pour du jazz studio pur jus.

Mike Bell livre un album de musiques studio réalisé, en somme, juste pour l'enregistrement

La pochette, blanche, présente en son milieu une belle photographie en noir et blanc de Paolo Lobo au format carré. On y voit le visage de Mike Bell, les yeux fermés, concentré, en pleine session. Treize titres pour plus de 70 minutes de musique. L'introduction *Blues apathy* est une entrée en matière prometteuse. Le piano est assuré, la contrebasse tout aussi fiable. *Just for the record*, morceau éponyme suit. À l'image du projet, le titre sonne très *eighties*. On y trouve une abondance de sonorités très artificielles, avec notamment une sorte de son de saxophone synthétisé. La première partie du morceau pourrait passer pour un générique d'une sitcom traditionnelle. Un titre très référencé, et même si le terme est galvaudé, « à l'ancienne ». Ce qui en fait paradoxalement un titre très actuel lorsqu'on pense au revival de la décennie 1980 qu'on nous rabâche dans tous les domaines culturels depuis quelques années. Néanmoins, l'arrivée de plusieurs cuivres dans la seconde partie du titre adoucit l'ensemble. *What if*, troisième morceau, se veut plus introspectif comme le titre pouvait le laisser deviner. Un solo au piano, tantôt mélancolique tantôt jouissif avec ses relents de balade optimiste. *Loose limits* étonne. Le morceau débute sur des percussions style batucada accouplées à une basse électrique funky. Un déroulé déroutant avant qu'un orgue s'enclenche pour un rééquilibré. *Influences*, le cinquième titre remonte le niveau, après quelques agréables interstices au saxophone, arrive un superbe solo au clavier.

Voices unforgotten détonne. Un piano, une contrebasse et un jeu à la batterie aux balais rythmés par un chant choral très doux aux résonances ancestrales. *Goodbye JGA* est là encore un solo au piano très affirmé. Mike Bell prend le temps d'installer une atmosphère presque sépulcrale avant de réveiller l'auditeur à coup de spasmes jazzy. Huitième morceau, *Alaena*, réactive cette impression de musique *easy listening* fade, voire insipide, tandis que *No frills*, qui suit, est l'un des meilleurs titres du disque. Se présentant sous la forme d'une sympathique balade, simpliste et efficace. Mike Bell jongle constamment entre morceaux de haut-vol et musiques d'illustration assez plates. Véritable tour de force d'équilibriste, cet opus se poursuit encore avec *Bye Bye Bye*, blquette d'un romantisme exalté.

Arrivent encore *Popityskipity*, *Way way too early* et enfin *So many goodbyes*. Morceaux simples mais agréables qui se complètent. *Just for the record* est une expression qu'on pourrait traduire par pour que les choses soient claires. Elles le sont. L'album, qui semble ne pas avoir été spécialement conçu pour la scène, est une compilation de titres intégralement composés, interprétés et produits par le musicien. Un album de musiques studio réalisé, en somme, juste pour l'enregistrement. Mike Bell livre ainsi un disque qui ne fera peut-être pas date, mais qui rivalise aisément avec une bonne partie des productions locales.

Just for the record est paru chez Straight Records, l'album est disponible en CD et en digital sur iTunes, plus d'informations : mikebellmusic.eu

Près de vingt tableaux, trois sculptures, à Pantin (galerie Ropac), entre destruction et création (en hommage à Andrea Emo)

comme des ailes, et au milieu, le plomb refroidi s'est enroulé, avec des déchirures, mais aussi de belles éclaboussures et renflements de couleur.

Gehäutete Landschaft, dit un autre titre, et c'est bien par cet acte d'écorchement, avec le plomb qui a comme brûlé la peau, pour être retiré après, qu'il faut passer pour faire surgir une beauté qui ne peut être que vénéneuse, et Anselm Kiefer dans ce sens-là évoque bien Baudelaire et ses *Fleurs du mal*. Ajoutons qu'elles poussent, ces fleurs, aussi dans le jardin du magicien Klingsor, et pour le cours de l'Histoire, on se demande où telle pierre peut bien rouler, aboutir, prise dans le mouvement impétueux des flots, *Am Grunde der Moldau, da wandern die Steine*.

Les sculptures, pour de vrai de hautes vitrines, nous confrontent avec le rocher de Brünnhilde, pour les Argonautes, c'est paradoxalement une flotte d'avions, enfin, c'est tout un nuage de plomb qui semble s'abattre sur des fougères. Au long de l'exposition, les images sont là, qui en imposent, impressionnent, interpellent, émerveillent. Anselm Kiefer en tant que grand imagier, et dans son usage du plomb, plus encore dans la part de spéculation de cette pratique, en tant qu'alchimiste.

« einige kritiker haben dir immer wieder vorgeworfen, du wolltest mit deinen bildern überwältigen – nicht sehend, dass du der überwältigte bist, dessen bilder spuren dieses überwältigtseins sind. »

Anselm Kiefer : *Für Andrea Emo*, à la galerie Thaddeus Ropac, 69, avenue du Général Leclerc, F-93500 Pantin, exposition ouverte jusqu'au 31 mai 2018, du mardi au samedi, de 10 à 19 heures ; www.ropac.net/contact/paris-pantin.



Du plomb sur l'Ange de l'Histoire, sur les fougères de la Saint Jean

sein », y dit-il, comme en écho à Andrea Emo pour qui l'acte n'est autre que la destruction des tableaux, leur mort, leur sommeil, mais ils en ont besoin pour ressusciter, sans cela bien sûr pas de renaissance. On dira mort et transfiguration.

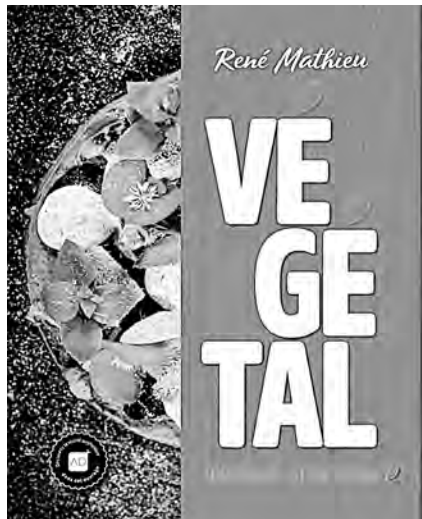
Il est donc cette vingtaine de tableaux, tel cet *Engel der Geschichte*, qui fait six mètres cinquante de largeur. C'est à Walter Benjamin qu'on est ramené, son dernier texte, sur le concept d'histoire, le passé et la dévastation, la tempête et l'avenir, le progrès si l'on veut. On connaît l'*Angelus novus*, de Paul Klee, l'ange à l'attitude ambivalente, aux cheveux ébouriffés, au regard accentué, porté au lointain, et ses bras qui ne font qu'esquisser des ailes. Dans le tableau de Kiefer, deux grandes parties noires se laissent interpréter

STIL

Mezze-moi du Moyen-Orient dans l'assiette !



Un vent de Moyen-Orient souffle sur les cuisines du Luxembourg



L'objet

Nous avions mentionné le projet de livre que René Mathieu, Chef étoilé de la Distillerie à Bourglinster, allait publier. Maintenant que *Végétal - mes racines, mes recettes* (photo : Éditions Saint-Paul) est dans les librairies, l'on ne peut que féliciter ce grand cuisinier du résultat. Autant pour son contenu photographique signé Mickaël Williquet, un ami de René qui a suivi celui-ci durant les quatre saisons à travers prés et champs, que pour les jolies illustrations de recettes que René a réalisées avec sa fille et dont chacune met l'eau à la bouche. Il est essentiel de savoir que si le Chef privilégie légumes, fruits, herbes, plantes et racines, il ne s'agit pas de dénigrer viandes et poissons, mais seulement de réduire leur volume dans l'assiette. Ce n'est donc pas un livre conçu uniquement pour végétariens et vegans, mais pour ceux qui visent une cuisine plus saine en réduisant beurre, sucre et lactose, ou en les annulant totalement. Il sera aussi le cadeau idéal pour les amateurs de joujoux virtuels, car grâce au système de la réalité augmentée et de l'application gratuite « Admenté », bon nombre de pages se transforment en photos détaillées ou en vidéos montrant le sieur Mathieu au travail. Et cela simplement en positionnant son iPhone ou iPad, comme pour prendre une photo, au-dessus de la page. René sillonne la France et la Belgique pour présenter ce concept nouveau et l'émission *No Art* du 22 mars sur RTL en expliquera le fonctionnement de plus près. GD



L'endroit

Nous ne leur avions pas encore rendu visite depuis que le restaurant a été entièrement redécoré. Ce qui a été fait avec une certaine classe, il faut l'avouer. Avec son mobilier tendance scandinave, *Ma langue sourit* (Moutfort, photo : GD) ressemble à un intérieur de bateau de plaisance sur lequel la croisière se délecte. Car si le décor a été rendu plus plaisant, le dressage des assiettes fut toujours nickel. Et rien n'aura changé à ce niveau, Cyril Molard est un as de la décoration culinaire. Cela se remarque dès l'amuse-bouche qui, aspect très plaisant, est toujours multiplié par deux ou trois dans les endroits gastro. Se retrouver devant un fond d'assiette parsemé de grains de café sur lesquels rône un œuf à la coque auquel on aura rajouté du sirop d'érable (si, ça fonctionne très bien avec du croustillant fumé sur le dessus), le tout accompagné d'une praline de foie gras, cela vous met déjà en extase avant que le déjeuner ne commence. S'en suivra un sans-faute de finesse jusqu'au soufflé au chocolat. Les vins auront été conseillés avec soin par le sommelier, le service est aussi courtois que décontracté, les mignardises qui accompagnent le café succulentes. Et de constater qu'un menu du midi fixé à 47 euros les deux déclinaisons ou 52 euros les trois, n'a vraiment rien d'exagéré pour un établissement aussi bien coté. GD



L'endroit

Le premier pas dans la restauration de ce jeune asiatique issu du monde de la finance fut l'ouverture du Origami à Esch-Belval. Dont la formule à sushis et autres grignotages japonais fut vite couronnée de succès. Bien plus ambitieux à tous les niveaux est ces jours-ci l'ouverture sur le même site du *Nombé*, juste en face de l'université. Dans ce grand local, où une cuisine japonaise de plus haut niveau est servie, on aura tout fait pour que le client soit épaté. Pour ce faire, un architecte japonais de haut standing a été engagé. Lequel travaille en Chine, d'où proviennent les tissus des murs, le noble noyer du comptoir ou le bois brûlé d'un pan de mur du rez-de-chaussée (photo : GD). Le premier étage est suspendu comme le bas d'un bateau au-dessus du comptoir à quarante places, qui baigne dans la lumière naturelle offerte par trois grandes parois en verre. De jolis séparés en haut, tous décorés avec des tissus matelassés de couleurs différentes. On vous laissera découvrir la surprise des toilettes hyper sophistiquées à la japonaise. Aux commandes, le jeune Chef Imamura qui a fait ses preuves au Japon et à Paris. Il n'utilisera que des produits nobles, mais si ses plats sont fins, ils se passent de fioritures inutiles. Les sushis, qui ne sont pas ici le fleuron du menu, se mangeront d'ailleurs avec les doigts. En direct, derrière le bar, on retrouve avec plaisir François Legrand, le Chef des beaux jours du Colors. Un futur incontournable semble né. GD

Eve Moles

Un vent de Moyen-Orient souffle sur les cuisines du Luxembourg. Sentez-vous ces effluves de pois chiche et d'épices nouvelles ? On l'annonçait comme l'une des tendances *food* de la nouvelle année et force est de constater qu'une fois n'est pas coutume, le Grand-Duché est dans les clous et nous propose de belles nouveautés dans l'assiette. Il faut l'avouer, ça fait du bien ! Les burgers à tous les coins de rues, les sushis à foison, le quinoa sous toutes ses formes et l'alimentation « sans » avaient un peu fini par lasser les papilles curieuses du pays... Heureusement, le retour à une gastronomie familiale, authentique et riche en saveurs nouvelles semble bien amorcé.

D'ailleurs, les férus de cuisine auront peut-être remarqué la prédominance d'un livre en particulier, sur les étagères des établissements locaux abondant à leurs cartes des plats venu d'Israël, de Syrie, du Liban et plus largement d'Afrique du Nord... On parle évidemment du *cookbook* bestseller d'Yotam Ottolenghi, chef italo-israélien, installé à Londres et en passe de surpasser Jamie Oliver dans le cœur de ses compatriotes. Cette bible de la bonne cuisine trône notamment sur les étagères de la Bouneweger Stuff où vous pourrez sans doute le feuilleter quelques instants histoire de vous mettre l'eau à la bouche.

Vous y croiserez la recette du *shakshuka*, des œufs braisés dans une sauce aux tomates et aux poivrons rouges, le plat préféré du chef, celui qu'on sert dans tout Tel Aviv et que la carte du Paname, place de Paris, a mis à l'honneur du côté de chez nous. Longtemps considéré comme étant un plat sain, équilibré, rapide et facile à concocter, le *shakshuka* a même rejoint cette année le American Heritage Dictionary, tant il a pris d'assaut la sphère culinaire.

La cuisine israélienne semble avoir également influencé la nouvelle carte de l'Urban, à côté du palais grand-ducal, qui a récemment réouvert ses portes avec en plus de son traditionnel falafel pita, un petit nouveau en suggestion : le « chou-fleur comme à Tel Aviv », joliment grillé et accompagné de sésame, de citron et de grenade. Un incontournable de la gastronomie locale, ceux qui ont pu se rendre dans la ville qui ne dort jamais le savent bien.

Pour plus d'authenticité, direction le Damas, place de Paris encore. Ce nouvel établissement propose la crème de la crème en matière de cuisine orientale

avec des *yulangi*, ces petits roulés en feuilles de vigne, des *sambousek* en feuilles de brik farcies, du taboulé original – rien à voir avec celui qu'on connaît ici – et tout un panel de mezze à déguster et surtout à partager. Parmi eux bien sûr, la star des stars, clairement revenue en haut de l'affiche après des années de disette : le pois chiche bien sûr.

Ce dernier a même le droit à un restaurant à son nom ou presque, le Chiche, à Hollerich. Dans ce joli établissement installé en coin de rue et tenu par Chadi, un réfugié syrien, les plats sont tous concoctés par des cuisiniers de diverses nationalités, principalement des Syriens, des Afghans, des Bangladais... Au-delà de l'aspect social du lieu, la carte a de quoi séduire. Les falafels, boulettes de pois chiche dont se délecte depuis des années tout le Marais à Paris, du houmous, crème de pois chiche, du *tahin*, crème de sésame et sauce phare du Moyen-Orient, mais aussi du *hallaoui*, du *babaganoush*, des grillades de viandes, de poissons, des plats vegan... Bref, un endroit à tester pour qui recherche le bon goût et l'authenticité.

En attendant, et si vous n'avez toujours pas pu goûter aux pois chiche autrement que disséminés dans un couscous royal, je vous confie une recette de houmous maison à essayer d'urgence, histoire de vous mettre à la page.

Recette de houmous

Ingrédients (pour un beau bol) :

- 300 g de pois chiche cuits et égouttés
- 2 à 3 cuillères à soupe de tahin
- jus d'un demi citron
- huile d'olive
- 1 cuillère à café de sel
- 1 cuillère à soupe de cumin
- 1 à 2 gousse d'ail

Et maintenant ?

Mettre les pois chiches égouttés dans un mixeur. Mixer légèrement en ajoutant un peu d'eau de cuisson. Ajouter le tahin, le jus de citron, l'ail, le cumin et le sel, et continuer de mixer en incorporant l'huile d'olive petit à petit jusqu'à obtenir une texture homogène et crémeuse. Servir le houmous accompagné d'un peu d'huile de sésame et de tranches de pain légèrement toastées.

Entre chien et loup

On appelle « entre chien et loup » le moment qui précède le crépuscule, l'heure de tous les dangers quand les contours des choses s'effacent et qu'on voit les loups garous sortir de leurs repaires et les feux follets s'allumer dans les sous-bois.

Dans son livre porté par un souffle narratif exceptionnel, l'historien Henri Wehenkel dresse le portrait de seize Luxembourgeois pris dans l'engrenage de la Collaboration –

grands bourgeois, ouvriers montés en grade, journalistes *völkisch*, cadres techniques ambitieux, artistes conformistes... L'auteur pénètre jusqu'aux niveaux des enjeux, des lieux de décision, des endroits où les chemins se séparent et où il faut choisir. Le livre donne à sentir ces choix dans toute leur urgence sans pour autant faire de jugement de valeur. Il s'agit, selon l'auteur, d'« éclairer les recoins obscurs de la société luxembourgeoise ».

Le livre de 304 pages richement illustré et qui se base sur une série d'articles du *Lëtzebuurger Land*, est disponible en librairie au prix de 29 euros ou peut être commandé en ligne sur www.land.lu, par téléphone 48 57 57-32, courriel land@land.lu ou fax 49 63 09.

